

# LE MONDE *diplomatique*

SÉDUCTIONS  
DE LA BOHÈME

PAR ANTHONY GLINOER  
Page 27.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 751 - 63<sup>e</sup> année. Octobre 2016

ÉLECTEURS AMÉRICAINS SANS BOUSSOLE

## Les États-Unis tentés par le risque

*Une candidate aussi expérimentée et entourée que M<sup>me</sup> Hillary Clinton peut-elle être battue par un homme aussi brutal et controversé, y compris dans son camp, que M. Donald Trump ? Même si elle n'est pas la plus probable, cette issue, qui dépendra du vote d'une Amérique oubliée, n'est plus exclue.*

PAR SERGE HALIMI

**T**HE SYSTEM is rigged : le système est truqué. On savait déjà qu'aux États-Unis le candidat qui remporte le plus de suffrages à l'échelle nationale ne devient pas toujours président ; que la campagne électorale ignore trois quarts des États où l'issue du scrutin semble acquise ; que près de six millions de citoyens ayant été condamnés par la justice ont perdu le droit de voter ; que 11 % des électeurs potentiels ne disposent pas des papiers d'identité exigibles s'ils veulent déposer un bulletin dans l'urne ; que le mode de scrutin accorde aux deux partis dominants un avantage exorbitant. On n'ignorait pas non plus que l'argent, les médias, les lobbys, le découpage des circonscriptions défigurent la représentation démocratique du pays (1).

Cette fois, pourtant, c'est aussi d'autre chose qu'il s'agit. D'un sentiment qui enjambe les clivages partisans. D'une colère exprimée lors des primaires par les 12 millions d'électeurs du sénateur démocrate Bernie Sanders, mais aussi par les 13,3 millions de partisans triomphants du milliardaire républicain Donald Trump. Le système est truqué, ont-ils estimé, parce que les gouvernants, républicains et démocrates, ont déclenché des guerres au Proche-Orient qui ont



MUSEUM OF FINE ARTS, HOUSTON, TEXAS / BRIDGEMAN IMAGES

ROBERT RAUSCHENBERG. – « The Ancient Incident » (L'Incident ancien), 1981

appauvri les États-Unis sans leur apporter la victoire. Truqué parce qu'une majorité de la population continue de payer les conséquences d'une crise économique qui n'a rien coûté, au contraire, à ceux qui l'ont provoquée. Truqué parce que le président Barack Obama a déçu les espoirs de changement, immenses, que sa campagne de 2008 avait éveillés. Truqué parce que les électeurs républicains n'ont pas vu venir grand-chose, eux non plus, après qu'ils se furent mobilisés pour arracher, d'abord en 2010, puis en 2014, le contrôle des deux chambres du Congrès. Le système est truqué parce que rien ne change à Washington, que les Américains se jugent dépossédés de leur patrie par une oligarchie qui les méprise, que les inégalités se creusent et que la classe moyenne a peur.

A priori, tout avait pourtant bien commencé. Côté démocrate, ce qui devait

constituer la promenade de santé de M<sup>me</sup> Hillary Clinton vers la désignation de son parti, une forme de succession dynastique puissamment assistée par M. Obama, se transforma en un combat acharné contre un franc-tireur septuagénaire. Lequel, à la surprise générale, parvint à mobiliser des millions de jeunes électeurs, de ruraux, de travailleurs, sur des thèmes anticapitalistes. L'argent ne constitua pas un obstacle insurmontable pour M. Sanders, puisqu'il en leva énormément grâce à des millions de petits contributeurs.

(Lire la suite page 11.)

(1) Pour une analyse plus détaillée de ces biais, lire Serge Halimi et Loïc Wacquant, « Démocratie à l'américaine », et Benoît Bréville, « Géorgie et Caroline du Nord, les deux Sud », *Le Monde diplomatique*, respectivement décembre 2000 et octobre 2012. Cf. également Elizabeth Drew, « Big dangers for the next election », *The New York Review of Books*, 21 mai 2015.

UNE SORTIE DE CRISE AUDACIEUSE

## Des Pirates à l'assaut de l'Islande

*Touchée de plein fouet par la crise financière et l'effondrement de son système bancaire en 2008, l'Islande affiche aujourd'hui une santé économique resplendissante. Si ce petit pays a pu très vite se redresser en s'écartant de l'orthodoxie libérale, les promesses de refondation du contrat social restent à accomplir.*

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
PHILIPPE DESCAMPS

**P**AS UN POLICIER à l'horizon, pas une invective entre militants : le Forum nordique réunit début septembre tous les partis politiques islandais dans une grande quiétude. À la veille des élections législatives du 29 octobre, les principaux candidats s'expriment sous un modeste chapiteau planté devant l'université de Reykjavik. Par 64 degrés de latitude, l'inclinaison des rayons solaires donne à la lumière une grande douceur, tandis qu'un air venu du large apporte un peu de fraîcheur. Dans les débats, l'avenir de la Constitution passionne davantage que l'immigration, la construction de logements bien plus que le niveau des impôts ; la protection des données personnelles figure en bonne place. La crise... quelle crise ?

Sur cette île-volcan, la lave bouillonne pourtant toujours sous les glaciers depuis la débâcle financière de 2008. En avril 2016, une éruption populaire a balayé en quarante-huit heures le premier ministre Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, empêtré dans les « Panama papers ». À son tour rattrapé par les révélations concernant l'argent de son épouse dissimulé dans un paradis fiscal, le président de la République Ólafur Ragnar Grímsson a dû renoncer à se présenter aux élections de juin dernier, après vingt ans de pouvoir. Enfin, à la mi-septembre, les sondages laissaient entrevoir une nouvelle réplique en plaçant le Parti pirate en tête des intentions de vote.

Il y a huit ans, ce pays de 320 000 habitants perdu au milieu de l'Atlantique nord a vécu un cauchemar. Les premiers jours d'octobre 2008 voyaient s'effondrer les trois principales banques, dont les actifs représentaient neuf fois la production nationale, tandis que partaient en fumée l'essentiel de la capitalisation boursière et une partie de l'épargne des familles. Seule l'intervention massive de l'État par la nationalisation des banques, la garantie des dépôts des insulaires et un strict contrôle des capitaux permit d'éviter le chaos social et la faillite des principales entreprises. En 2016, le pays affiche un budget en excédent, une dette en net recul, une croissance de plus de 3 % et un taux de chômage de 2,7 % (1)...

(Lire la suite page 16.)

(1) Banque centrale d'Islande, 7 septembre 2016.

AUTOPSIE DE LA FILIÈRE BOIS

## Braderie forestière

*Couvrant près d'un tiers du territoire, la forêt française constitue un fabuleux trésor. Mais il y a loin de l'arbre brut au bois travaillé : faute de politique industrielle concertée, la sylviculture est devenue le deuxième poste du déficit commercial. Plongée au sein d'une filière saccagée, entre matière première vendue à l'étranger, scieries en liquidation et timides tentatives de redressement.*

**L**A FRANCE n'a pas de pétrole, mais elle a des forêts. Tel un sombre duvet ciselé, des étendues d'épicéas dévalent les massifs vosgiens. Des perchis de hêtres et de châtaigniers revêtent les sols humides de Normandie et tapissent le fond de la vallée du Rhône. Des futaies de chênes sessiles se pétrifient dans l'humus des forêts domaniales de Fontaine-

\* Journaliste.

UNE ENQUÊTE DE  
GUILLAUME PITRON \*

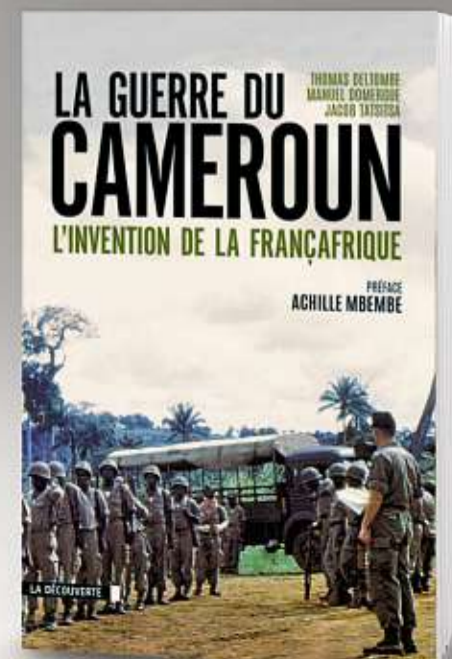
bleau, Bercé et Tronçais. Quand, sous d'autres latitudes, on parlerait hydrocarbures, sables bitumineux ou gaz de schiste, les essences françaises se nomment tremble, if, saule ou micocoulier. Selon le dernier inventaire forestier national, établi en 2014 (1), 126 espèces

couvrent 30 % du territoire, et font des étendues boisées françaises les troisièmes d'Europe. Jamais la sylviculture n'a occupé autant d'espace depuis la première révolution industrielle.

(Lire la suite page 20.)

(1) « La surface forestière en France métropolitaine », Institut national de l'information géographique et forestière, <http://inventaire-forestier.ign.fr>

Dix ans de massacres, des milliers de morts, cinquante ans de déni



Éditions  
La Découverte

248 pages, 12 euros  
ePub disponible

M 02136 - 751 - F : 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

# UNE ANOMALIE RÉCONFORTANTE



DEPUIS DEUX ANS, la diffusion du *Monde diplomatique* s'est nettement redressée (1) ; le nombre de ses abonnés atteint un record historique ; la situation de ses finances n'inspire plus d'inquiétude. Un tel rétablissement détonne dans le paysage de la presse et dans le climat idéologique actuel. Il tranche en particulier avec le délabrement éditorial et économique de la plupart des périodiques, dont certains ne diffèrent leur trépas qu'en se transformant en prime numérique du géant des télécoms qui les possède (2).

Notre santé contraste également avec la situation politique et idéologique générale. Politique : le courant intellectuel – rationnel, démocratique, universaliste – qui inspire ce journal depuis sa naissance est provisoirement sur la défensive, affaibli par une absence de stratégie à long terme, des rivalités internes, le vrombissement ininterrompu des ego et des réseaux sociaux. Idéologique : les attentats djihadistes et la peur

qu'ils inspirent relèguent au second plan les combats pour la justice sociale. Et encouragent à piétiner ce qui reste de libertés publiques, à accepter un état d'exception généralisé, à acclimater les esprits à l'idée d'une guerre civile.

Loin d'être l'apanage de l'extrême droite et de sites Internet paranoïaques, de tels desseins ont désormais table ouverte à la radio, à la télévision, dans les principaux titres de la presse. Ils concourent aux décisions d'un nombre croissant de responsables politiques. En juin dernier, l'éditorialiste du *Point* assimilait la Confédération générale du travail (CGT) à l'Organisation de l'État islamique. Avec le même souci de la comparaison intelligente et apaisée, l'ancien ministre Luc Ferry vient d'estimer, dans sa chronique hebdomadaire du *Figaro*, que le port du burkini vise à l'« islamisation de nos sociétés » et qu'il faut par conséquent « résister aux collabos de l'islamo-gauchisme », à leur « pacifisme munichois ».

Mobilisé à son tour par cette immense affaire estivale, l'éditorialiste socialiste Jacques Julliard ne décolère plus, tantôt dans *Marianne*, tantôt dans *Le Figaro*, contre « le parti collabo du "pas d'amalgame" à tous crins, du "vivre ensemble" à tout prix ». Et il vilipende le « parti de la France coupable » qui « lui tire dans le dos quand elle est attaquée de face ». En juin 1940, Winston Churchill avait alerté ses compatriotes du danger d'un débarquement des armées nazies sur les côtes britanniques (« We shall fight on the beaches ») ; d'aucuns n'hésitent plus à transposer ce morceau de bravoure historique dans le combat, prétendument féministe mais assurément moins risqué, contre des tenues de bain religieuses : « Eh bien, nous aussi, nous nous battons sur les plages (3) »... Dans un tout autre domaine, celui de l'économie politique,

même la critique argumentée des politiques néolibérales passe de nos jours pour une forme de « négationnisme ».

Contre ce nouveau macarthysme, nous continuerons à privilégier engagement et raison. Nous ne demeurerons pas pour autant cantonnés dans des positions défensives. Au fil des mois, ce journal est redevenu le lieu de rassemblement d'un nombre croissant de lecteurs souvent actifs dans les mobilisations sociales. Notre souci de rendre compte des transformations rapides de l'ordre international, alors que l'attention est trop souvent happée par des événements sans portée, explique aussi ce regain d'influence. Joue

également en notre faveur le fait que nous disposons d'une colonne vertébrale, de convictions anciennes et solides. Et que notre journalisme, loin de juxtaposer des commentaires indignés, s'adosse à des enquêtes exigeantes, ouvertes sur le monde. Chacun sait par ailleurs que nous n'appartenons à aucune chapelle, que les auteurs les plus divers collaborent à nos publications, qu'aucune banque, aucun industriel ne nous tient.

Depuis 2009, nous avons fait appel à vous pour mener ce combat éditorial et politique. Le résultat est là, puisque notre vigueur découle de votre appui. La période qui s'annonce réclamera plus que

jamais que notre voix porte. Votre contribution aura donc également pour avantage de prévenir tous les dynamiteurs du bien commun que leur offensive nous trouvera sur leur chemin.

S. H.

(1) Depuis 2014, notre diffusion moyenne est passée de 137 000 à 156 000 exemplaires. Nous détaillons notre situation et nos comptes d'ici à la fin de l'année.

(2) Lire Serge Halimi et Pierre Rimbert, « Information sous contrôle », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016, et Marie Bénilde, « Quand les tuyaux avalent les journaux », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016.

(3) Élisabeth Lévy, *Le Figaro.fr*, 11 septembre 2016.

## Soutenez « Le Monde diplomatique »

Je fais un don de  € au profit exclusif de *MONDE diplomatique*

Et je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et pluralisme/ Opération *Le Monde diplomatique*

Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu 2016, acquitté en 2017)

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi informatique et libertés. Vous bénéficiez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès et de rectification sur toutes ces informations.

Nom   
Prénom   
Adresse   
  
Code postal  Ville   
Courriel   
Téléphone

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à : Presse et pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex

\*Les dons aux journaux ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi, lorsque vous versez 100 euros au « Diplo », vous déduisez 66 euros de votre impôt ; il ne vous en coûte donc que 34 euros.

Plus rapide, par Internet : [www.monde-diplomatique.fr/dons](http://www.monde-diplomatique.fr/dons)

## NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

### L'heure du choix

MONSIEUR Barack Obama laissera derrière lui un paysage politique méconnaissable. Divisés comme jamais, les républicains présentent au scrutin de novembre un homme d'affaires opposé au libre-échange, haï par les caciques du parti mais soutenu par les classes populaires blanches. Lors des primaires démocrates, un sénateur se disant « socialiste » a tenu la dragée haute à la candidate de l'establishment. Que s'est-il passé pour que le pays qui a désigné son premier président noir en 2008 n'ait aujourd'hui d'alternative qu'entre un milliardaire aux propos sulfureux et une fidèle alliée de Wall Street ?

Dans sa dernière livraison, *Manière de voir* (1) apporte des éléments de réponse à cette question. À commencer par l'analyse des réalignements politiques opérés au sein de chaque camp sur des sujets comme l'immigration, le libre-échange, le salaire mini-

mum ou l'avortement. Mais ce numéro se penche également sur la situation sociale du pays. Avec 5 % de chômage et 2,4 % de croissance, l'économie américaine semble, à première vue, s'être remise de la grande récession de 2008. Pourtant, les inégalités atteignent des niveaux record. Pour les migrants clandestins, les travailleurs pauvres, les victimes de l'incarcération de masse, les résidents des anciennes villes industrielles, la crise reste une réalité bien tangible, expliquant la désillusion qui saisit nombre d'électeurs à l'issue des deux mandats de M. Obama.

Au nombre des déçus, on retrouve évidemment les Afro-Américains. L'élection d'un président noir avait renvoyé au monde l'image d'une Amérique apaisée, débarrassée de ses clivages raciaux. Huit ans plus tard, tandis que les États gouvernés par les républicains multiplient les artifices pour

les décourager d'aller voter et que les forces de l'ordre continuent de tuer un Noir tous les trois jours, l'espoir a laissé place à la colère. De Ferguson à Charlotte, de Baton Rouge à Dallas, les manifestations contre les violences policières ont essaimé à travers les États-Unis, donnant naissance au mouvement Black Lives Matter (« Les vies des Noirs comptent »), qui poursuit la longue histoire de la lutte pour l'égalité raciale, tout en réinventant ses formes d'action.

Enfin, l'actuel tumulte américain revêt une dimension géopolitique. Pour la première fois depuis l'entre-deux-guerres, le Parti républicain présente à l'élection présidentielle un candidat hostile aux interventions militaires à l'étranger. Afin de comprendre cette évolution, *Manière de voir* décrypte la politique étrangère conduite par la Maison Blanche depuis 2008 : de l'intervention en Libye au refus de renverser



M. Bachar Al-Assad en Syrie, des bombardements illégaux par drones à l'accord signé avec l'Iran, du rapprochement avec Cuba au refroidissement avec la Russie, peut-on déceler une logique derrière ces choix en apparence contradictoires ?

(1) « Affrontements américains », *Manière de voir*, n° 149, octobre-novembre 2016, 8,50 euros, en kiosques.

## COURRIER DES LECTEURS

### Nostalgie

*Paysan en Chartreuse, Vincent Gilbert réagit à l'article « Éloge de la fermière » (août), extrait du dernier livre de Benoît Duteurtre :*

Je rejoins l'auteur sur le constat de la menace de disparition de l'agriculture de montagne. Mais je pense que la principale menace qui pèse sur la ferme de Josette Antoine n'est autre que la mentalité totalement décalée des citadins apprentis campagnards.

Pêle-mêle, je note une confusion entre les termes « pasteurisation » et « stérilisation », entre « élevage hors-sol » (qui est effectivement absurde) et « création d'un bâtiment avec une dalle ».

La référence à cette magnifique agriculture montagnarde née au Moyen Âge semble oublier qu'à l'époque les agriculteurs étaient pour la plupart des serfs travaillant pour un seigneur peu concerné par les droits et la protection sociale de ses « larbins ».

Enfin, le paragraphe sur la possible reprise de l'exploitation par le fils de Josette néglige la réalité du travail quoti-

dien dans une ferme. Certes, les vieux bâtiments sont bucoliques, adorables, poétiques... Mais ils sont inadaptés aux pratiques actuelles de l'agriculture, et ce même pour de petites exploitations agricoles de montagne. Et je ne parle pas là des normes qui semblent vous révolter. Je parle de fonctionnalité, de praticité, de gain de temps et d'économie... de sa santé !

### Gigantisme universitaire

*Après la parution de l'enquête de Christelle Gérard « Aix-Marseille, laboratoire de la fusion des universités » (septembre), le président de cette université, M. Yvon Berland, a souhaité apporter son point de vue. En voici les principaux éléments :*

Aix-Marseille Université (AMU) ne procède pas d'un pari de gigantisme, mais d'une démarche volontariste visant à décloisonner, constituer et coordonner une masse critique de compétences et d'excellence dans le secteur public. Il y avait des raisons intrinsèques à fusionner les trois anciennes universités, ne serait-ce que l'enjeu de cohérence et de lisibilité en matière de recherche et de formation.

Si AMU avait eu le classement de Shanghai pour seul horizon, il lui eût fallu alors ne pas intégrer les lettres, langues et sciences humaines, pourtant essentielles aux savoirs, mais dont les publications des enseignants-chercheurs ne sont pas ou peu prises en compte dans ce classement, qui juge de la performance de l'établissement au regard du nombre total d'enseignants-chercheurs.

Vous soupçonnez le président de l'université de clientélisme. Compte tenu de la très large majorité qui soutient sa politique, s'il y avait clientélisme, presque tout le monde serait déjà servi ! Et comment expliquer que des opposants notoires (que vous citez à plaisir) aient également bénéficié de financements ? Le seul critère ayant régi le financement des projets dans le cadre des Initiatives d'excellence (Idex) a été l'expertise internationale indépendante.

Vous contestez des faits pourtant incontestables tels que l'augmentation du régime indemnitaire des personnels administratifs, la réfection des locaux (dont la vétusté ne dépend pas de la fusion) ou encore l'augmentation des dotations en sciences sociales.

Vous critiquez le fait que l'université se préoccupe de l'employabilité de ses étudiants et son dialogue avec le monde socio-économique dans lequel se trouve l'essentiel des emplois. Vous auriez pu souligner le travail d'AMU, qui, au travers de ses accords-cadres avec de grands industriels, mais aussi avec le tissu de PME-PMI locales, facilite l'insertion professionnelle de ses étudiants et contribue à la reconnaissance du diplôme de doctorat dans le monde socio-économique.

Il est triste de voir éreintée de la sorte une université qui travaille, a connu de premiers succès et est déterminée à poursuivre dans la voie qu'elle a choisie, car avoir l'ambition d'être une université de rang mondial n'est absolument pas incompatible avec celle d'être une grande université de service public. C'est le pari que fait chaque jour Aix-Marseille Université.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs, 1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris ou [courrier@monde-diplomatique.fr](mailto:courrier@monde-diplomatique.fr)

Édité par la SA Le Monde diplomatique. Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique. 1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris. Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26. Courriel : [secretariat@monde-diplomatique.fr](mailto:secretariat@monde-diplomatique.fr). Site Internet : [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr).  
Directeur : Serge HALIMI, président, directeur de la publication. Autres membres : Vincent CARON, Bruno LOMBARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT. Directrice des relations et des éditions internationales : Anne-Cécile ROBERT. Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL.

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI. Rédacteur en chef : Philippe DESCAMPS. Rédacteurs en chef adjoints : Benoît BRÉVILLE, Martine BULARD, Renaud LAMBERT. Cheffes d'édition : Mona CHOLLET. Rédaction : Evelyne PIELLER, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT. Site Internet : Guillaume BAROU, Thibault HENNETON. Conception artistique : Maria IERARDI, Boris SÉMÉNIKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie). Rédacteur documentaire : Olivier PIRONET. Mise en pages et photographie : Jérôme GRILLIERE, Patrick PUECH-WILHEM. Correction : Xavier MONTHEARD, Nicole THIRION.

Directeur de la gestion : Bruno LOMBARD. Directeur commercial, chargé de la diffusion numérique : Vincent CARON. Contrôle de gestion : Zaïa SAHALI. Secrétaire : Yulia DAROUKA (9621), Sophie DURAND-NGO, attachée communication et développement (9674), Eleonora FALETTI (9601). Courriel : [prenom.nom@monde-diplomatique.fr](mailto:prenom.nom@monde-diplomatique.fr). Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY. Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET. Publicité : Brigitte ANTOINE (01-57-28-39-29).

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD, Sophie GERBAUD, Carole MERCEYON, Saveria COLOSIMO-MORIN. Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147. Service relations abonnés. Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr). Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. © ADAGP, Paris, 2016, pour les œuvres de ses adhérents. Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €. Autres destinations : [www.monde-diplomatique.fr/abo](http://www.monde-diplomatique.fr/abo)

### RECTIFICATIFS

– L'article « Riposte culturelle au Cachemire » (septembre 2016) évoquait l'absence d'Élu musulman ou chrétien. Il fallait comprendre « dans la majorité gouvernementale », et non dans l'ensemble du Parlement.

– La carte accompagnant l'article « Cette France en mal de médecins » (septembre) ne prenait en compte que le nombre de médecins exerçant en libéral. D'autres cartes plus détaillées sont présentées sur notre site, [www.monde-diplomatique.fr/cartes/deserts-medicaux](http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/deserts-medicaux).

– Dans « La Corne de l'Afrique dans l'orbite de la guerre au Yémen » (septembre), une coupe malheureuse a conduit à écrire que des forces arabes pourraient menacer Assab, alors que nous voulions dire que cette base érythréenne pourrait être utilisée par l'aviation égyptienne.

– L'article « Enchanter la vulgaire réalité » (septembre) donnait une traduction approximative de la devise de Paris. *Fluctuat nec mergitur* signifie plutôt « Il est battu par les flots, mais ne coule pas ».

– Dans « Traduire Shakespeare » (septembre), l'auteur faisait référence au mot finlandais *sisu*, et non *situ* comme indiqué par erreur.

## LA GOUVERNANCE CONTRE LA DÉMOCRATIE

## De l'art d'ignorer le peuple

*La plupart des candidats à la présidentielle française proposent de réformer, d'une façon ou d'une autre, les institutions de la V<sup>e</sup> République. Si de nombreux élus, chercheurs ou militants diagnostiquent une « crise de la démocratie », le mal pourrait se révéler plus profond : l'installation rampante d'un nouveau régime politique, la gouvernance, dont l'Europe est le laboratoire.*

PAR ANNE-CÉCILE ROBERT

PAR un retournement spectaculaire, dans nos démocraties modernes, ce ne sont plus les électeurs qui choisissent et orientent les élus, ce sont les dirigeants qui jugent les citoyens. C'est ainsi que les Britanniques, comme les Français en 2002 (échec de M. Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle) et en 2005 (« non » au référendum sur le traité constitutionnel européen), ont subi une psychanalyse sauvage à la suite du « Brexit » du 23 juin 2016. On peut avancer, sans craindre de se tromper, qu'une telle opération – réalisée presque entièrement à charge avec orchestration médiatique – n'aurait pas été effectuée si le scrutin avait conclu au maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Le principe d'une consultation populaire sur « un sujet aussi important » n'aurait pas davantage été questionné (1).

On le sait : un principe à géométrie variable n'est pas un principe, c'est un préjugé. Celui-ci peut être analysé de deux manières : mépris de classe (2) ou haine de la démocratie. Le premier sentiment dégouline assurément de la bouche du toujours subtil Alain Minc : « *Ce référendum n'est pas la victoire des peuples sur les élites, mais des gens peu formés sur les gens éduqués* (3). » À aucun moment l'idée n'effleure la classe dirigeante que les citoyens rejettent les traités européens non pas parce qu'ils seraient mal informés, mais parce qu'au contraire ils tirent des leçons tout à fait logiques d'une expérience décevante de près de soixante ans.

Le second sentiment dépasse le clivage de classe ; il est philosophique. C'est la démocratie elle-même qui est contestée à travers des coups portés à deux idées cardinales : d'une part, que « *la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics* » (article 21, alinéa 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) ; d'autre part, que tous les membres du corps social sont citoyens et concourent à la formation de la volonté générale, quels que soient leur origine ou leur statut social. C'est cette philosophie

imposée par des siècles de luttes sociales et politiques qui fait aujourd'hui l'objet d'une offensive idéologique de grande ampleur à la faveur des impératifs de la construction européenne.

Ceux qui, comme l'ancien premier ministre Alain Juppé (Les Républicains), estiment que les « conditions » ne sont pas réunies pour un référendum en France sur les questions européennes (4), ou qui, comme le premier ministre socialiste Manuel Valls, qualifient d'« *apprentis sorciers* » les personnes souhaitant une telle consultation (5), dévoilent leur véritable préoccupation : comme la classe dirigeante n'est pas assurée d'une réponse positive, elle préfère ne pas consulter les électeurs. Ainsi, on gouverne sans le soutien du peuple, au moment même où on organise, traité après traité, des transferts de souveraineté de plus en plus importants à Bruxelles. Parmi les plus déterminants figurent les pouvoirs monétaire et budgétaire.

L'Union européenne agit comme le révélateur d'une délégitimation de la démocratie, également à l'œuvre à l'échelle nationale (6). Il ne s'agit plus d'une crise, mais d'un changement progressif de régime politique dont les institutions de Bruxelles constituent un laboratoire. Dans ce système, nommé « gouvernance », le peuple n'est que l'une des sources de l'autorité des pouvoirs publics, en concurrence avec d'autres acteurs : les marchés, les experts, la « société civile ». On connaît le rôle stratégique attribué à l'expertocratie par les rédacteurs des traités communautaires : la Commission, avec ses commissaires « indépendants » choisis pour leurs « compétences », est la « gardienne des traités » en lieu et place des organes politiques comme le Conseil des ministres ou le Parlement. Si cette clé de voûte des institutions de Bruxelles fait régulièrement l'objet de critiques acerbes, il n'en est pas de même de la « société civile », dont le rôle grandissant contribue pourtant, lui aussi, à contourner la démocratie.

## Instrumentalisation de la « société civile »

ENTRÉ EN VIGUEUR en 2009, l'article 11 du traité de Lisbonne recommande aux institutions européennes d'entretenir « *un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile* ». Appelée en renfort pour combler le « déficit démocratique », celle-ci fait l'objet d'une définition très large pouvant se prêter à toutes sortes d'interprétations : acteurs du marché du travail, organisations non gouvernementales (ONG), organisations dites « de base », communautés religieuses (7). On peut donc y trouver des syndicats et des associations très progressistes, mais aussi des lobbys, des groupements patronaux, des cabinets d'experts, voire des sectes, etc. La « société civile » ne repose en effet sur aucun critère de représentativité ou de légitimité. Protéiforme, elle est aussi le règne de l'inégalité puisque ses acteurs disposent de moyens extrêmement variables, suivant les intérêts qu'ils défendent.

« *Depuis le milieu des années 1990, explique la sociologue Hélène Michel, « la société civile » est devenue un acteur à part entière du fonctionnement de l'Union européenne. Mieux, elle permet désormais de légitimer les institutions qui dialoguent avec elle, les politiques publiques qui la concernent et les agents qui s'en réclament.* » Et elle ajoute : « *Pourtant, ni le contenu de « la société*

*civile » ni les formes de sa participation ne semblent stabilisés. Ce qui laisse place à des usages fort différents* (8). » La Commission y fait d'ailleurs son marché en fonction de ce qu'elle estime représentatif et pertinent, ce qui lui permet in fine de maîtriser un processus qui la conforte. Le traité constitutionnel européen n'était-il pas en partie le produit de la consultation de la « société civile » ? Le dialogue instauré avec celle-ci par Bruxelles n'implique cependant aucun partage du pouvoir de décision. Par exemple, la consultation publique menée sur le grand marché transatlantique (en anglais Tafta) de mars à juillet 2014 n'a, de manière significative, pas troublé Bruxelles.

Cette pratique, qui met en avant des valeurs positives, comme l'esprit de dialogue pacifique, trouve des alliés inattendus à droite comme à gauche : associations qui œuvrent à une « Europe des citoyens », mouvements fédéralistes, Forum permanent de la société civile européenne, plates-formes « citoyennes » ou encore Comité européen des associations d'intérêt général. « *Ces militants d'une « Europe plus démocratique », car « plus proche des citoyens », note encore Hélène Michel, entraînent derrière eux toute une série d'ONG agissant dans les secteurs sociaux et humanitaires, ainsi que dans les domaines de l'environnement, qui demandent que*



MARTINIERI. – « Double Face », 2000

leur rôle soit véritablement reconnu dans le processus. » Si le mouvement associatif et syndical contribue de manière indispensable au progrès social, le concept de « société civile » transforme le rôle qu'il joue dans les rouages du pouvoir. À l'instar de l'expert dont la décision se substituerait à celle des décideurs publics, la « société civile », tout énigmatique qu'elle soit, devient le porte-parole autoproclamé des citoyens. Ce fonctionnement accorde une place considérable aux frénétiques de toutes les causes, relayés par les réseaux sociaux et des médias peu regardants, dont la représentativité prétendue est souvent mesurée par sondages (et non par élection). Et le peuple dans tout ça ? Il n'est plus qu'un groupe de pression parmi d'autres. Dans une Union européenne qui se méfie des bulletins de vote, la partie n'est pas égale.

Loin d'être purement technique, la gouvernance est un concept idéologique tiré de la science administrative anglo-saxonne, notamment américaine, contemporain de l'essor du néolibéralisme. Popularisé sous le terme de « bonne gouvernance », il vise au moins d'État, à l'extension du marché, à la « bonne gestion » (9). Les francophones le confondent souvent avec le « bon gouvernement » illustré par le célèbre tableau d'Ambrogio Lorenzetti. Cette œuvre de 1339, exposée à l'hôtel de ville de Sienne (Italie), valorise la justice et la sagesse exercées sous l'œil du peuple. On est loin des préoccupations comptables qui obsèdent jusqu'à l'absurde la classe dirigeante actuelle. Combien de pays du tiers-monde, du Kenya à la Côte d'Ivoire, ont-ils d'ailleurs sombré dans le chaos peu après avoir reçu leur brevet de « bonne gouvernance » de la part des institutions financières internationales ? On se souvient également de M. Dominique Strauss-Kahn, alors directeur général du Fonds monétaire international, saluant la Tunisie de M. Zine El-Abidine Ben Ali en 2009 par des mots qui laissaient peu entrevoir la révolution de janvier 2011 : « *La politique économique adoptée ici est une politique saine et constitue un bon modèle à suivre pour de nombreux pays émergents.* » Économie de marché, gouvernance et « société civile » relèvent du même corpus idéologique post-démocratique.

La marginalisation de la souveraineté populaire par la gouvernance explique la facilité avec laquelle les dirigeants européens, et notamment français, contournent le verdict des urnes : leur légitimité ne viendrait qu'en partie des électeurs. Cela peut expliquer la stupeur provoquée par le comportement du Royaume-Uni, qui, non content de consulter son peuple, envisage de respecter sa volonté...

La crise de confiance qui affecte l'Union européenne, voire le rejet grandissant dont elle est l'objet, pourrait-elle trouver une solution dans l'avènement d'un « peuple européen » qui éliminerait ses représentants dans les institutions de Bruxelles ? Alors ministre français de

l'économie, M. Emmanuel Macron a ainsi proposé d'organiser un référendum européen ; la députée écologiste Eva Joly a quant à elle suggéré d'élire une Constituante européenne. C'était déjà l'ambition des socialistes Oskar Lafontaine (Allemagne) et Jean-Luc Mélenchon (France) en 2006. Mais de tels projets supposent résolue la question préalable : les peuples nationaux acceptent-ils leur propre dissolution dans un ensemble plus grand ? Existe-t-il une « communauté politique européenne » reconnue comme telle par

## Ces explosions qui viennent

LA DÉMOCRATIE a toujours fait l'objet de débats politiques passionnés, la gauche accusant souvent ce régime « bourgeois » de nier la violence des rapports sociaux par le jeu d'une égalité théorique des citoyens. Il n'en demeure pas moins que le passage de la souveraineté du roi à la nation était considéré, y compris par Karl Marx lui-même, comme allant dans le sens de l'histoire ; le clivage droite-gauche trouve d'ailleurs une de ses sources dans la Révolution française : venaient s'asseoir à gauche du président de séance ceux qui remettaient en cause la monarchie. Plus tard, les mouvements issus de la critique du capitalisme intégrèrent, en France du moins, la défense des droits politiques acquis après 1789, tout en exigeant les mesures nécessaires à la concrétisation de l'idée démocratique : éducation, droits sociaux, libertés syndicales et ouvrières... C'est le sens du combat républicain mené par le socialiste Jean Jaurès pour l'école publique, la laïcité ou l'impôt sur le revenu. Ce qui ne l'empêchait pas, en marxiste assumé, de lutter pour l'instauration d'un autre système économique : le socialisme.

Dans l'Europe de ce début de millénaire, ce n'est pas le « peuple de gauche » qui se réveille, c'est le peuple tout court. C'est pourquoi le « non » était largement majoritaire en 2005 (référendum sur le traité

les habitants de l'Union, qui leur ferait accepter le verdict d'institutions communes gouvernées par le principe majoritaire ? Les résultats des derniers référendums (« Brexit » au Royaume-Uni, rejet par les Pays-Bas de l'accord d'association avec l'Ukraine) laissent penser que l'État-nation demeure, pour la plupart des peuples du Vieux Continent, le cadre légitime de la démocratie. Symbole, passé relativement inaperçu, de ce hiatus : le 19 janvier 2006, le Parlement européen avait voté une résolution demandant qu'on trouve un moyen de contourner les référendums français et néerlandais sur le traité constitutionnel européen...

En prenant de front la souveraineté populaire, la gouvernance reformule la question démocratique telle qu'elle a émergé avec les Lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les classes dirigeantes, de nouveau habituées à gouverner entre elles, confondent de manière symptomatique « populisme » et démagogie. L'attention portée aux revendications populaires est perçue comme du clientélisme primaire, quand la défense débridée des intérêts dominants est présentée comme le nec plus ultra de la modernité. On peut raisonnablement penser qu'un contrôle plus étroit des peuples sur leurs gouvernements mènerait à des politiques tout autres que celles d'aujourd'hui. C'est pourquoi, comme en 1789, la démocratie, malgré ses imperfections, demeure une revendication proprement révolutionnaire, en France comme dans de nombreux pays de l'Union européenne corsétés par la gouvernance. Considérer que le rétablissement de la primauté de la démocratie conduirait à des formes nouvelles de tyrannie et de démagogie revient à prêter aux citoyens des desseins plus noirs que ceux qui animent le personnel dirigeant et son mépris de classe.

constitutionnel européen), mais la gauche très minoritaire en 2007 (élection présidentielle). Ce n'est pas seulement la crise sociale, l'explosion des inégalités et des injustices qui aujourd'hui « *soulèvent le goudron* (10) », mais tout autant les reculs de la souveraineté populaire qui les ont rendues possibles.

(1) Cf. Bernard-Henri Lévy, « Pourquoi référendum n'est pas démocratie », *Le Point*, Paris, 13 juillet 2016.

(2) Lire Paul Mason, « « Brexit », les raisons de la colère », *Le Monde diplomatique*, août 2016.

(3) Entretien au *Figaro*, Paris, 29 juin 2016.

(4) Juppé : « Organiser un référendum sur l'Europe, aujourd'hui en France, serait irresponsable », *Le Monde.fr*, 27 juin 2016.

(5) Assemblée nationale, séance du mardi 28 juin 2016.

(6) Lire « (Peu)le leur chaut ! », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003.

(7) Lire Commission européenne, « Gouvernance européenne. Un Livre blanc », *Journal officiel de l'Union européenne* n° 287 du 12 octobre 2001, et « Avis du Comité économique et social sur « Le rôle et la contribution de la société civile organisée dans la construction européenne » », *Journal officiel de l'Union européenne* n° C 329 du 17 novembre 1999.

(8) Cf. Hélène Michel, « « Société civile » ou peuple européen ? L'Union européenne à la recherche d'une légitimité politique », *Savoir/agir*, n° 7, Paris, mars 2009.

(9) Cf. dossier « La gouvernance », *Revue internationale des sciences sociales*, Paris, n° 155, 1<sup>er</sup> janvier 1998.

(10) Cf. Frédéric Lordon, « Le goudron se soulève », *La pompe à phynance*, <http://blog.mondediplo.net>, 16 juin 2016.

2016

MONDE  
*diplomatique*

[FORMATIONS]

1 an offert  
d'abonnement  
au Monde diplomatique  
pour toute inscription à son cycle

**Elu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e), vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?**

Participez aux cycles de formation assurés par des spécialistes et des journalistes du *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.

**ÉLECTIONS AMÉRICAINES**

14 et 15 octobre 2016

**FINANCE ET MARCHÉ**

28 et 29 octobre 2016

**ÉNERGIE**

4 et 5 novembre 2016

Renseignements et inscription : [www.formations.monde-diplomatique.fr](http://www.formations.monde-diplomatique.fr) 01-42-46-62-57 [formations@monde-diplomatique.fr](mailto:formations@monde-diplomatique.fr)

Possibilités de prise en charge : contactez-nous. Tarif préférentiel pour les personnes non prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques [www.iepp.fr](http://www.iepp.fr)

# Au Gabon, la mécanique

**Contrairement à un scénario bien ficelé depuis des décennies, la France n'a pas reconnu immédiatement l'élection, contestée et suivie d'émeutes, du président gabonais le 31 août dernier. Que M. Ali Bongo parvienne ou non à se maintenir au pouvoir, il s'agit d'un tournant dans l'histoire de ce petit pays d'Afrique centrale, symbole d'une « Francafrique » vacillante.**

PAR OLIVIER PIOT \*

« **O**N N'ORGANISE PAS des élections pour les perdre. » Bien connue des Gabonais, cette formule attribuée à Omar Bongo, qui dirigea le pays de 1967 à 2009, résonne avec une acuité toute particulière à Libreville. La crise post-électorale qui a débuté le 31 août 2016 apparaît comme une réplique quasi parfaite de celles qui ont régulièrement embrasé le Gabon depuis 1990, date de l'instauration du multipartisme. Avec une différence de taille : l'Union européenne, la France et l'Organisation des Nations unies (ONU) ont, cette fois, d'emblée appelé au respect de la « transparence » des résultats, se départissant ainsi du silence qui avait tant pesé lors de l'élection de 2009 (1). À l'époque, la succession de feu Omar Bongo, doyen des chefs d'État africains et grand ami de la France, était à l'ordre du jour. L'annonce de la victoire de M. Ali Bongo avait aussitôt suscité les plus vives critiques de l'opposition, qui dénonçait des fraudes dans le décompte des voix. Missions internationales d'observation (Union européenne, Union africaine, Organisation internationale de la francophonie), manifestations réprimées, plaintes déposées devant la Cour constitutionnelle... rien n'y fit. Le fils présumé (2) succéda donc au père, sous le regard bienveillant du président français de l'époque, M. Nicolas Sarkozy, qui

félicita son « ami » avant même la décision de la Cour constitutionnelle.

Avec un score officiel de 41,79% lors d'un seul et unique tour, M. Bongo avait alors officiellement devancé ses deux concurrents, MM. Pierre Mamboundou (25,64 %) et André Mba Obame (25,33 %). Par la suite, plusieurs enquêtes attestèrent que les scores avaient été truqués. Dans un documentaire diffusé sur la chaîne de télévision France 2 en décembre 2010, M. Michel de Bonnacorse, ex-conseiller Afrique du président Jacques Chirac, accrédita cette version des faits (3).

Quelques mois plus tard, en février 2011, les câbles WikiLeaks la confirmaient : « Octobre 2009, Ali Bongo inverse le décompte des voix et se déclare président », écrivait l'ambassadeur des États-Unis à Paris, M. Charles Rivkin, dans un télégramme transmis en novembre 2009 à la secrétaire d'État, M<sup>me</sup> Hillary Clinton, qui conseilla aussitôt à M. Barack Obama de ne pas reconnaître la victoire de M. Bongo (4)... Sans succès, le président américain recevant même son homologue en 2011. Le 16 janvier dernier, sur le plateau de l'émission « On n'est pas couché » (France 2), le premier ministre Manuel Valls avait lâché par mégarde qu'en 2009 M. Bongo n'avait pas été élu « comme on l'entend »...

## Un taux de participation de 99,93 %

EN 2016, ce sont les résultats officiels de la province du Haut-Ogooué, la terre ancestrale de la famille Bongo, qui font à nouveau polémique : 95,46 % des électeurs se seraient prononcés en faveur du président sortant, avec un taux de participation de 99,93 % ; ce qui signifie que seuls 50 électeurs sur les 71 714 inscrits se seraient abstenus ! Le Haut-Ogooué serait-il tout simplement un fief acquis au clan Bongo ? « Pas du tout, il faut en finir avec ce mythe : Ali n'y a plus du tout le soutien dont bénéficiait

son père », s'insurge M<sup>me</sup> Claire H., profession libérale, très en vue au Gabon (5). Alors, pourquoi cette province administrative se retrouve-t-elle sous les projecteurs ? « Ali s'est fait surprendre par le vote dans les huit autres provinces », commente Gustave D., journaliste d'investigation gabonais. « Même si quelques ajustements frauduleux y ont été réalisés, l'écart en faveur du candidat de l'opposition Jean Ping était énorme – autour de soixante mille voix. Le pouvoir a donc dû concentrer la fraude dans le Haut-Ogooué pour rattraper le retard et passer juste devant. »

Trop grosse et précipitée, la ficelle s'est progressivement transformée en corde à pendu. Détentric de la partie importante des 297 procès-verbaux de cette région où elle avait diligenté des observateurs, « la mission d'observation de l'Union européenne ne pourra pas fermer les yeux. C'est une simple question de temps », assure M. Pierre P., un célèbre avocat gabonais de Libreville.

Chargé du recours déposé en 2009 par l'opposition devant la Cour constitutionnelle, ce juriste connaît bien le dossier. « La mission européenne d'observation électorale au Gabon est tenue, par son contrat, au respect de la souveraineté gabonaise et de ses procédures. Mais, en parlant d'« anomalies » dans son rapport préliminaire, elle a cette fois mis en garde Ali Bongo. » Pour autant, le scénario de 2009 n'est-il pas en passe de se répéter ? « Non ! Le Gabon de 2016 n'est pas celui de 2009 », commente M. Michel K., un ancien haut fonctionnaire toujours proche de la famille Bongo. Certes, la présidente de la Cour, Marie-Madeleine Mborantsuo, est toujours aussi inféodée au pouvoir ; mais la société, elle, a changé. Ali n'a pas l'envergure de son père. En quelques années, il a transformé le système centralisé et unitaire de celui-ci en une véritable prédation dynastique, exacerbant la volonté farouche de changement des Gabonais. »

C'est bien dans un double mouvement de continuité et de rupture que s'est inscrit le régime de M. Bongo. Et, curieusement, ces deux tendances nourrissent la crise politique actuelle. Continuité d'abord, car la prospérité de la République gabonaise repose sur une stratégie de rente inchangée depuis l'indépendance du pays, en 1960 : l'économie est entièrement consacrée à la production et à l'exportation de ressources naturelles. « À l'époque coloniale, c'est le bois précieux de l'okoumé qui faisait vivre le pays et l'Afrique-Équatoriale française tout entière. Par la suite sont venus s'ajouter le manganèse, l'uranium et, bien sûr, le pétrole », nous rappelle le géographe Roland Pourtier, professeur émérite à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne (6). En 1975, le Gabon rejoint l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Pour faciliter cette adhésion, le président Albert-Bernard Bongo adopte alors le nom musulman d'El Hadj Omar Bongo. S'ouvre ensuite une période faste pour l'économie nationale, dite des « douze glorieuses », jusqu'au contre-choc pétrolier de 1985, puis de nouveau un épisode prospère, de la fin des années 1990 jusqu'en 2014.

À l'exploitation du bois – 85% du territoire est recouvert de forêts – ont donc succédé les « cycles miniers » puis le pétrole. Partant d'une production de

250 000 barils par jour en 1975, le pic de la production de pétrole est atteint en 1997 (350 000 barils par jour, soit une production annuelle record de 18,5 millions de tonnes). Le Gabon fait alors figure d'« émirat tropical ». Avec une population modeste (1,8 million d'habitants en 2013), l'État vit de ses rentes, au gré des fluctuations des cours des matières premières. Au cœur du dispositif, « de grosses entreprises, essentiellement françaises, dans différents secteurs (bois, pétrole, uranium), et un État gabonais qui entre systématiquement dans leur capital à hauteur de 20% », poursuit Roland Pourtier. Pourvoyeuse de milliards de francs CFA pendant presque quatre décennies et source d'enrichissement pour les élites au pouvoir, la rente des matières premières n'a été que très marginalement réinvestie dans l'économie du pays. « L'État rentier gabonais a fonctionné durant des années sur la prédation des ressources au profit de sa classe dirigeante », autour de laquelle « s'est développé un capitalisme parasitaire qui n'a guère permis d'améliorer les conditions de vie des popula-

tions, loin de là », souligne le politologue Thomas Atenga (7).

Longtemps emblématique de la « Francafrique » (lire l'encadré), le Gabon s'est doté d'un État centralisé avec à sa tête Omar Bongo, inventeur d'un mode de redistribution fait de corruption et de prébendes habilement réparties entre les régions, les ethnies et les forces politiques du pays. Ce partage (et le maillage de la rente suivait une logique aujourd'hui bien connue. Il empruntait des canaux officiels – via des « enveloppes » versées dans l'entourage du pouvoir et le maillage des administrations territoriales – et des voies officieuses – via des dons personnels du « chef-président » au gré des crises sociales (universités, hôpitaux, etc.) et le réseau des maîtresses du président et de son entourage. « À une époque, des quartiers entiers de Libreville vivaient de ces largesses dictées par le « vagabondage sexuel » des élites dirigeantes », rappelle Roland Pourtier. Cette structure étatique de « rente-corruption » a été finement étudiée par de nombreux universitaires, français ou américains (8).

## La malédiction du pétrole

HÉRITIER de la dynastie Bongo depuis 2009, le fils n'a pas fondamentalement modifié l'organisation millimétrée concoctée par son père. « Pour l'essentiel, l'État gabonais et son économie fonctionnent dans la continuité », commente encore Roland Pourtier. M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Mborantsuo (alias « 3M »), par exemple, ex-maîtresse de feu Omar Bongo et présidente de la Cour constitutionnelle (une instance créée en 1991, dans la foulée de l'instauration du multipartisme), occupe ce poste stratégique depuis plus de vingt ans...

Sur le plan économique, M. Bongo s'était en 2009 présenté aux suffrages de ses concitoyens avec un ambitieux « plan stratégique du Gabon émergent » (PSGE), articulé autour de l'industrialisation et de la gestion durable des ressources. Le PSGE, qui était censé donner de nouvelles perspectives au pays, recouvrait la volonté affichée par de nombreux dirigeants africains d'atteindre l'« émergence » grâce à une « intégration gagnante » dans la mondialisation. Il obéissait aussi aux injonctions des institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international), celles-là mêmes qui avaient imposé les plans d'ajustement structurel dans les années 1990. Le PSGE a donné lieu à quelques innovations. Dans la filière bois, par exemple, les compagnies étrangères se sont vu imposer l'obligation de transformer les grumes avant exportation. Une usine de meubles est ainsi née de

cette volonté de maîtriser la valeur ajoutée par des transformations industrielles locales. Dans l'agroalimentaire également, des investissements ont été réalisés, au profit notamment d'une extension des plantations de palmiers à huile et d'hévéas. Mais, après sept années de pouvoir, aucune de ces initiatives n'a réussi à limiter le poids de la rente pétrolière ou à sortir le pays de sa dépendance alimentaire (80% de produits importés) – un schéma typique de la « maladie hollandaise » qui affecte les économies adossées aux matières premières (9).

Dans les faits, la seule rupture d'envergure est venue de l'inversion des cours du pétrole. Certes, en 2016, le Gabon demeure le quatrième producteur d'or noir de l'Afrique subsaharienne, derrière la Nigeria, l'Angola et le Congo-Brazzaville. Mais cette manne si essentielle à l'État (70% des exportations, 20% du produit intérieur brut et 40% des recettes budgétaires) a fondu après le choc économique de l'été 2014. Après avoir franchi la barre des 100 dollars deux ans plus tôt, le prix du baril a chuté sous les 40 dollars en 2016. Résultat : la dette publique flambe, grevant le budget et les investissements. Port-Gentil, la capitale économique du pays, reste asphyxié par ce retournement. En un an, les acteurs de la filière pétrole (Total, Shell, Vealco, etc.) ainsi que les sous-traitants (Schlumberger, Addax Petroleum, Satram, etc.) ont stoppé net les investissements, fermé certains sites et licencié massivement. Selon l'Organisation nationale des employés du pétrole, près de 4 000 emplois (sur une population de 140 000 habitants) y ont été précarisés ou perdus en dix-huit mois.

Un retournement conjoncturel de cet ordre (qui a aussi, selon la Banque mondiale, frappé des secteurs comme l'agroalimentaire, la construction, le bois et les transports) affecte très vite le cœur même

## L'élève modèle de la « Francafrique »

LA CRISE POLITIQUE au Gabon va-t-elle sonner le glas de la « Francafrique » (ou de ce qu'il en reste) dans ce pays ? Une chose est sûre, l'axe Paris-Libreville a longtemps constitué le paradigme des relations que la France a su entretenir avec certains États africains depuis les indépendances. Avec le Gabon, ces liens privilégiés ont été organisés autour de plusieurs axes (1).

Un axe économique, d'abord, avec la forte présence de grandes entreprises françaises, tous secteurs confondus (2) : bois, manganèse, uranium, construction, infrastructures, transports, armes et, bien sûr, pétrole. La filiation avec l'Hexagone est longue : elle débute avec les premières explorations de géologues français (1928) et le début de l'exploitation de l'or noir (1956), sous les auspices de la Société pétrolière d'Afrique-Équatoriale française (Spaef), créée en 1949, qui deviendra Elf-Spafé en 1968, puis Elf Gabon cinq ans plus tard, et enfin Total Gabon en 2003. Ces liens économiques expliquent en partie la présence de plus de dix mille ressortissants français dans le pays.

Un axe politique ensuite, consubstantiel à des partenariats aussi stratégiques (énergétiques pour la France, rentiers pour le Gabon). Depuis quarante ans, de révélations en « affaires », l'écheveau de pouvoir et d'intérêts qui unit les deux pays, jusque dans leurs plus hautes sphères, s'est démantelé (3). Le grand public a ainsi découvert les liens entre le pouvoir gabonais, l'armée française (présente sur place depuis 1960) et les renseignements français (le Service de documentation

extérieure et de contre-espionnage, Sdece, puis la Direction générale de la sécurité extérieure, DGSE). Le mercenaire proche du Sdece Bob Denard (1929-2007), longtemps instructeur de la garde présidentielle d'Omar Bongo, en était la figure emblématique. C'est l'intervention de l'armée française lors des émeutes de Libreville et de Port-Gentil pendant l'été 1990 qui sauva le trône vacillant du chef de l'État gabonais.

Est désormais également de notoriété publique le financement occulte des partis politiques français via des « valises » acheminées depuis Libreville, tout au long de la V<sup>e</sup> République. Après l'« affaire Elf », dont le procès a défrayé la chronique politico-judiciaire dans les années 1990-2000, c'est le volet gabonais du dossier des biens mal acquis qui occupe aujourd'hui les conversations politiques du « village francaphone » : des multinationales françaises (Bolloré, Veolia, la BNP, Bouygues, Eramet) sont soupçonnées de détournements à la source de l'argent public gabonais (4).

Les choses ont-elles évolué depuis l'élection de M. François Hollande (5) ? Afficher une volonté de rupture avec la « Francafrique » est devenu, sans beaucoup d'effets, une figure imposée des discours électoraux en France depuis 1981. Depuis 2012, c'est avant tout l'intégration de l'économie gabonaise dans la mondialisation qui a changé la donne. Si le secteur pétrolier demeure verrouillé par les vieux « amis », France en tête, M. Ali Bongo a diversifié ses partenaires étrangers, avec des poids lourds comme le singapourien

Olam et le chinois Honest Timber. Entre 2009 et 2012, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), « le Gabon s'est affranchi de la prédominance des entreprises hexagonales en ouvrant son marché aux pays émergents comme la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, la Turquie ». Signe de temps nouveaux ? M. Bongo est même allé jusqu'à infliger, en 2014, un redressement fiscal à Total Gabon, pour un montant de 585 millions d'euros. Mais, dès 2015, après dix-sept mois de crise, le directeur général du groupe français, M. Patrick Pouyanné, expliquait que le litige s'était « réglé à l'amiable, comme toujours d'ailleurs avec nos amis africains (6) »...

O. P.

- (1) Lire Boubacar Boris Diop, « Omar Bongo, une passion française », *Le Monde diplomatique*, juillet 2009.
- (2) Rufin Didzambou, « Entreprises françaises au Gabon et développement économique et social, 1960-2010 », *Outre-Mers*, vol. 97, n° 368-369, Paris, 2010.
- (3) Cf. par exemple Douglas A. Yates, *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*, Africa World Press, Trenton (New Jersey), 1996.
- (4) Cf. notamment Xavier Harel et Thomas Hofnung, *Le Scandale des biens mal acquis. Enquête sur les milliards volés de la Francafrique*, La Découverte, Paris, 2011.
- (5) Cf. « «Hollande l'Africain?» La politique africaine de la France à la croisée des chemins », *L'Afrique en questions*, n° 13, « Actuelle » de l'Institut français des relations internationales, Paris, septembre 2012.
- (6) Radio France Internationale, 6 juillet 2015.

(1) Lire Philippe Leymarie, « Au Gabon, Ali Bongo joue avec le feu », Défense en ligne, 31 août 2009, <http://blog.mondediplo.net>

(2) Depuis les années 2000, la filiation de M. Ali Bongo fait polémique : est-il bien le fils d'Omar Bongo ou bien un enfant adopté au Biafra dans les années 1950 ? L'enjeu est de taille puisque la naissance au Gabon conditionne le droit de se présenter à une élection.

(3) Cf. le film de Patrick Benquet, *Francafrique : 50 années sous le sceau du secret*, Infrarouge, 2011.

(4) Cf. notamment Régis Marzin, « Gabon : du coup d'État électoral de 2009 au départ anticipé d'Ali Bongo ? », blog Regard excentrique, 2 janvier 2015.

(5) Pour des raisons de sécurité, certains de nos interlocuteurs ont souhaité conserver l'anonymat.

(6) Auteur notamment de l'ouvrage *Le Gabon* (deux tomes), thèse d'État publiée à L'Harmattan, Paris, 1989.

(7) Thomas Atenga, « Gabon : apprendre à vivre sans pétrole », *Politique africaine*, n° 92, Paris, décembre 2003.

(8) Cf. par exemple Douglas A. Yates, *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*, Africa World Press, Trenton (New Jersey), 1996.

(9) Cf. Bertrand Feutemio, *Le Gabon, un pays si riche... mais très pauvre*, Publibook, Paris, 2008.

POSTÉLECTORALE

# du népotisme s'enraye



BORIS NZEBO. – « Le vainqueur écrit l'histoire » (diptyque), 2016  
(Exposition à la galerie Jack-Bell, Londres, du 4 au 21 octobre 2016)

de la société (10). En effet, comme l'État rentier et prédateur laisse peu aux citoyens pour s'en sortir au quotidien, le moindre dérèglement se traduit par des drames sociaux. Si le pays caracole en tête des pays africains pour ce qui est du revenu par habitant – calculé en parité de pouvoir d'achat, le PIB par habitant est passé de 15 100 dollars en 2009 à 20 100 dollars début 2015 –, il dégringole au 112<sup>e</sup> rang mondial de l'indice de développement humain, qui intègre des critères sociaux comme l'accès aux soins ou à l'éducation. Plus de la moitié des Gabonais se trouvent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

La conjonction de ces facteurs – persistance de l'État rentier, corruption, forte dégradation économique et sociale – explique la profondeur et la radicalité de la crise politique ouverte fin août 2016. Au cours des dernières années, la vie quotidienne dans la capitale comme dans la plupart des autres villes (85 % de la population du pays réside en zone urbaine) s'est dégradée au point de désagréger un tissu social précaire. La liste des maux quotidiens des Gabonais comprend à la fois la paupérisation d'une jeunesse frappée par le chômage (autour de 30% de la population active, dont 60% sont des jeunes), des arrestations expéditives lors des manifestations étudiantes ou syndicales (nombreuses depuis janvier 2016), la dégradation de l'accès aux soins (une caution de 300 000 francs CFA, soit 450 euros, est désormais exigée pour entrer à l'hôpital), déficience des services publics, coupures récurrentes d'électricité...

Telles sont les facettes d'une violence qui « recouvre les actes physiques autant que les actions ou interactions engendrant des agressions psychologiques et des disqualifications sociales, et [qui] inclut les

coercitions et les actes de violence ordonnés par l'État et ses représentants (11) ». Cette brutalité multiforme se retrouve dans la radicalisation d'une partie de la culture hip-hop massivement adoptée par la jeunesse dans les années 1990.

« La plupart des membres de l'opposition craignent à présent pour leur vie à Libreville, lâche le journaliste gabonais Gustave D. Les forces répressives d'Ali Bongo ont intégré des « mercenaires engagés » chargés des basses besognes. » Le 8 septembre, l'opposant Jean Ping s'est finalement résolu à déposer un recours devant la Cour constitutionnelle. « Je connais bien les arcanes de cette institution, commente l'avocat Pierre P. Comme toujours au Gabon, les apparences de démocratie sont sauves. Nous avons cette cour ainsi qu'une Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap) : deux institutions censées garantir la transparence et le respect de la loi. Mais grattez un peu et vous verrez le vrai visage de ces autorités : elles sont littéralement phagocytées par le pouvoir. Voilà pourquoi le camp de Jean Ping a si longtemps hésité avant de déposer plainte. »

En reprenant la composition (neuf juges, dont trois nommés par le président de la République, trois par le président du Sénat et trois par le président de l'Assemblée nationale, deux proches du clan Bongo) et l'histoire de la Cour constitutionnelle (sa présidente vient d'être reconduite pour un quatrième mandat de sept ans!), une conviction se forge : cette institution ne paraît guère avoir usurpé son sobriquet de « tour de Pise », penchant toujours du même côté, celui du pouvoir. Les Gabonais savent à quoi s'en tenir. Depuis des décennies, leur État les a habitués à un vaste jeu d'ombres où chaque secret est à la fois bien gardé et connu de tous.

## Mobilisation de la rue

UNE AUTRE différence de taille distingue l'élection de 2016 de celle de 2009 : la mobilisation de la population, des associations, des syndicats... Convaincus de s'être fait « voler » le scrutin de 2009, de très nombreux Gabonais se sont mobilisés, encouragés par des événements extérieurs : la vague du « printemps arabe » de 2011 et la chute de régimes autocratiques, la défaite de M. Sarkozy (l'« ami » de M. Bongo) à la présidentielle française de 2012, et surtout l'effondrement du pouvoir autocratique de M. Blaise Compaoré au Burkina Faso en 2014 (12). Après le boycott des élections législatives par l'opposition, en 2011, plusieurs organisations se sont structurées pour promouvoir des réformes politiques et institutionnelles. Le mouvement Ça suffit comme ça!, par exemple, s'est fixé dès 2012 comme objectif un meilleur gouvernement et... la transparence de l'élection de 2016. Il a mené un intense travail de lobbying auprès des autorités françaises et internationales, au travers notamment de nombreuses conférences organisées à Paris et à Strasbourg.

À plusieurs reprises, cette organisation – comme d'autres mouvements civiques – a alerté sur les risques de fraude à l'approche du scrutin d'août dernier. Le président François Hollande a ainsi reçu un document de « sortie de crise » dès son arrivée au pouvoir en mai 2012. Le désistement de divers candidats au profit de la liste unique menée par M. Ping a été la dernière étape de cette stratégie d'anticipation. Cette mobilisation politique et juridique suffira-t-elle à briser l'épine dorsale du clan Bongo? Ancien ministre de la défense (1999-2009), M. Bongo peut sans doute compter sur la loyauté de son armée et de sa police. Mais ces corps organisés sont eux aussi traversés par des pressions sociales et familiales. M. Compaoré en a fait l'expérience en 2014, tout comme M. Zine El-Abidine Ben Ali en Tunisie en 2011. Quant aux soutiens extérieurs, le président sortant ne dispose que de peu d'alliés sûrs sur le continent. Surtout, et contrairement au scénario de 2009, Paris, Washington, Strasbourg et Addis-Abeba (siège de l'Union africaine) ont publique-

ment regretté certaines « anomalies » dans le scrutin et exigé le respect de la « transparence » en demandant un « recomptage » des voix, bureau par bureau, en présence d'observateurs internationaux.

Paris, 18 septembre 2016. L'avocat Pierre P. commente les récentes attaques du pouvoir contre le champion de l'opposition. « Ils n'ont pas compris que personne ne se fait beaucoup d'illusions sur Ping et sur son programme s'il devait arriver au pouvoir, plaide-t-il calmement. C'est un ancien du clan Bongo, personne ne l'a oublié. Mais c'est derrière sa bannière que la dynastie Bongo peut tomber, et c'est cela le plus important. » Soudain, l'avocat prête une oreille attentive à son poste de radio. En visite dans la capitale française, M. Séraphin Moundounga, garde des sceaux fraîchement démissionnaire (il a rendu son portefeuille le 6 septembre), fait part des « craintes » qu'il éprouve pour sa vie sur les ondes de Radio France Internationale (RFI). Il dénonce la répression politique et les tentatives d'assassinat

dont il aurait été victime au Gabon. « L'histoire est en marche, lâche M. Pierre P., le regard brillant. Cette fois, le peuple gabonais ne se laissera pas déposséder de son élection. Si les recours juridiques et les instances internationales d'observation ne poussent pas Bongo à accepter la transparence et sa défaite, c'est par la rue que les Gabonais rendront leur verdict. » Reste à savoir à quel prix.

OLIVIER PIOT.

(10) Cf. Banque mondiale, « Gabon. Vue d'ensemble », 2016, [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

(11) Alice Aterianus-Owanga, Maixant Mebiame Zomo et Joseph Tonda (sous la dir. de), *La Violence de la vie quotidienne à Libreville*, Academia, coll. « Anthropologie prospective », Louvain-la-Neuve, à paraître en octobre 2016.

(12) Lire David Commeillas, « Coup de Balai citoyen au Burkina Faso », *Le Monde diplomatique*, avril 2015.

Parti pour effectuer un reportage avec toutes les autorisations nécessaires, Olivier Piot a été refoulé sans ménagement à son arrivée à Libreville le 9 septembre.

## Un système verrouillé depuis l'indépendance

**17 août 1960.** Indépendance du Gabon, ancienne colonie française.

**12 février 1961.** Élection de Léon Mba à la présidence de la République.

**27 novembre 1967.** Décès de Léon Mba. Sous la pression de la France, Albert-Bernard Bongo, vice-président, lui succède.

**12 mars 1968.** Le Parti démocrate gabonais est désigné parti unique.

**25 février 1973.** Seul candidat, Bongo est élu président avec 99,6% des suffrages. Converti à l'islam, il devient El Hadj Omar Bongo.

**Avril 1990.** Rétablissement du multipartisme.

**Mai-juillet 1990.** Officiellement destinée à l'évacuation des ressortissants français, l'opération militaire « Requin » permet à Paris de rétablir l'ordre à Libreville après des émeutes insurrectionnelles.

**5 décembre 1993.** La réélection contestée de Bongo provoque un soulèvement, sévèrement réprimé.

**8 juin 2009.** Décès d'Omar Bongo.

**3 septembre 2009.** Élection contestée de M. Ali Bongo Ondimba, fils d'Omar Bongo. Émeutes contre les intérêts français.

**13 février 2014.** Perquisition dans une villa de Nice appartenant à la famille Bongo dans le cadre de l'enquête sur les biens mal acquis.

**31 août 2016.** Réélection contestée de M. Bongo. Les manifestations de protestation sont durement réprimées.

## CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Formation de haut niveau destinée aux diplomates, officiers, hauts fonctionnaires et cadres supérieurs

- Des Conférences, séminaires de spécialisation et exercices de négociation dispensés par des experts de haut niveau
- Un voyage d'étude optionnel au sein d'une organisation internationale
- Un enseignement présentiel de novembre 2016 à juin 2017 compatible avec les obligations professionnelles (deux demi-journées par semaine)

Formation sanctionnée par l'EXECUTIVE POST-GRADUATE DIPLOMA IN DIPLOMATIC STUDIES

Inscriptions jusqu'au 27 octobre 2016 sur [www.ceds.fr](http://www.ceds.fr)  
contact@ceds.fr - 00 33 (0) 1 47 20 78 47



**C E D S**  
CENTRE D'ÉTUDES DIPLOMATIQUES  
ET STRATÉGIQUES

37, Quai de Grenelle 75015 Paris

Organisme doté du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies

# Irréductibles Druzes du Golan

Déjà morcelée entre cinq groupes armés eux-mêmes composites, bombardée par les grandes puissances, la Syrie a vu le nord de son territoire envahi à la fin août par l'armée turque, décidée à empêcher la jonction entre les territoires kurdes. Ce dépeçage a commencé il y a bien longtemps, lorsque Israël décida d'occuper le plateau du Golan, où seuls les Druzes ont pu s'accrocher.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
SOPHIA MARCHESIN \*

AU PIED d'une route sinueuse qui disparaît dans l'imposante montagne verte, un panneau « Golan » délimite l'ancienne frontière entre Israël et la Syrie. Des bosquets de pins colorent la campagne. Un peu plus haut, au creux d'un virage, des tas de pierres rappellent des habitations détruites. En juin 1967, au terme de la guerre des six jours, Israël occupait ce territoire syrien et en expulsait les populations civiles qui n'avaient pas fui. Dans la foulée, une centaine de villages étaient rasés.

Personne n'a échappé à ce transfert de populations, à l'exception des membres de la communauté druze, que les autorités israéliennes estimaient pouvoir séduire comme elles l'avaient fait avec ceux de Galilée (*lire l'encadré*). Selon diverses estimations, entre 115 000 et 120 000 Syriens du Golan se sont installés à Damas et dans le sud de la Syrie entre le 5 et le 10 juin 1967. Seuls 6 400 Syriens de confession druze seraient alors restés dans leurs villages. Ouvert à la colonisation à partir de 1970, ce plateau vallonné d'environ 1 200 kilomètres carrés a été annexé par Israël en 1981.

Ce château d'eau, qui alimente une bonne partie du pays, ainsi que les sommets du mont Hermon, qui dominent toute la région (1) (*voir la carte*), sont des atouts stratégiques pour l'État hébreu. Le premier ministre Benyamin Netanyahu affirmait ainsi en avril 2016 que le Golan « *resterait à jamais entre les mains d'Israël* ». Cette déclaration a provoqué de nombreuses protestations, car la « communauté internationale » estime qu'il s'agit de territoires occupés qui doivent être restitués. Par la résolution 242, le Conseil de sécurité des Nations unies a rappelé, le 22 novembre 1967, « l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires par la guerre » ; puis il a condamné l'annexion du Golan avec la résolution 497, votée le 17 décembre 1981.

## Une population divisée par le conflit syrien

Aucun barrage, aucun mur : rien ne sépare physiquement le plateau d'Israël. Au total, près de 50 000 personnes y vivent dans des villages dispersés, avec d'un côté trente-trois colonies juives abritant environ 30 000 personnes et, plus au nord, les cinq derniers villages druzes encore debout. La route prend fin à Majdal Shams, à quelques encablures de la Syrie. « *Bienvenue au bout du monde!* », lance M. Samir S., étudiant en architecture à Tel-Aviv qui rentre tous les week-ends dans son village natal. En contrebas, l'accès à la Syrie est barré par une frontière de barbelés de trois mètres de hauteur, surveillée par des soldats israéliens depuis des miradors. Depuis cinq ans, au pied du mont Hermon, les échos de la guerre toute proche ravivent les inquiétudes des habitants, fidèles à leur histoire syrienne et au souvenir des familles druzes désormais installées « de l'autre côté ». Car, à Majdal Shams, à l'exception d'une famille chrétienne, tous les villageois sont de confession druze, une minorité religieuse hétérodoxe née d'un schisme avec l'islam chiite au XI<sup>e</sup> siècle, et répartie aujourd'hui entre la Syrie, le Liban, Israël et la Jordanie.

Malgré des frontières nationales difficilement franchissables, les Druzes du Golan restent en contact permanent avec Soueïda, le principal foyer druze situé dans le sud de la Syrie. « *Nous envoyons de l'argent à nos familles menacées par la guerre. Notre solidarité transcende les frontières, explique M. Samir S. Ici, on parle l'arabe aussi bien que l'hébreu. On mange comme en Syrie, on regarde les mêmes émissions. Je sais que je suis*

*syrien. Je ne peux pas oublier les récits de guerre de mes parents et de mes grands-parents.* »

Au-dehors, un haut-parleur résonne dans la vallée. Ce jour-là, comme tous les 17 avril, un rassemblement pro-syrien est organisé sur la place principale du village pour fêter le jour de l'indépendance, lorsque la Syrie s'est émancipée de la France, en 1946. Pour l'occasion, une bande de tissu de dix mètres de long aux couleurs du drapeau syrien recouvre la place. Au centre, des couples âgés se photographient devant un portrait du président syrien Bachar Al-Assad. Près de trois cents personnes entonnent des chants à la gloire de la « mère patrie » et du parti Baas, au pouvoir à Damas.

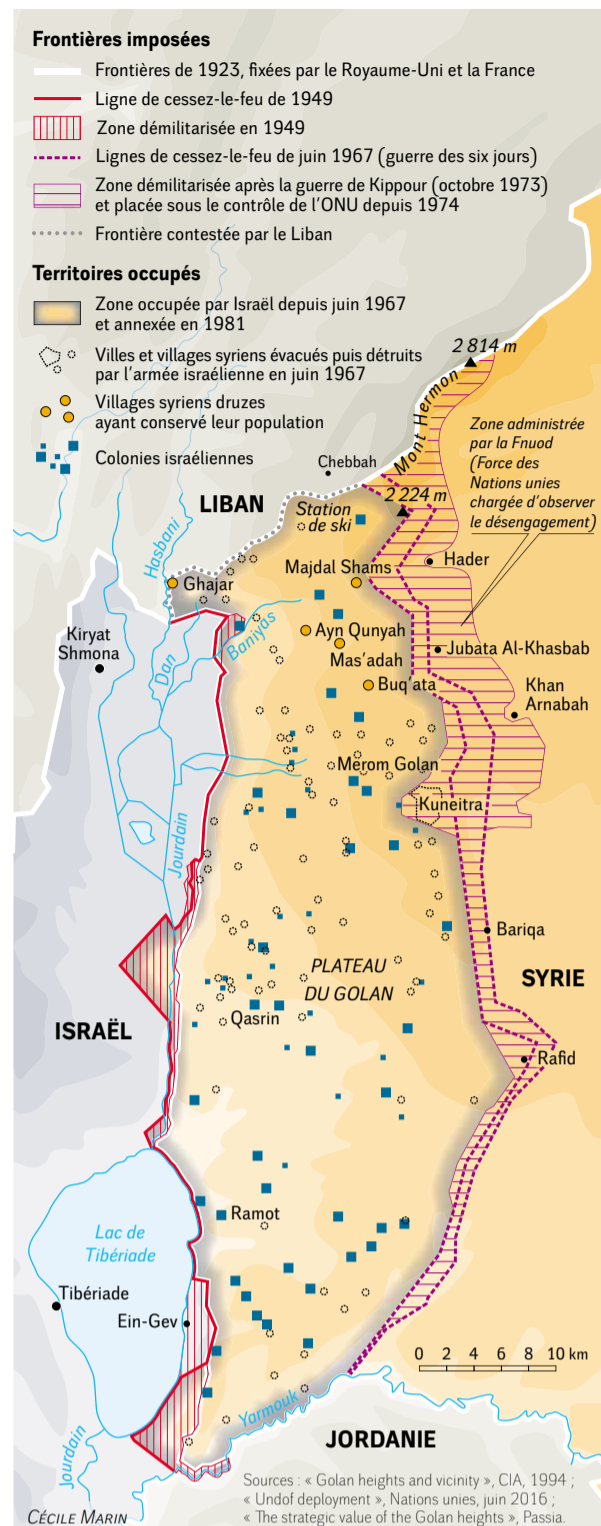
De son balcon, Salman, 65 ans, observe la scène. Les manifestants lui rappellent le temps où il assistait lui aussi à cette parade : « *Avant la guerre, tout le monde était uni pour la Syrie et contre l'occupation israélienne. Mais c'est devenu une manifestation prorégime, et de moins en moins de monde y participe.* » Depuis les premières contestations populaires en Syrie, en mars 2011, deux clans se sont formés à Majdal Shams : les pro- et les anti-Assad. « *Il y a cinq ans, on a commencé à organiser nous aussi des manifestations contre le régime syrien, comme à Damas* », se remémore Salman, qui raconte comment certains habitants favorables au régime ont commencé à proférer des menaces et à devenir violents. Aujourd'hui, dans un contexte de chaos régional, les dissensions politiques ont été remises. La population druze du Golan opte pour l'unité dans le silence.

C'est dans ce climat hautement instable que, depuis 2013, deux mille Syriens ont passé la frontière pour être soignés dans des hôpitaux israéliens. « *Nous les accueillons seulement pour des raisons humanitaires. Il s'agit de civils que l'on renvoie une fois guéris* », assure le porte-parole de l'armée israélienne, M. Moti Almoz. Sauf qu'Israël est régulièrement accusé de soigner des djihadistes du Front Al-Nosra, une filiale d'Al-Qaïda qui dispute à l'armée israélienne, le versant syrien du Golan au régime de M. Al-Assad. La Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement (Fnuod), déployée dans la zone neutre, a relevé de nombreux passages de combattants ou de véhicules de djihadistes bien accueillis par les militaires israéliens (2). Dans ce climat électrique, une ambulance de l'armée israélienne de passage à Majdal Shams a été attaquée par une quinzaine d'habitants, le 22 juin 2015. Deux blessés syriens transportés dans le véhicule ont été battus à coups de pierres et de bâtons ; l'un d'eux a été tué.

Inquiets de l'impact du conflit syrien sur la cohésion de leur communauté, les habitants du village se font aussi du souci pour l'agriculture,

## En Israël, une place à part

ISRAËL compte depuis 1948 une importante minorité arabe de religion druze dont les membres – au nombre d'environ 110 000 aujourd'hui – possèdent la nationalité israélienne. Alors que, au Liban et en Syrie, leurs coreligionnaires ont soutenu le mouvement palestinien et défendu le nationalisme arabe, nombre de Druzes de Palestine, qui vivaient notamment en Galilée, ont accepté le sionisme et combattu pour lui, par exemple au sein du bataillon Herev (1). Aujourd'hui, selon l'armée israélienne, 30 % des hommes druzes israéliens travaillent dans la défense nationale, alors que les autres Palestiniens d'Israël (1,7 million de personnes, musulmanes ou chrétiennes) en sont exclus. Des emplois leur sont également réservés dans la police et dans l'administration pénitentiaire. Et, sur les cent vingt députés élus à la Knesset,



## UN PLATEAU STRATÉGIQUE

Envahi par Israël en 1967 puis annexé en 1981, le Golan est considéré par les Nations unies comme un territoire occupé. Ce plateau culminant à plus de 2 000 mètres domine la Galilée et les plaines de Damas. C'est aussi un château d'eau dont les ressources sont captées par Tel-Aviv au détriment de la Syrie.

possible grâce à l'abondance de l'eau dans ce qui constitue aujourd'hui un réservoir hydraulique pour Israël. Un quart des 80 000 tonnes de pommes produites chaque année jusqu'en 2014 par les Druzes du Golan transitait vers la Syrie. Ce commerce était d'ailleurs l'un des rares contacts possibles entre les deux pays, avec le transfert d'étudiants vers Damas ou les mariages entre habitants du plateau et ressortissants syriens, organisés avec l'aide de la Croix-Rouge (3). Mais l'intensité des combats sur le versant syrien du plateau a rompu ces échanges. Wassim, photographe de profession mais aussi pomiculteur, estime avoir perdu la moitié de son chiffre d'affaires. Les solutions ne sont pas simples, remarque M. Asad Safadi, le directeur d'une des quatre chambres froides de Majdal Shams : « *Sur le plateau, les colons sont de rudes concurrents pour nous aujourd'hui. De plus, nous payons le litre d'eau pour nos cultures trois fois plus cher qu'eux, et, sur les marchés arabes, de nombreux clients boycottent les produits identifiés comme israéliens. En dernière analyse, nous sommes des victimes collatérales bien isolées!* » Cet impact économique se double d'une signification douloureuse : « *Pour nous, le passage de ces pommes symbolisait l'espoir du retour. Aujourd'hui, elles sont coincées ici, comme nous.* »

quatre sont druzes. Régulièrement présentés comme des « frères de sang » dans les médias, symboles d'une cohabitation réussie entre deux minorités du Proche-Orient, les Druzes israéliens bénéficient également d'un statut à part. Sur leur passeport, la mention religieuse ou « ethnique » ne les classe pas dans la catégorie des « Juifs » ou des « Arabes », mais dans le groupe spécial des « Druzes ». Cela ne concerne pas leurs cousins du Golan, qui gardent une nationalité indéterminée.

S. M.

En plus des tensions politiques et de leurs conséquences économiques, les vingt mille Druzes du Golan doivent affronter une crise identitaire, d'autant plus sensible que la majorité d'entre eux n'ont pas de passeport et refusent d'acquiescer à la citoyenneté israélienne. À la rubrique « nationalité », leur laissez-passer, qui fait office de document d'identité, porte la mention « indéterminée ». Accusés de trahison, ceux qui prennent la citoyenneté israélienne ont longtemps souffert d'exclusion sociale. Il semblerait néanmoins que la situation évolue. Aucun chiffre sur le sujet n'est officiellement publié, mais, selon le maire israélien de Majdal Shams, avant la guerre en Syrie, en 2011, cinq personnes avaient demandé la citoyenneté israélienne en cachette ; en 2015, il y en aurait eu une centaine. Au total, elles représenteraient 10 % des Druzes du Golan.

## La jeunesse rêve d'une région sans frontières

Au comptoir du Green Apple, un bar très fréquenté aux allures de pub irlandais, M. Jad S., 32 ans, n'a pas peur d'exprimer son point de vue : « *J'ai étudié la musique cinq ans aux États-Unis et je ne veux pas que mes enfants connaissent les mêmes difficultés que moi sans passeport. Avec ma femme, nous envisageons de demander la nationalité pour des raisons pratiques. Alors, suis-je syrien ? israélien ? Je n'en sais rien. Dans le village, personne ne parle ouvertement de ce problème. C'est un vrai casse-tête. On préfère ne pas y penser* », assure-t-il en sirotant sa bière. De son côté, M. Taiseer Merei, directeur de l'association locale Golan for Development, tente de relativiser : « *Nous avons survécu aux occupations ottomane, française et aujourd'hui israélienne. Pour moi, les Israéliens ne sont pas des ennemis, mais simplement des étrangers qui occupent notre terre. Nous voulons vivre en paix avec tout le monde, mais nous nous battons tous les jours pour plus de droits, comme celui d'étendre la superficie de notre ville.* »

Toutefois, la résistance à toute intégration dans la société israélienne demeure vivace. « *Maintenant, tout le monde se concentre sur sa voiture, son business, sa famille, la communauté*, persifle M. Youssef R., informaticien. *Mais, pour ma part, il est hors de question que je choisisse le passeport israélien. Et, finalement, ça m'arrange. Quand on voit tous les conflits dans la région, on n'a plus vraiment envie de croire à la politique!* »

Comme lui, de nombreux jeunes rencontrés se disent fiers d'être « indéterminés ». Cette jeunesse rêve d'une région sans idéologies nationalistes, sans frontières. « *Bien sûr que notre culture est druze ; mais, personnellement, je ne veux pas être identifiée par ma religion* », déclare M. Nour S., étudiante en psychologie à Haïfa. Elle se dit « *syrienne et arabe avant tout* » et regrette que les livres d'histoire israéliens fassent croire que « *les Druzes ne sont pas arabes* » !

C'est la fin du week-end. Samir, le jeune architecte, doit reprendre le volant et quitter Majdal Shams pour rentrer à Tel-Aviv. « *Si on ne suit pas le droit chemin – par exemple, si on n'épouse pas une Druze –, on n'a plus le droit de vivre dans la communauté. Mais, en définitive, le seul endroit où l'on se sent chez soi, c'est ici. Nous sommes une minorité et il faut qu'on se protège* », conclut-il, reprenant le discours tenu par la majorité des habitants rencontrés. « *Alors, qu'on le veuille ou non, nous revenons tous habiter dans ce refuge, là où sont nos racines.* » La radio crépète à la recherche d'une fréquence entre les stations syriennes, libanaises, israéliennes et jordaniennes. « *Mon pays est en ruine, soupire M. Samir S. en ralentissant sur la route sinueuse. Mais, quand le temps sera venu, ils auront bien besoin d'architectes pour reconstruire la Syrie, non ?* » Au bout d'un chemin cabossé, des cactus et des bouleaux poussent à l'intérieur d'une maison centenaire détruite. Plus loin, des vaches broutent à côté d'une prairie verte cerclée de barbelés : un champ de mines interdit aux promeneurs.

(1) Le point culminant (2 814 mètres) est sur la ligne de crête entre Liban et Syrie, dans la zone contrôlée par les Nations unies.

(2) « Rapport du secrétaire général sur la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement pour la période allant du 20 novembre 2014 au 3 mars 2015 », Conseil de sécurité des Nations unies, New York, 15 mars 2015.

(3) Cf. le film du réalisateur israélien Eran Riklis *La Fiancée syrienne* (2004).

UNE INSTITUTION PUISSANTE AFFAIBLIE PAR LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

# Comment M. Erdoğan a maté l'armée turque

*La stratégie d'endiguement menée par M. Recep Tayyip Erdoğan pour contrer la mainmise traditionnelle des militaires sur la vie politique n'a pas empêché le putsch de juillet dernier. Sorti victorieux de cette épreuve de force, le président turc a lancé une vaste opération de purge pour conforter son pouvoir. Au risque de diviser et d'affaiblir une institution engagée dans deux opérations d'envergure.*

PAR SÜMBÜL KAYA \*

LA TENTATIVE de coup d'État du 15 juillet 2016 en Turquie rappelle à quel point l'armée y demeure un acteur de poids susceptible de bouleverser l'équilibre des forces politiques. Cette institution, fondée en 1923 et lointaine héritière de la modernisation des forces ottomanes en 1826, constitue avant tout une puissance militaire majeure. En termes d'effectifs, soit 800 000 hommes (1,5 million si l'on inclut les réservistes et les personnels assimilés), elle est la huitième du monde et, derrière celle des États-Unis, la deuxième au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), dont elle demeure un pivot essentiel après avoir longtemps été qualifiée de « première ligne de défense » face à l'ex-URSS et à ses alliés du pacte de Varsovie. Ses troupes interviennent en tant que force de maintien de la paix dans plusieurs pays (Afghanistan, Somalie, Kosovo...), mais stationnent aussi dans la partie nord de Chypre. Et plusieurs de ses unités sont rompues au combat du fait des opérations menées contre la guérilla kurde depuis 1984. Enfin, et le fait est moins connu, l'armée turque, dont le budget atteint 25 milliards de dollars (soit plus de 3% du produit intérieur brut), représente aussi un acteur économique de poids grâce à son industrie de défense et à ses diverses entités financières (fonds de pension, banques, fondations, etc.).

Établie sur ces deux piliers, militaire et économique, l'armée turque a toujours joué un rôle central dans la vie politique,

se jugeant garante du legs de Mustafa Kemal Atatürk (1), notamment en matière de laïcité et de défense de l'intégrité territoriale. Elle n'a pas hésité à intervenir directement pour mettre fin à une crise et pour renverser un gouvernement, par exemple lors des coups d'État de 1960, de 1971 et de 1980. Ce dernier, mené avec une grande violence notamment contre les mouvements de gauche et d'extrême gauche, contribua à instaurer une domination durable des militaires sur la société. La Constitution mise en place par la junte élargit et renforça les prérogatives du Conseil de sécurité nationale ; les orientations de cet organe dominé par les militaires s'imposèrent aux gouvernements civils. L'une des conséquences du coup d'État de 1980 fut aussi une large diffusion d'un mode de pensée militariste et sécuritaire au sein des élites politiques turques. Disposant de plusieurs relais, institutionnels mais aussi informels, les militaires purent agir à leur guise pour influencer, de manière plus subtile que par un coup d'État, sur la vie politique. Ce fut le cas en juin 1997 avec la chute du gouvernement du premier ministre Necmettin Erbakan, un an à peine après son arrivée aux affaires. Figure emblématique de la mouvance islamiste turque, M. Erbakan fut poussé à la démission par une série de recommandations et de mises en garde « musclées » du Conseil de sécurité nationale, soutenu par une grande partie de la société civile, hostile à la remise en cause des fondements laïques de l'État turc moderne.

## Travail de sape

C'EST EN tirant les leçons de cet épisode que M. Recep Tayyip Erdoğan a fait scission avec le parti de M. Erbakan et créé sa propre formation, le Parti de la justice et du développement (AKP). Au pouvoir depuis 2003 en tant que premier ministre, l'actuel président (élu en 2014) avait jusque-là réussi à éviter une confrontation directe avec l'armée grâce à une stratégie d'endiguement. L'AKP a pu limiter le pouvoir politique de celle-ci en mettant en place des réformes juridiques et institutionnelles. Dès 2003, en s'appuyant sur les négociations d'adhésion à l'Union européenne, M. Erdoğan a peu à peu imposé une démilitarisation des institutions civiles et un contrôle accru du gouvernement sur les questions de défense. Au nom de la nécessaire convergence avec les normes européennes, les militaires ont perdu le droit d'imposer leurs décisions au conseil des ministres et d'intervenir dans l'élaboration des politiques nationales. Au fil des ans, ils se sont aussi vu interdire de siéger dans plusieurs instances, comme le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK), habituel terrain d'affrontement entre défenseurs

de la laïcité et islamistes, ou au sein du Conseil suprême de l'audiovisuel public (RTÜK). Plus symbolique encore, les tribunaux militaires, fers de lance de la répression politique dans les années 1980 et 1990, ne sont plus autorisés à juger les civils.

Face au travail de sape mené par l'AKP, le haut commandement militaire n'est pas resté passif. Sans s'opposer de manière frontale aux changements, il a multiplié les critiques et les prises de parole publiques. Ainsi que le relève le politiste Ahmet İnsel, l'institution s'est comportée comme « un quasi-parti (2) » malgré son règlement intérieur, qui indique que les forces armées turques doivent être « en dehors et au-dessus de toute influence et des idées politiques ». En 2007, l'incapacité des chefs militaires à empêcher, au nom de la défense de la laïcité, la candidature et l'élection de l'ancien ministre des affaires étrangères islamiste-conservateur Abdullah Gül à la présidence de la République a consacré l'ascendant de l'AKP sur l'armée et mis en évidence l'érosion de l'influence de cette dernière.

Avec la réforme progressive du champ institutionnel turc, le recours à la bataille juridique ainsi qu'une communication

\* Docteure en science politique, université Paris-I Panthéon-Sorbonne, postdoctorante au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps), université Lille-II.



THE PHIL/ISTANBUL

FERHAT ÖZGÜR. – « War Moment » (Moment de guerre), 2008

visant à ternir le prestige de certains officiers ont constitué l'autre volet de la mise au pas de l'armée. En 2007, l'affaire du « réseau Ergenekon » a débouché sur l'arrestation de plus de deux cents militaires, dont trois généraux. Après la découverte d'une cache d'armes à Istanbul, le gouvernement a accusé un réseau interlope, mêlant extrême droite, militaires et gauche kémaliste, de conspirer pour le renverser et pour exécuter plusieurs personnalités kurdes ou proeuropéennes. Très médiatisée, l'affaire demeure controversée : de nombreux officiers mis en cause continuent de clamer leur innocence. Mais elle a contribué à ternir l'image de l'armée dans un pays où des idées telles que « chaque Turc naît soldat » ou « la nation turque est une nation militaire » restent très répandues (3). L'affaiblissement de l'armée après le scandale « Ergenekon » a été accentué en 2010 avec l'affaire Balyoz (« marteau de forge »), dans laquelle des militaires ont été accusés de planifier des attentats en Turquie afin de permettre à l'armée de prendre le pouvoir. Celle-ci a alors été purgée de nombre de ses éléments, dont beaucoup de kémalistes, susceptibles de s'en prendre, un jour ou l'autre, à l'AKP.

Cette mise au pas n'aurait pas été possible sans le soutien du mouvement Gülen. Très présents dans le monde judiciaire, les sympathisants de cette mouvance religieuse (4), qu'ils soient juges ou procureurs, ont fait preuve d'opiniâtreté dans la poursuite des officiers mis en cause. D'ailleurs, et par un étonnant retournement de situation, la détérioration des relations entre l'AKP et les gülenistes a abouti en 2013 à la levée des poursuites contre certains militaires, voire à leur acquittement. Ce revirement montre que M. Erdoğan se sentait suffisamment en position de force pour desserrer son étreinte sur l'armée. Peut-être parce qu'il a mis en place une réforme essentielle consistant à lui garantir le contrôle de la nomination du haut commandement de l'armée lors de la tenue du Conseil militaire suprême (YAŞ). Ce changement majeur permet au chef de l'exécutif d'intervenir directement dans le processus de sélection des membres du haut commandement, alors qu'auparavant il devait se contenter de ratifier les décisions du YAŞ. S'entourant de hauts officiers jugés loyaux, M. Erdoğan s'est ainsi doté d'atouts qui ont été décisifs pour faire échouer la tentative de coup d'État de juillet 2016. À titre d'exemple, le chef d'état-major Hulusi Akar, qui est aussi le témoin de mariage de la fille du président turc, et le commandant de l'armée de l'air Abidin Ünal, l'un de ses proches, ont refusé de s'allier aux putschistes malgré leur capture par les mutins et les brutalités qu'ils affirmèrent avoir subies.

Bien entendu, les raisons de l'échec du putsch sont multiples et ne reposent pas

sur la seule proximité de M. Erdoğan avec quelques généraux. De l'avis de nombreux experts militaires turcs, les mutins ont péché par une grande improvisation. Sur-tout, un soutien plus large au sein du commandement des forces armées leur a fait défaut. S'ils ont réussi à rallier à leur cause l'ancien commandant de l'armée de l'air, le général Akın Öztürk, et le deuxième commandant de l'armée, le général Adem Huduti, ils n'ont pu convaincre ni les chefs de commandement des forces armées (terre, air, mer) ni le chef d'état-major Akar, déjà cité, de se joindre à eux. De façon générale, c'est la loyauté de nombreux officiers kémalistes envers les institutions et l'État turc qui a empêché la réussite du putsch.

Plus généralement, on peut aussi penser qu'il lui a manqué un réel soutien dans la société, comme le souligne très justement Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA), qui qualifie la tentative de « coup d'État hors-sol (5) ». La population s'est très vite mobilisée pour affronter les militaires et leurs chars d'assaut. Bien avant qu'une journaliste de CNN Türk ne permette à M. Erdoğan de lancer un appel au peuple pour qu'il sorte dans la rue, de nombreux messages sur les réseaux sociaux, notamment Twitter, mobilisaient déjà contre le coup d'État (6). Cette implication populaire est l'une des grandes différences avec le putsch de 1980, où la population était restée confinée chez elle pendant plusieurs jours. La police, dont les effectifs ont augmenté depuis l'arrivée de l'AKP, a joué elle aussi un rôle important en s'opposant, armes à la main, aux mutins. En outre, de nombreux conscrits mobilisés par les putschistes ont renoncé à poursuivre leur action quand ils ont réalisé qu'ils n'étaient pas engagés dans une opération antiterroriste, comme on le leur laissait croire, mais dans le renversement du pouvoir. Enfin, la classe politique, y compris l'opposition kémaliste, d'extrême droite ou prokurde, s'est ralliée sans hésiter au gouvernement de l'AKP.

Près de trois mois après la tentative de putsch, de nombreuses questions restent néanmoins posées. M. Erdoğan a triomphé de ses ennemis et engagé une vaste opération de purge au sein de l'armée et des services de sécurité, ciblant notamment le mouvement Gülen, dont le fondateur nie toute implication. Près de 9 000 fonctionnaires de défense, dont 1 099 officiers (149 généraux et amiraux) ont été arrêtés, et le gouvernement a élargi les sanctions à des milliers de juges, enseignants et journalistes. Dans un contexte régional où l'armée turque intervient sur deux théâtres proches, quoique différents – le nord de la Syrie et le Kurdistan –, la refonte de l'institution se poursuit. Un décret-loi de 91 pages adopté le 30 juillet dernier a modifié sa structure, les forces armées étant désormais rattachées au ministère de la défense et non plus à l'état-major. Le président de la République et le premier ministre peuvent donner des ordres directs aux chefs de troupe et leur demander des informations. La chaîne de commandement au sein des forces armées est donc bouleversée puisqu'un ordre pourra être exécuté sans l'aval du chef d'état-major. La fermeture de toutes les écoles militaires et la non-affectation des élèves officiers qui viennent de terminer leur formation montrent la détermination du gouvernement à poursuivre cette reprise en main en attendant que l'université de défense, qui doit être prochainement créée, ne prenne le relais. Déjà évoquée avant l'été, la professionnalisation de l'armée – jugée inconstitutionnelle par une partie de l'opposition – vise à éviter que les conscrits ne soient impliqués dans les opérations de guerre, notamment au Kurdistan, mais aussi à imposer des critères plus rigoureux en matière de recrutement.

On le voit, M. Erdoğan entend s'entourer du maximum de garanties. Sans être directement liée à la tentative de coup d'État, l'intervention dans le nord de la Syrie a tout de même l'avantage d'« occuper » l'armée. Mais il reste à savoir si la purge en cours, notamment contre les militaires proches du mouvement Gülen, et les modifications structurelles prévues ne vont pas profondément l'affaiblir, alors qu'elle est engagée sur plusieurs fronts. Même si elle a dénoncé le coup d'État, la droite kémaliste accuse ainsi le président turc d'émausser volontairement l'armée au risque de l'exposer à des défaites sur le terrain. Enfin, on peut s'interroger sur le comportement futur des officiers kémalistes. S'ils ont refusé de soutenir le coup d'État, ils n'accepteront pas pour autant une mainmise définitive du pouvoir politique islamiste-conservateur sur leur institution.

(1) Fondateur de la République turque en 1922, mort en 1938.

(2) Ahmet İnsel, « “Cet État n'est pas sans propriétaires !” Forces prétorienne et autoritarisme en Turquie », dans Olivier Dabène, Vincent Geisser et Gilles Massardier (sous la dir. de), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XX<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, Paris, 2008.

(3) Cf. « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie », doctorat de science politique soutenu le 23 novembre 2013 à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

(4) Lire Ali Kazancigil, « Le mouvement Gülen, une énigme turque », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

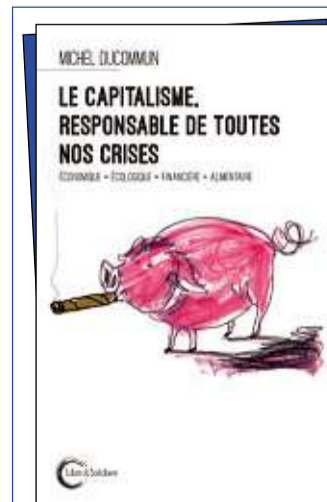
(5) Jean-François Pérouse, « Quelques remarques après le coup d'État manqué de la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Un coup d'État hors-sol ? », Observatoire de la vie politique turque, 20 juillet 2016, <http://ovipot.hypotheses.org>

(6) Cf. H. Akin Unver et Hassan Alssaad, « How Turks mobilized against the coup », *Foreign Affairs*, New York, 14 septembre 2016.

## Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 octobre 2016

1 <sup>er</sup>	CHINE	Fête nationale	12	ESPAGNE	Fête nationale
	CHYPRE	Fête nationale		GUINÉE-ÉQUAT.	Fête nationale
	NIGERIA	Fête nationale	24	ZAMBIE	Fête nationale
	PALAU	Fête de l'indépend.	25	KAZAKHSTAN	Fête de l'indépend.
	TUVALU	Fête de l'indépend.	26	AUTRICHE	Fête nationale
2	GUINÉE	Fête nationale	27	SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	Fête de l'indépend.
3	ALLEMAGNE	Fête nationale		TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépend.
	CORÉE DU SUD	Fête nationale		GRÈCE	Fête nationale
4	LESOTHO	Fête nationale		RÉP. TCHÈQUE	Fête nationale
9	OUGANDA	Fête nationale	28	TURQUIE	Fête nationale
10	FIDJI	Fête nationale	29		
	TAÏWAN	Fête nationale			



## Un livre de Michel Ducommun

### LE CAPITALISME, RESPONSABLE DE TOUTES NOS CRISES

D'un côté augmentation des richesses que l'humanité est capable de produire, de l'autre augmentation de la pauvreté, de la précarité, maintien de la famine pour beaucoup, programmation des désastres écologiques, ce constat mérite une analyse.

disponible en librairie et sur [www.libre-solidaire.fr](http://www.libre-solidaire.fr)



# Le Maroc pétrifié par son roi

Le scrutin législatif du 7 octobre ne devrait pas modifier la donne dans le royaume chérifien, confronté à un climat social difficile. L'opposition peine à défendre les maigres concessions obtenues avec la Constitution de 2011. Dans un contexte de mise au pas des médias, questionner le pouvoir du roi Mohammed VI reste un tabou.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL PIERRE DAUM \*

« **V**OUS VOULEZ qu'on aille voter ? Jamais de la vie ! Ce sont tous des voleurs ! » Pour MM. Houcine Djamal, Driss Kaddour et Abdou Khalil (1), les hommes politiques ne sont là « que pour prendre de l'argent ». Il est donc hors de question de participer aux élections législatives de ce mois d'octobre. Trentenaires, les trois amis sont nés à Khouribga, à cent cinquante kilomètres à l'est de Casablanca. Réputée pour ses mines de phosphate, la région n'a qu'un seul employeur, l'Office chérifien des phosphates (OCP), première entreprise du pays avec 21 000 employés et deuxième producteur mondial de ce précieux engrais, après la Chine (2). « Quand tu es ouvrier à l'OCP, tu gagnes 10 000 dirhams par mois [920 euros] et en plus tu as les aides [au logement et à la santé] », explique Houcine Djamal, les yeux brillants d'envie. Son père, ancien de l'OCP, est mort depuis longtemps d'un cancer causé, selon son fils, par l'inhalation de poussières phosphatées. Soudeur de formation, notre interlocuteur est au chômage depuis cinq ans et ne perçoit aucune aide de l'État. Avec comme seul revenu quelques journées par mois de travaux agricoles ou de maçonnerie, payés à peine plus de 1 euro l'heure. « C'est la misère », conclut-il, le regard soudain éteint. Dans la région, chaque entrée de village est annoncée par la présence de bidonvilles. Sur les routes secondaires, des ânes, conduits par des enfants en guenilles, transportent d'immenses bidons d'eau.

## La Constitution de 2011 n'a pas affecté la monarchie

Les trois amis illustrent bien l'état d'esprit qui règne au Maroc. Sur trente-quatre millions d'habitants, vingt-deux millions ont plus de 18 ans et jouissent du droit de vote. Mais combien sont inscrits sur les listes électorales ? À peine treize millions, selon le ministère de l'intérieur. Aux dernières élections de 2011, six millions de personnes se sont déplacées, soit à peine un quart des électeurs potentiels. Les Marocains n'accordent que très peu d'importance au chef du gouvernement, M. Abdelilah Benkirane, du Parti de la justice et du développement (PJD). Cette formation islamiste, qui a fait allégeance au roi, est arrivée en tête en 2011 avec 27 % des suffrages, sur un programme économiquement libéral, orienté vers les classes moyennes (réduction des inégalités, lutte contre la corruption), et conservateur en matière de mœurs (renforcement des valeurs musulmanes, interdiction de la liberté de croyance, invectives contre l'homosexualité). « Benkirane est un homme bien, mais il n'a aucun pouvoir », explique M. Salah Benzine, jeune chômeur qui brise l'ennui en jouant au billard avec ses amis, à 2 dirhams (18 centimes d'euro) la partie, dans un village près de Rommani, au sud de Rabat. « Le chef de tout, c'est le roi. De la police, de la justice, de tout. »

Le jeune homme a raison. La nouvelle Constitution proposée par Mohammed VI en juillet 2011 dans la foulée de l'éphémère « printemps arabe » marocain – et adoptée à 97,5 % des votants – n'a en rien entamé la toute-puissance du monarque. Seules les ambassades occidentales, et en particulier celle de la France, persistent à en vanter les « avancées démocratiques ». Comme son père Hassan II, mort en 1999, le roi continue de présider

le conseil des ministres et peut dissoudre le Parlement comme bon lui semble. Il nomme les juges, ainsi que les directeurs des principaux établissements publics. « La révision de la Constitution est une concession faite au Mouvement du 20-Février (3), explique Mohammed Madani, professeur de science politique à l'université de Rabat. On a reconnu la langue tamazight [berbère], proclamé l'égalité entre hommes et femmes, inscrit l'islamité de l'État afin de répondre à la pression des acteurs islamistes. Mais cette nouvelle Constitution n'a pas affecté le noyau dur du pouvoir monarchique. Le roi reste la clé de voûte de tout le système marocain, législatif, exécutif et judiciaire. » Et même financier, doit-on ajouter, puisque à travers la Société nationale d'investissement (SNI), dont la famille royale détient 60 % des parts, Mohammed VI est l'acteur économique le plus puissant du royaume.

La SNI, dont le chiffre d'affaires représentait 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) marocain en 2015, détient une position dominante dans presque tous les grands secteurs économiques du Maroc : les banques (Attijariwafa Bank), l'assurance (Wafa Assurance), les télécoms (Inwi), la distribution automobile (Sopriam, importateur exclusif de Peugeot et Citroën), la grande distribution (chaîne de supermarchés Marjane), l'immobilier (Addoha), le tourisme (Atlas Hospitality), les énergies vertes (Nareva), etc. À titre personnel, le monarque est aussi le plus grand propriétaire agricole du pays. « Le problème n'est pas forcément que le roi soit un homme d'affaires », remarque le journaliste et universitaire Omar Brouksy, auteur de *Mohammed VI, derrière les masques* (Nouveau Monde, 2014), une étude très documentée sur le pouvoir marocain. « Le problème, ce sont ses statuts multiples : entrepreneur, mais aussi chef de l'exécutif et du judiciaire. La concurrence est totalement faussée. » Régulièrement, les entreprises de la SNI remportent des appels d'offres publics lancés par de hauts fonctionnaires nommés par le roi, actionnaire principal de la SNI.

Que pensent les Marocains d'une telle situation, et en particulier de leur monarque, dont la fortune personnelle était évaluée à presque 6 milliards de



ACHRAF BAZNANI. – « The Wall » (Le Mur), 2013

dollars par le magazine *Forbes* en 2015 ? La question n'est pas simple, tant il est impossible d'interroger les sujets de Sa Majesté à ce propos. Aucun institut de sondage, aucun journal n'oserait entreprendre une telle étude. La loi ne l'interdit pas formellement, mais la Constitution indique (article 46) que « la personne du Roi est inviolable, et respect Lui est dû ». Même les militants politiques les plus radicaux osent à peine s'exprimer sur le sujet. « Au Maroc, les forces de répression peuvent être éventuellement tolérantes si on touche au dieu du Ciel, mais pas si on touche au dieu sur terre », ironise un vieux militant d'extrême gauche, ancien prisonnier sous Hassan II, avant de se reprendre : « Je vous en supplie, ne mentionnez pas mon nom ! » « Nous ne demandons pas l'abolition de la monarchie, mais la démocratisation des institutions, précise M<sup>me</sup> Nabila Mounib, secrétaire générale du Parti socialiste unifié (PSU), la formation politique la plus critique vis-à-vis du régime. Nous sommes pour une monarchie parlementaire avec un roi qui règne mais qui ne gouverne pas, et donc un système politique avec une véritable séparation des pouvoirs. »

Les plus courageux sont peut-être les responsables de la Jamaâ Al-Adl Wal-Ihsane (association Justice et bienfaisance), un vieux mouvement islamiste opprimé sous Hassan II et qui reste à peine toléré par Mohammed VI. Fondé en 1973 par un inspecteur de l'enseignement secondaire, Abdessalam Yassine, dit Cheikh Yassine, le mouvement mêle soutien aux plus déshérités et contestation radicale de la monarchie. Ce qui valut à son fondateur, mort en 2012, de longues années d'emprisonnement puis d'assignation à résidence. Sa fille Nadia Yassine a fait l'objet en 2011 d'une campagne de diffamation à caractère sexuel (une méthode éprouvée du makhzen – le pouvoir marocain – pour discréditer ses adversaires) et a été poursuivie en justice pour avoir déclaré « préférer la république à la monarchie ». La Jamaâ, comme tout le monde l'appelle, dispose d'un siège national à Salé (ville jumelle de Rabat), mais n'a pas le droit d'organiser des réunions publiques dans le reste du pays. « Nous sommes pour un vrai changement démocratique, en conformité avec les grands

principes de l'islam, explique M. Mohamed Hamdaoui, membre du cercle politique de la Jamaâ. Côté bienfaisance, nos militants, présents partout, apportent leur aide aux plus pauvres, là où l'État est souvent absent. Et, côté justice, nous réclamons une répartition équitable des richesses du pays. Le Maroc compte douze millions de personnes qui vivent avec moins de 2 dollars par jour (4). Or le roi est très riche. Sa richesse n'est pas un mal en soi, mais pour nous, musulmans, la question est de savoir si cette richesse a été acquise honnêtement, et ensuite si elle est correctement redistribuée aux pauvres. Or, entre 2011 et 2016, la fortune du roi a fortement progressé et la pauvreté aussi. Ce n'est pas normal ! »

## Torture et arrestations arbitraires au nom de la « fin du laxisme »

Houcine Djamal et ses amis ont bien conscience qu'une telle richesse royale, face à un peuple si pauvre, n'est en effet pas normale. En 2011, ils avaient activement participé aux manifestations à Khouribga. « On ne cherchait pas à changer le système, comme les manifestants de Casa ou de Rabat. Nous, ce qu'on voulait, c'était du travail. » Quelques-uns ont obtenu une embauche à l'OCP, mais pas eux. Se verraient-ils aujourd'hui participer à une manifestation qui réclamerait que le roi abandonne ses pouvoirs politiques et réduise sa richesse en construisant par exemple des hôpitaux et en payant des médecins, ce dont le pays manque cruellement ? « C'est de la science-fiction ! », s'exclame Abdou Khalil, les yeux effarés. Jamais une telle manifestation n'aura lieu. Et, si jamais elle avait lieu, tu te ferais arrêter direct, on te mettrait en prison, et tu disparaîtrais de la terre... »

Ces craintes ne sont pas infondées. Depuis longtemps se sont envolés les espoirs soulevés par la mort, en 1999, du très autoritaire Hassan II, dont l'image avait été fortement ternie par le recours systématique à la torture contre ses opposants. Celle-ci est de retour au Maroc, pratiquée notamment à Témara, dans les locaux de la direction générale de la surveillance du territoire (DGST), en bordure de Rabat. Elle est utilisée contre les personnes suspectées de terrorisme par la Central Intelligence Agency (CIA) (5), mais aussi contre de simples Marocains qui ont déplu au régime – entre 2010 et 2014, Amnesty International a recensé 173 cas de torture (6). L'une des victimes, le Franco-Marocain Zakaria Mounni, ancien



ACHRAF BAZNANI. – « Daaaad ! », 2013

\* Journaliste.

(1) Les noms de nos interlocuteurs et celui de leurs villages ont été modifiés. Dans chaque lieu traversé, le caïd (représentant du ministère de l'intérieur) était rapidement au courant de notre passage et interrogeait nos témoins pour savoir ce qu'ils avaient dit au « journaliste français ».

(2) US Geological Survey, « Mineral commodity summaries 2016 », Reston (Virginie), janvier 2016.

(3) Après les soulèvements de Tunisie et d'Égypte, la première manifestation marocaine a eu lieu le 20 février 2011.

(4) Ils ne seraient « que » 3,6 millions selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, rapport 2015), soit 11 % de la population, contre 8,2 % en Algérie et 4,3 % en Tunisie. Dans le rapport sur le développement humain 2015 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Maroc occupe la 126<sup>e</sup> place sur 188 pays, la Tunisie, la 96<sup>e</sup> et l'Algérie, la 83<sup>e</sup>.

(5) Cf. le rapport des Open Society Foundations, « Globalizing torture. CIA secret detention and extraordinary rendition », New York, 2013. www.opensocietyfoundations.org

(6) Amnesty International, « Shadow of impunity. Torture in Morocco and Western Sahara », Londres, 2015.

champion du monde de boxe thaïlandaise, a provoqué une brouille diplomatique entre Paris et Rabat, en accusant le chef de la DGST Abdellatif Hammouchi d'avoir assisté en personne aux séances de torture dont il a fait l'objet (7).

Après quelques années d'ouverture, l'état des libertés individuelles s'est dégradé en deux temps. Au lendemain de l'attentat terroriste de mai 2003 à Casablanca, qui fait quarante-cinq morts (dont douze kamikazes) et une centaine de blessés, le roi annonce la « fin du laxisme ». Des manifestations sont réprimées, et des participants mis en prison. Au printemps 2011, l'ampleur des manifestations force le régime à relâcher la pression. « Mais, quand le gouvernement a vu que le Mouvement du 20-Février commençait à s'essouffler, toutes les libertés accordées ont été reprises », explique M. Ahmed El-Hajj, président de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), seule organisation capable, grâce au nombre et au courage de ses militants, de dénoncer les exactions du régime contre les citoyens. « Rien qu'en 2015, nous avons recensé 251 arrestations arbitraires, effectuées le plus souvent en marge de manifestations pacifiques (8). » Ces derniers mois, la liberté d'action de l'AMDH s'est elle-même trouvée fortement réduite. Séminaires, rencontres, colloques, etc., tout lui est interdit. « Lorsqu'on réserve une salle dans un hôtel pour un événement important, les autorités appellent le directeur de l'établissement et lui demandent de nous décommander. »

Le risque de répression n'est pas la seule raison pour laquelle Houcine Djamel et ses amis, à l'unisson des nombreuses personnes rencontrées dans divers endroits du pays, ne se mobilisent pas contre le système et sa « clé de voûte », le roi. « Mohammed VI a développé un art très sophistiqué de la communication », explique Omar Brouksy. Et ça marche ! La plupart des gens sont persuadés que c'est un homme simple, proche du peuple. » Parmi ses outils de propagande, l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) joue un rôle important. Lancée par Mohammed VI en 2005, dotée d'un budget annoncé de 1 milliard d'euros tous les dix ans, l'INDH distribue de l'argent pour soutenir des milliers de minuscules projets (locaux associatifs, maisons des jeunes, dispensaires, coopératives féminines de production d'huile d'argan, etc.). Leur efficacité en matière de lutte contre l'extrême pauvreté – son objectif officiel – ne fait l'objet d'aucune étude, mais ils permettent à « Sa Majesté le Roi » de se faire photographeur, autant qu'il le désire, en train de venir au secours des plus démunis, d'autant plus qu'il peut compter sur une presse très complaisante pour relayer chacune de ses apparitions (*lire l'encadré*). Quant aux voix discordantes, on ne compte plus le nombre d'anciens opposants devenus soudain très conciliants après avoir accepté un poste important et la rente afférente.

Plus profondément, le roi symbolise l'identité musulmane marocaine. Ne s'affirme-t-il pas *amir al-mouminine* (« commandeur des croyants ») – un émir garant de l'« islam véridique », loin de l'extrémisme djihadiste, comme il l'a rappelé dans son discours au peuple le 20 août 2016 ? « Le pouvoir marocain a toujours construit sa légitimation sur la religion », rappelle Moulim El-Aroussi, professeur de philosophie à l'université de Casablanca. Contester le roi revient quelque part à contester l'islam. » Or, sous les dehors faussement « ouverts » d'un « islam tolérant », à destination des touristes et des gouvernements occidentaux, aucune liberté de croyance n'est admise au Maroc. Ou plus exactement, comme l'exprime une personne rencontrée dans un café de Beni Mellal, au centre du pays : « Vous, les chrétiens, vous avez le droit d'être chrétiens, y a



ACHRAF BAZNANI. – « The Floating Children » (Les Enfants flottants), 2013

pas de problème ! Mais un Marocain qui dit qu'il n'est pas musulman ? Ah non, je ne suis pas d'accord ! » La question sera posée à tous nos interlocuteurs. Avec, à chaque fois, la même réponse.

## Persistence de la relation patriarcale

Cette « obligation » d'être musulman est particulièrement perceptible en période de ramadan. Hormis sur quelques sites réservés aux touristes, il est rigoureusement interdit, dans le Maroc réel, d'enfreindre en public la loi du jeûne. « C'est normal ! C'est une question de respect ! », s'exclame Houcine Djamel, presque étonné qu'on lui pose la question. Moi, mon propre frère, si j'apprenais qu'il ne faisait pas le ramadan, je le frapperais et je ne voudrais plus jamais le revoir de ma vie ! » En 2009, une dizaine de jeunes issus de la bourgeoisie, se déclarant « dé-jeûneurs », ont tenté une opération de provocation à Mohammedia (ville balnéaire entre Rabat et Casablanca) en invitant à un pique-nique public à midi pendant le mois de ramadan. Non seulement ils ont été immédiatement arrêtés, mais leur action n'a rencontré qu'hostilité de la part de la population, et les forces de police présentes étaient bien plus nombreuses que les rares personnes ayant répondu à l'appel. Même les milieux d'extrême gauche ont complètement abandonné ce terrain. « Il y a dix ans, si une manifestation se déroulait pendant le ramadan, je pouvais m'arrêter devant une fontaine et boire quelques gorgées, se souvient M<sup>me</sup> Touria Tanani, responsable du PSU à Beni Mellal. Maintenant, il est hors de question que je le fasse : je me ferais lyncher ! » Dans les réunions internes du PSU, aucun responsable ne sort sa bouteille d'eau pendant le mois du jeûne. « On quitte la salle, et on va se cacher pour boire », se désole un militant.

Pour autant, les quelques formations d'extrême gauche ne sont pas prêtes à tendre la main aux islamistes de la Jamaâ Al-Adl Wal-Ihsane, seul mouvement aujourd'hui capable de toucher les

masses populaires. Au printemps 2011, la Jamaâ avait participé au Mouvement du 20-Février, avant de s'en retirer brusquement en décembre – un retrait qui avait marqué le début du déclin du mouvement. « Travailler avec ces gens-là ? s'exclame le vieux militant d'extrême gauche. Jamais ! Moi, je suis laïque ! » En avril 2014, l'économiste de gauche Fouad Abdelmoumni avait tenté, en vain, d'organiser un nouveau rapprochement. « Les expériences tunisienne et égyptienne démontrent pourtant que seule une telle alliance peut changer le rapport de forces », constate l'historien et défenseur des droits humains Maâti Monjib, partie prenante du projet.

Les résistances au changement sont peut-être encore plus profondes. M. Youssef Elfoutouhi, 38 ans, enseignant de philosophie dans un lycée de Casablanca, s'était fortement engagé dans le mouvement du printemps 2011. Avant d'en constater les limites. « Dans cet échec, il y a aussi cette relation patriarcale qui structure notre mentalité, dans notre rapport au roi, mais aussi dans celui que nous entretenons avec nos parents, notre chef de bureau et même le secrétaire du syndicat ou du parti auquel nous appartenons. Nous pensons intimement que nous leur devons le respect, et nous éprouvons de la culpabilité à contester leur autorité. Si les Marocains veulent accéder au statut de citoyens au sens moderne, ils doivent tuer symboliquement le père et toutes ses incarnations. » Aujourd'hui, il participe à des

expériences de théâtre de rue, sur des sujets qui touchent en profondeur la société marocaine : la violence, les femmes, l'autorité, etc.

Cinq ans après l'agitation du printemps 2011, « le mouvement de contestation est complètement éteint », affirme M<sup>me</sup> Tanani. À Beni Mellal, la dernière fois que les gens sont sortis dans la rue, c'était en mars 2016, après l'agression d'un couple d'homosexuels. Une dizaine d'habitants du quartier Aït Thaïch s'étaient introduits dans leur maison, les avaient tabassés jusqu'au sang, pendant que d'autres filmaient avant de mettre en ligne la vidéo. « Lors du procès contre les agresseurs, tous les gens du quartier ont manifesté en leur faveur », raconte la militante du PSU, qui s'est retrouvée seule à soutenir les victimes (9). « Les homosexuels, il faudrait les tuer ! », s'emporte le réceptionniste d'un bel hôtel de la ville lorsqu'on évoque le sujet. En 2011, le jeune homme, alors étudiant, avait participé aux manifestations du printemps, « afin de changer le système ». « Même dans les partis de gauche, on entend des voix condamnant les homosexuels », confie M<sup>me</sup> Tanani avec amertume.

Pour Moulim El-Aroussi, « le Mouvement du 20-Février n'est pas complètement mort, il subsiste dans des initiatives culturelles plus discrètes et sur les réseaux sociaux. Surtout, le mur de la peur est tombé, on ose sortir manifester dans la rue, sans demander l'autorisation ». À Rabat et Casablanca – mais beaucoup moins en province –, on peut en effet assister à des manifestations régulières regroupant chaque fois quelques centaines de personnes : diplômés-chômeurs (10), enseignants stagiaires, médecins, retraités, etc. Mais, outre que ces manifestations semblent avoir peu d'effets, elles ne s'adressent qu'au gouvernement. « Benkirane, dégage ! », scandent les participants. Quel est le pouvoir réel du premier ministre ? « Je sais qu'il n'en a aucun », répond M<sup>me</sup> Zohra Al-Houria, rencontrée en marge d'une manifestation. Mais il est interdit de prononcer le nom du roi. Alors on crie contre le gouvernement. » La jeune femme, titulaire d'un doctorat en sciences de l'environnement et qui attend depuis trois ans d'être embauchée dans la fonction publique, fait partie, comme beaucoup de ses amis, du Mouvement du 20-Février. « Mais, maintenant, c'est fini. Moi, si vous me donnez du travail, je ne demande plus rien, je me tais. »

PIERRE DAUM.

(7) Florence Beaugé, « Zakaria Moumni dans l'enfer des géolés marocaines », *Le Monde*, 14 octobre 2011 ; et « Coups de froid dans les relations franco-marocaines », *Le Monde*, 24 février 2014.

(8) Lire aussi « Les jeunes du Rif renouent avec la révolte », *Le Monde diplomatique*, octobre 2012.

(9) Les agresseurs ont écopé de deux mois de prison avec sursis et les victimes de quatre mois ferme.

(10) Selon le Haut-Commissariat au plan marocain, le chômage touchait un million de personnes (8,6 % de la population active) au deuxième trimestre 2016. Près d'un quart des diplômés des universités sont sans emploi.



ACHRAF BAZNANI. – « Hulk », 2013

## « Enquêter ? Impossible »

« SA MAJESTÉ le Roi préside la cérémonie de lancement du nouveau plan de réforme de l'investissement. » « S. M. le Roi inaugure l'autoroute de contournement de Rabat d'un investissement global de 3,2 milliards de dirhams. » « S. M. le Roi a inauguré un centre pour enfants abandonnés. » À parcourir les « unes » des principaux journaux marocains (*Le Matin*, *L'Opinion* et *L'Économiste*, francophones ; *Al-Massae*, *Akhbar Al-Youm* et *Assabah*, arabophones), il n'est question, chaque jour, que de tresser des louanges à « Sa Majesté le Roi » (*Jalalatu al-malik* en arabe), à ses actions en faveur du développement du pays, à sa générosité envers les pauvres. Pour ceux qui ne savent pas lire (le pays compte un tiers d'analphabètes), les chaînes de télévision diffusent les mêmes messages à la gloire du monarque et de ses admirables actions. Nulle part une opinion critique, jamais une enquête susceptible de vraiment déranger le pouvoir. La presse marocaine apparaît comme l'une des plus serviles du Maghreb. Et pour cause : après la disparition en 2010 du *Journal*, criblé de dettes, et la mise au pas, la même année, de l'hebdomadaire *TelQuel* (et le départ aux États-Unis de son directeur Ahmed Benchemsi), le paysage médiatique est redevenu complètement soumis.

« Le Maroc a bénéficié d'une presse intéressante pendant dix ans, de la mort de Hassan II [en 1999] jusqu'à 2010, analyse Omar Brouksy, ancien rédacteur en chef du *Journal*. Nous pouvions publier des enquêtes plutôt politiques, et *TelQuel* bousculait sur les questions

de société. Mais les deux titres ont perdu de nombreux procès, et les annonceurs ont fait défection. » Après quelques années à l'Agence France-Presse, et toujours en proie aux attaques du gouvernement, le journaliste a jeté l'éponge, comme plusieurs de ses collègues. « La pratique d'un journalisme d'enquête indépendant est devenue impossible au Maroc. » Comment imaginer exercer ce métier dans un pays où le détenteur de tous les pouvoirs – le roi – refuse d'accorder le moindre entretien et, a fortiori, qu'on enquête sur ses affaires ? Les responsables intermédiaires tremblent à l'idée que leurs propos, publiés par la presse, puissent lui déplaire. « Même chez les intellectuels, le manque de courage est devenu affligeant », déplore Mohamed Madani, professeur à l'université de Rabat, un des rares à prendre publiquement position.

Aujourd'hui, le dernier carré de journalistes rigoureux tente de trouver refuge dans les médias en ligne, avec des sites comme *Lakome2.com*, *Alaoual.com*, *Ledesk.ma* ou *Badil.info*. Mais il leur est très difficile de convaincre des annonceurs, et donc de payer les salaires de leurs maigres équipes, alors que la justice s'acharne contre eux. En 2013, Ali Anouzla, fondateur de *Lakome.com*, s'est retrouvé en prison pendant cinq semaines pour avoir placé sur son site un lien vers le quotidien espagnol *El País*, qui lui-même renvoyait vers une vidéo de terroristes destinée à illustrer un article. Un mois plus tôt, Anouzla avait fortement irrité Mohammed VI en révélant la libération par une « grâce royale » d'un pédophile espagnol, ce qui avait déclenché un

mouvement de colère très important dans le pays. « Après l'interdiction de *Lakome.com*, j'ai créé *Lakome2.com*, raconte le journaliste. Mais je ne prends pas les mêmes libertés, je m'autocensure. La survie du site en dépend. » D'autant plus qu'il n'est toujours pas passé en jugement. « C'est comme une épée de Damoclès. »

Sept autres journalistes sont aussi en attente d'un procès. Parmi eux se trouve Maâti Monjib, un intellectuel souvent invité par des universités à l'étranger, capable de s'exprimer autant en arabe qu'en français ou en anglais. Ces journalistes sont tous accusés du même délit : « atteinte à la sûreté intérieure de l'État ». Leur crime ? Avoir reçu l'aide d'organisations non gouvernementales étrangères afin d'organiser des formations aux nouveaux outils (Internet, smartphones, etc.) nécessaires au journalisme d'investigation. Ils risquent jusqu'à dix ans de prison.

Pour salir ces hommes aux yeux de l'opinion, tous les coups sont permis. Hicham Mansouri, proche collaborateur de Maâti Monjib, est ainsi accusé d'« utilisation de son domicile à des fins de proxénétisme ». Un matin de mars 2015, son domicile a été forcé par une dizaine de policiers, qui l'ont trouvé en compagnie d'une femme. Le tribunal l'a immédiatement condamné à dix mois de prison. Six mois plus tôt, l'homme avait été agressé en pleine rue par deux malabars, qui l'avaient laissé gisant dans son sang.

P. D.



ÉLECTEURS AMÉRICAINS SANS BOUSSOLE

# Les États-Unis tentés par le risque

(Suite de la première page.)

L'un des principaux « truquages » de la politique américaine, et l'un des plus détestés, était ainsi déjoué (2). Un acquis d'autant plus prometteur que M. Trump dépensa lui aussi infiniment moins lors de sa campagne des primaires que plusieurs des républicains qu'il écrasa.

Le « haro sur l'État » caractérisait la plupart des campagnes précédentes. Aujourd'hui, même des électeurs conservateurs réclament que la puissance publique intervienne davantage dans la vie économique. Les sempiternelles homélies à la réduction des dépenses sociales, à la « réforme » des retraites, à l'amputation des aides aux chômeurs ne font d'ailleurs pas partie du programme de M. Trump. Et, en matière de libre-échange, sujet central de sa campagne, il veut déchirer les traités négociés par ses prédécesseurs, républicains comme démocrates, et imposer des droits de douane aux entreprises américaines ayant délocalisé leurs activités.

Par ailleurs, sa concurrente et lui s'accordent pour estimer que l'État doit financer la très coûteuse reconstruction des infrastructures de transport du pays (3). En somme, le consensus bipartisan en faveur de la mondialisation et du néolibéralisme a volé en éclats. À force d'afficher leur cynisme et leur rapacité, les grandes entreprises américaines ont détruit l'idée d'un lien obligé entre leur prospérité et celle du pays (4).

Même si M<sup>me</sup> Clinton a promis de confier des missions importantes à son mari, grand architecte de la droitisation du Parti démocrate il y a un quart de siècle, leur formation n'a plus le visage que

tous deux façonnèrent lorsqu'ils occupaient la Maison Blanche. Ses électeurs sont plus à gauche, moins tentés par les compromis ou les capitulations : le terme de « socialisme » ne les effraie plus... Et, sur quatre points emblématiques de l'embarquée conservatrice des « nouveaux démocrates » pendant les années 1990 – les traités de libre-échange, le boom pénitentiaire, la déréglementation financière, la modération des salaires –, M<sup>me</sup> Clinton a dû donner des gages aux partisans de M. Sanders.

Les diatribes de M. Trump contre l'immigration mexicaine et l'islam, son sexisme, ses élucubrations racistes inspirent un tel dégoût qu'ils empêchent parfois de remarquer le reste. Pourtant, qu'il s'agisse de dépenses sociales, de politique commerciale, de droits des homosexuels, d'alliances internationales ou d'engagements militaires à l'étranger, M. Trump a répudié avec une telle insistance les tables de la Loi de son parti qu'on imagine mal un revirement prochain des dirigeants républicains sur tous ces points.

À moins qu'ils n'entendent perdre définitivement « leur » base, laquelle leur a déjà signifié son exaspération en votant lors des primaires pour un candidat peu connu pour retenir ses coups, y compris contre des dirigeants de son camp : « Nos politiciens, estime en effet M. Trump, ont promu avec vigueur une politique de mondialisation. Elle a enrichi l'élite financière qui contribue à leurs campagnes. Mais des millions de travailleurs américains n'en ont retiré que misère et mal au cœur. » Venant d'un milliardaire qui partage son temps entre un *penthouse* de Manhattan et son avion privé, le propos ne manque pas de sel. Pour autant, c'est assez bien résumé.

## « Diversité » pour classes diplômées

TOUT CELA pourrait laisser penser que... le système n'est pas truqué. Et que, comme le suggère Francis Fukuyama dans un article récent de *Foreign Affairs*, la démocratie américaine fonctionne puisqu'elle répond à la colère populaire, désarçonne la dynastie Clinton, humilie les barons républicains, place au centre de l'élection la question des inégalités, du protectionnisme et de la désindustrialisation (5). Et peut-être sonne le glas d'une double imposture politique.

Au fil des ans, le Parti démocrate est devenu l'instrument des classes moyennes et supérieures diplômées. En affichant les symboles de sa « diversité », il a recueilli néanmoins une majorité écrasante de suffrages noirs et hispaniques ; en s'appuyant sur les syndicats, il a conservé une base électorale ouvrière. Pourtant, sa vision du progrès a cessé d'être égalitaire. Tantôt individualiste et paternaliste (la recommandation de faire plus d'efforts), tantôt méritocratique (la recommandation de faire plus d'études), elle n'offre aucune perspective à l'Amérique « périphérique » qui, loin des côtes, reste à l'écart de la prospérité des grandes métropoles mondiales, du ruissellement des fortunes de Wall Street et de la Silicon Valley. Et qui voit disparaître les emplois industriels ayant servi d'ossature à une classe moyenne peu diplômée mais relativement confiante en son avenir.

À celle-ci et aux « petits Blancs » pauvres, le Parti républicain d'avant Trump n'avait guère à offrir non plus. Son objectif central était en effet de réduire les impôts des milieux d'affaires, de leur permettre d'exporter et d'investir à l'étranger. Toutefois, en parlant de patrie, de religion, de moralité aux ouvriers et aux prolétaires blancs, en surjouant la persécution de l'Amérique profonde par des minorités assistées et des intellectuels pleins de morgue, les conservateurs se sont longtemps assurés que les victimes désignées de leur politique économique et commerciale continueraient à leur servir de chair à canon électorale (6).

Or la popularité de M. Trump auprès d'eux tient à d'autres ressorts. Le promoteur new-yorkais ne leur parle pas

d'abord de Bible et de port d'arme, mais d'industries à défendre, d'accords commerciaux à dénoncer. M<sup>me</sup> Clinton n'a pas forcément reconquis l'affection de ces électeurs en colère en installant la majorité d'entre eux dans un « panier de gens déplorables » composé de « racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes ». Ce diagnostic psychologique à grande échelle fut établi lors d'une levée de fonds à New York devant un « panier de gens » forcément admirables, eux, puisqu'ils avaient payé cher pour l'entendre.

Une élection marquée par de tels bouleversements idéologiques, et même par un désir de renverser la table, peut-elle néanmoins se conclure par la victoire de la candidate du statu quo ? Oui, dès lors que celle-ci a pour adversaire un outsider encore plus détesté qu'elle. Au fond, le « truquage » principal est là. Il caractérise d'autres pays que les États-Unis. La France pourrait connaître une situation semblable l'année prochaine : des colères populaires contre la mondialisation, la ségrégation sociale et la connivence des « élites », mais immanquablement dévoyées par un jeu politique qui, dans un cas comme dans l'autre, fait toujours retomber la tartine du mauvais côté.

Rien de très inattendu ne pouvant venir de M<sup>me</sup> Clinton – encerclée d'experts, de sondeurs, de publicitaires, elle calcule tout au millimètre près –, M. Trump a choisi de chambouler la donne. Il l'a fait en jetant aux orties la stratégie arrêtée par son parti il y a quatre ans.

La réélection de l'actuel président en 2012 avait surpris les caciques républicains. Ils en avaient conclu qu'une prochaine victoire exigerait qu'ils réduisent l'avantage électoral des démocrates auprès des Noirs (M<sup>me</sup> Clinton les mobiliserait moins que M. Obama) et surtout des Hispaniques, dont le poids démographique ne cesse d'augmenter. Ceux-ci étant heurtés par la politique restrictive des républicains en matière d'immigration, il conviendrait de se montrer plus ouverts sur le sujet et de légaliser une partie des clandestins. Puisque les loyalités électorales ne sont pas inscrites dans



ROBERT RAUSCHENBERG. – « Pilgrim » (Pèlerin), 1960

les gènes, rien n'interdit pour le reste à un Hispanique de voter à droite s'il est opposé à l'avortement ou s'il n'aime pas payer des impôts. Les immigrants polonais, italiens, lituaniens étaient démocrates avant de soutenir Ronald Reagan ; en 2000, 70 % des musulmans se prononçaient en faveur de M. George W. Bush ; huit ans plus tard, ils furent 90 % à choisir M. Obama (7)...

Au lieu de chercher à grappiller quelques voix dans un électoral latino et noir hostile aux républicains, M. Trump a fait le pari inverse. Celui d'accroître son avantage auprès des Blancs non hispaniques. Ils ont beau représenter une fraction déclinante de la population, elle constituait encore 74 % de l'électorat en 2012. Afin de les mobiliser, en particulier les ouvriers et les employés peu diplômés, M. Trump a simultanément attisé la crainte qu'un afflux d'immigrés ne provoque insécurité et dissolution identitaire, et martelé la promesse d'une renaissance industrielle (« *Make America great again* »). Un tel discours résonne au sein de groupes sociaux dont l'establishment démocrate ne se soucie plus, ne l'associant ni à la modernité numérique ni à la diversité démographique, sans doute parce qu'il estime qu'ils se débattent dans une culture et un univers révolus, en déclin, « déplorables ».

Or, si les métropoles assurent une part croissante de la prospérité du pays et de sa production d'imaginaire, c'est plutôt dans les États de la « périphérie » que se joue l'élection. Pendant quelques mois, la Californie et New York doivent donc en rabattre, puisque leur vote est déjà acquis (aux démocrates) et que la marge de victoire n'a aucune importance. Inversement, l'Ohio, la Pennsylvanie, le Michigan, le Wisconsin tiennent leur revanche. L'issue du scrutin étant chez eux plus incertaine, on les courtise, on y tient meeting, on se penche à leur chevet. Et que découvrent-on ? Que ces États, plus blancs, plus âgés et souvent moins instruits que la moyenne, ont perdu des centaines de milliers d'emplois en raison des délocalisations et de la concurrence chinoise ou mexicaine, qu'ils accumulent les friches industrielles, qu'ils ont moins profité de la reprise économique que le reste du pays. Le discours protectionniste et inquiet de M. Trump y est donc bien accueilli ; M<sup>me</sup> Clinton peine davantage à vendre le « bon bilan » du président Obama.

Bientôt, quand les villes-monde auront encore enflé, quand l'immigration aura

vouloir sortir les sortants et disposer pour y parvenir d'un bâton de dynamite nommé Donald Trump.

Alors, tout à coup, les Blancs en situation de détresse se remettent à compter. On les ausculte comme il y a un demi-siècle le lumpenprolétariat noir. Et on découvre que l'espérance de vie des mineurs des Appalaches, des cultivateurs de tabac de Virginie, de tous ceux qui ont dû changer d'emploi, devenir vigiles à Walmart en perdant au passage les deux tiers de leur salaire, chute. Que, pour les Blancs sans diplôme, cette espérance de vie est désormais inférieure de près de treize ans à celle des Blancs passés par l'université (67,5 contre 80,4) ; chez les femmes, l'écart est d'un peu plus de dix ans (73,5 contre 83,9). Ce ne sont plus seulement dans les ghettos noirs qu'on trouve des boutiques de prêteurs sur gages, des jeunes mères célibataires dépendant des aides sociales, des taux élevés d'obésité, de toxicomanie, de suicide. Pour ces populations en détresse, l'expérience de M<sup>me</sup> Clinton, son attachement aux normes politiques de Washington, l'appui qu'elle reçoit des principaux médias ne constituent pas nécessairement un atout.

À quoi ressemblera leur avenir « post-industriel » quand toutes les mines de charbon qui les emploient auront fermé, quand les chauffeurs de taxi et de camion seront remplacés par des véhicules autopilotés par Google, quand les caissières de supermarché deviendront des scanners, et les ouvriers des robots ? Tous programmeurs ? Tous serveurs ? Tous autoentrepreneurs livreurs de plats cuisinés commandés par une application de téléphone portable, loueurs de chambres à des touristes, jardiniers de la nature, aides à domicile ? M<sup>me</sup> Clinton ne répond pas à cette inquiétude puisqu'elle l'assimile sans doute à un refus du progrès. M. Trump, lui, la martèle afin de riposter à ceux que la brutalité de sa personnalité et son absence d'expérience politique terrorisent : « *Qu'avez-vous à perdre ?* »

Truqué ou non, on saura bientôt si le système américain est devenu assez fragile pour se donner à un homme comme lui. Mais, à supposer que, dans les semaines qui viennent, un attentat, une mauvaise prestation télévisée ou la découverte de correspondances compromettantes suffise à écarter M<sup>me</sup> Clinton de la Maison Blanche, preuve serait alors faite que, loin de combattre efficacement la droite autoritaire, le parti du statu quo néolibéral constitue dorénavant son principal carburant.

SERGE HALIMI.

(2) Selon un sondage réalisé fin mai 2015, 84 % des Américains estiment que l'argent occupe trop de place dans la vie politique de leur pays, 85 % que le système de financement des campagnes doit être complètement reconstruit ou fondamentalement changé, 55 % que leurs élus promeuvent la plupart du temps les intérêts des groupes qui les ont financés (*The New York Times*, 2 juin 2015).

(3) M<sup>me</sup> Clinton promet d'y consacrer 275 milliards de dollars en cinq ans ; M. Trump, le double. Cf. Janet Hook, « Trump bucks his party on spending », *The Wall Street Journal*, New York, 19 septembre 2016.

(4) Cf. William Galston, « The double political whammy for business », *The Wall Street Journal*, 20 juillet 2016.

(5) Francis Fukuyama, « American political decay or renewal ? », *Foreign Affairs*, New York, juillet-août 2016.

(6) Cf. Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Agone, Marseille, 2013. Lire aussi « Stratagème de la droite américaine, mobiliser le peuple contre les intellectuels », *Le Monde diplomatique*, mai 2006.

(7) Selon le *New York Times* des 9-10 janvier 2016.

● Un numéro coordonné par Benoît Bréville et Serge Halimi

● Avec des textes de Perry Anderson, Noam Chomsky, Achille Mbembe, Lori M. Wallach...

● Focus sur les grands débats de l'élection présidentielle

**En vente chez votre marchand de journaux et sur [www.monde-diplomatique.fr/mdv](http://www.monde-diplomatique.fr/mdv)**

# Les vengeurs masqués de la rue mexicaine

*Moins connu que son frère nord-américain, le catch mexicain – ou « lucha libre » –, avec ses lutteurs masqués, ses justaucorps et son iconographie bariolée, inspire et fascine bien au-delà de son pays d'origine. La popularité de cette « comédie humaine » apparue au début du XX<sup>e</sup> siècle s'enracine dans la culture, l'histoire et la vie politique mexicaines, dont elle révèle des aspects inattendus.*

PAR BENJAMIN FERNANDEZ \*

PETIT ET TRAPU, le visage caché derrière un masque doré, El Padrino (« le Parrain ») trône devant la chapelle dédiée à la Santa Muerte, déesse synchrétique qui veille sur les laissés-pour-compte et qu'ont adoptée les cartels. Il observe les hommes qui assemblent sur l'esplanade le squelette d'un grand quadrilatère de fer. Sous le ciel sombre, la structure, qui délimite un ring, s'insère parfaitement dans le paysage de béton des lotissements d'Apatlaco, un quartier populaire situé au cœur de l'arrondissement d'Iztapalapa, le plus pauvre et le plus désœuvré de Mexico. Pour le jour des morts, l'ancien lutteur offre à son quartier un combat de *lucha libre*.

Après un bref discours du « Parrain », qui célèbre la fierté d'Apatlaco et honore la sainte patronne des parias, les lutteurs masqués entrent en piste dans des figures aériennes spectaculaires. Les enfants, surexcités, s'agglutinent autour du ring, talonnés par les vendeurs de glaces et de masques. Derrière eux, les adultes sirotent de grands verres de bière.

Masque et pantalon bleu ciel, la silhouette athlétique, El Sublime fait une démonstration de ses techniques : clés, contre-clés, coups de pied sautés... Avec ses partenaires Enigma et Skyder, il forme l'équipe des *técnicos* (« techniciens »), qui s'efforcent de lutter loyalement, dans les règles de l'art, face aux

*rudos* (« mal élevés »), qui incarnent la brutalité et la tricherie. Depuis bientôt un siècle, dans toutes les arènes de Mexico, *rudos* et *técnicos* se disputent l'âme des spectateurs.

À Apatlaco, les *rudos* sont les plus populaires ; ils remporteront le combat. Après une âpre lutte de trois reprises, les *técnicos* s'inclinent alors que le mauvais garçon Aztlán (du nom du dieu aztèque de l'inframonde) s'élance du haut de la troisième corde du ring, au mépris des protestations de l'arbitre désemparé, pour écraser son adversaire sur l'asphalte de l'esplanade... dans la clameur générale.

Après le combat, l'ensemble des lutteurs se réunissent pour un banquet fraternel, après avoir présenté leurs hommages à El Padrino et à la Santa Muerte. Oscar a quitté le masque d'El Sublime pour revêtir un sourire affable et de petites lunettes carrées. Le lutteur – qui demande à préserver son anonymat, essentiel à son prestige – ne garde aucune rancœur de sa défaite : « C'est la lutte universelle du bien contre le mal. Les *rudos* bafouent les lois, comme les politiciens. Les gens s'efforcent de lutter pour rester honnêtes. C'est ce que nous vivons quotidiennement au Mexique. L'impuissance, mais aussi l'humour. Mexico a inventé la *lucha libre* pour rire de sa propre tragédie. »

## La fierté du « barrio »

DANS QUELQUES MOIS, El Sublime mettra en jeu son masque dans un combat *maskara contra maskara* hors de la capitale, à Veracruz. Le gagnant arrachera le masque de son adversaire, humiliation suprême qui signifie parfois pour le lutteur la fin de sa carrière. Bien qu'il s'agisse d'une règle tacite, il est courant que l'issue du combat soit fixée à l'avance, en échange d'une somme importante versée par les organisateurs. Mais dans la *lucha libre*, celui qui fait ou défait le destin des lutteurs est en dernière instance le public. « Il faut que je le gagne », dit Oscar, des étincelles dans les yeux.

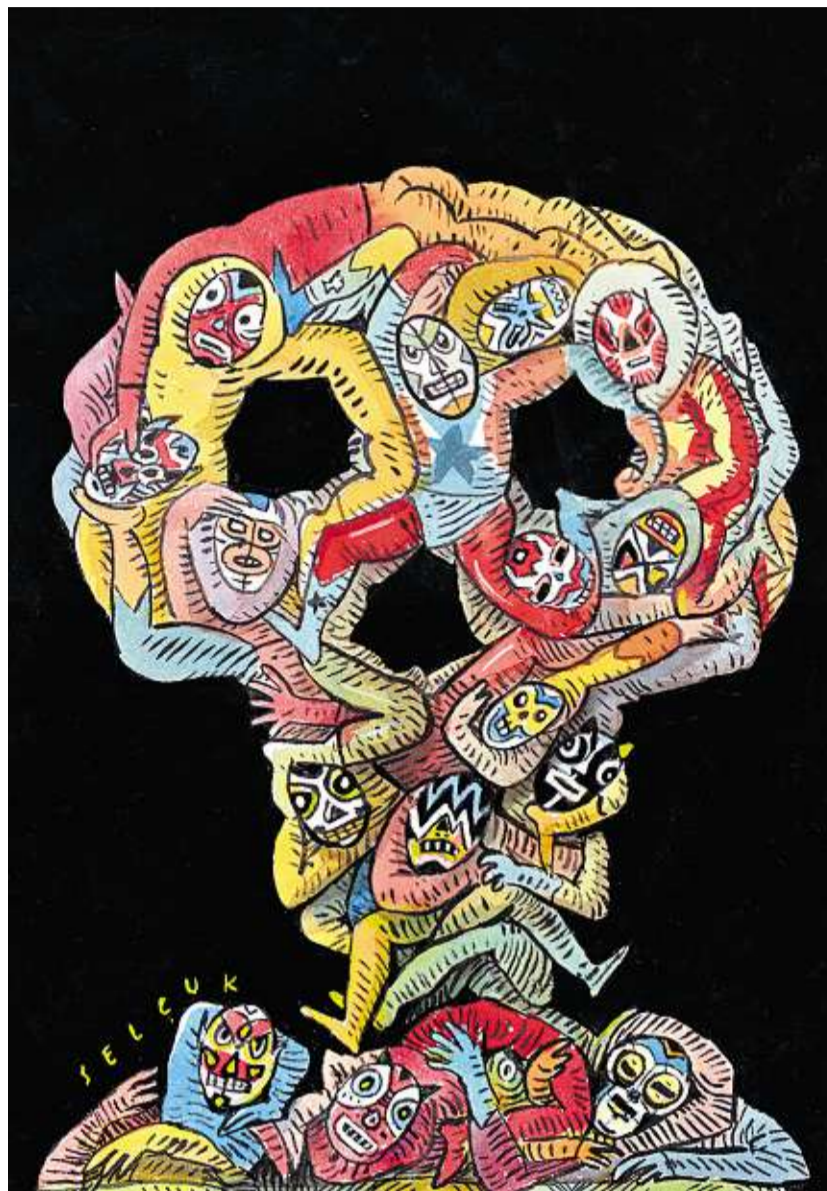
Oscar enseigne les arts plastiques dans une école de Tepito, un quartier populaire de la capitale également réputé pour sa pauvreté et sa délinquance. Comme beaucoup d'autres pratiquants, il est issu d'une lignée de lutteurs. Son père, ancien employé de la compagnie nationale d'électricité, a également exercé en tant qu'amateur. « J'ai grandi dans cet imaginaire. Dans les quartiers, les enfants ont besoin d'oublier leurs problèmes. Les clowns, les lutteurs apportent cette fantaisie. »

En ouverture de *Mythologies*, paru en 1957, le sémiologue Roland Barthes célébrait l'univers du *catch-as-catch-can* français, ancêtre du *wrestling* nord-américain (1) et de la *lucha libre* mexicaine. Il soulignait sa proximité avec le théâtre grec : « Il s'agit donc d'une véritable Comédie Humaine, où les nuances les plus sociales de la passion (fatuité, bon droit, cruauté raffinée, sens du "paiement") rencontrent toujours par bonheur le signe le plus clair qui puisse les recueillir, les exprimer et les porter triomphalement jusqu'aux confins de la salle. (...) Ce que le public réclame, c'est

*l'image de la passion, non la passion elle-même.* » Barthes oppose le *catch*, où l'issue du combat est fixée à l'avance, à la boxe, « sport janséniste, fondé sur la démonstration d'une excellence ; on peut parier sur l'issue d'un combat de boxe. (...) L'avenir rationnel du combat n'intéresse pas l'amateur de *catch*, alors qu'au contraire un match de boxe implique toujours une science du futur » (2).

La *lucha libre* s'enracine au Mexique dans la période industrielle postrévolutionnaire, quand, dans les années 1920, Mexico s'urbanise et se développe. Elle puise ses origines dans l'univers du quartier, dans les générations de *chilangos*, ces enfants ou petits-enfants de migrants partis à la capitale à la recherche de meilleures conditions de vie. C'est le cas de son personnage le plus emblématique : El Santo, « le Saint », aussi connu sous le nom de « l'Homme au masque d'argent ». Né en 1915 à Tulancingo, dans l'État d'Hidalgo, avant que sa famille migre vers la capitale et s'installe dans le quartier d'El Carmen, le jeune Rodolfo Guzmán Huerta se tourne comme d'autres vers le seul espoir d'ascension que peut nourrir un enfant sans ressources : le succès sportif. La boxe, mais aussi la lutte libre, popularisée par la visite de combattants européens et par la création en 1933 de la première entreprise professionnelle, le Consejo mundial de *lucha libre* (CMLL).

C'est aussi l'époque de la splendeur mexicaine, avec, notamment, l'arrivée du cinéma. El Santo sort des rings pour plonger dans les revues illustrées et la lanterne magique. Entre 1952 et 1973, il tourne dans plus de cinquante films, défendant la veuve et l'orphelin, quand ce n'est pas toute l'humanité, contre les Martiens, les zombies, les momies de Guanajuato, les femmes-vampires, et même contre certains magnats des



DESSIN DE SELÇUK

médias. Mais, au bout de quarante ans, la plus grande légende de la *lucha libre* tire sa révérence : il ôte son masque en direct à la télévision – une première. Il meurt quelques mois plus tard, en 1984.

Nul mieux que la photographe Lourdes Grobet n'a su capter cet âge d'or, l'entrelacement de l'ordinaire et du mythe, dans un triptyque photographique consacré aux lutteurs et aux lutteuses dans leurs combats de tous les jours, au public médusé – issu des rangs des *sincalzones* (les « sans-culottes »), ainsi que les désignaient les notables – et aux glorieuses arènes, symboles de modernité architecturale auxquels Lourdes Grobet donne la dimension de lieux de culte. Elle aura mis vingt-cinq ans à publier son œuvre, témoignage d'avant-garde d'une « théologie de la *lucha libre* », comme l'écrit en prologue du livre *Lucha libre* (3) Carlos Monsiváis, écrivain-poète, inlassable arpenteur de Mexico et de son spectacle quotidien.

Pour Monsiváis, l'apogée de la *lucha libre* est celui de la culture populaire latino-américaine : « Son âge d'or dialogue avec d'autres âges d'or dans le cinéma, le boléro, le tango, la valse péruvienne et la chanson ranchera (...) : une sensibilité urbaine qui commence avec la fierté du barrio et qui finit par transformer la vantardise en arme de survie. » Le populaire, écrit-il, se comprend « non pas comme opposé à l'aristocratie ou au bourgeois, mais comme réponse à l'invisibilité institutionnalisée des masses anonymes. »

La *lucha libre* gagne aujourd'hui une nouvelle aura auprès des classes moyennes et intellectuelles. Un premier séminaire universitaire lui a été consacré en septembre 2014 à Mexico (4), et des dizaines d'études l'analysent à la lumière du marxisme, du situationnisme ou encore de la théorie *queer* ; tentée de voir dans le kitsch assumé et la passion des masques la matrice d'une construction postmoderne des identités multiples... À côté des *técnicos* et des *rudos* est née une troisième catégorie de lutteurs, transgenres, grimés et habillés en femmes : les *exóticos*. Sacré champion du monde en 1992, Cassandro, le lutteur *exótico* de Ciudad Juárez, est devenu une icône gay dans le monde entier.

« Avant, la *lucha libre* était mal vue, considérée comme un spectacle vulgaire.

On la jugeait pratiquée par des brutes, des bêtes, explique Orlando Jiménez. Maintenant, c'est un symbole de modernité. » Pour cet historien, spécialiste iconoclaste de la *lucha libre* et arbitre à ses heures, cette évolution correspond aux transformations de la société mexicaine, et d'abord à l'essor des médias de masse. « En 1954, à l'arrivée de la télévision, la lutte est interdite, parce qu'elle diffuse un mauvais exemple pour les enfants. Puis, dans les années 1990, la télévision a imposé ses conditions aux lutteurs sur fond de dissolution des syndicats, qui étaient corrompus. » Auparavant, ceux-ci défendaient les lutteurs face aux pro-

moteurs, leur donnaient un statut, réclamaient une réglementation médicale. Ils se limitaient toutefois aux deux grandes arènes de Mexico. Le premier syndicat avait été créé par... El Santo.

Depuis sa fondation, en 1992, la nouvelle entreprise de promotion de la *lucha libre* Asistencia Asesoría y Administración (AAA) organise des spectacles non seulement au Mexique, mais aussi aux États-Unis et au Japon. Tirant profit de la privatisation des chaînes de télévision dans les années 1990, la « Triple A » a largement contribué à calquer la discipline sur le modèle américain, avec lutteurs bodybuildés, écrans géants, son et lumière, pom-pom girls et combats de nains. Ce qui a contraint la *lucha libre* à conformer son langage aux codes télévisuels, à scénariser le spectacle pour les caméras plutôt que pour le public.

La mort en direct du célèbre *rudo* El Hijo del Perro Aguayo (« le Fils du Chien Aguayo »), victime d'un traumatisme cervical causé par un coup de pied aérien de son adversaire, le 21 mars 2015 à Tijuana, a suscité un grand malaise au sein de la profession. Son agonie interminable a été filmée en gros plan alors que le spectacle continuait. L'accident a révélé la vulnérabilité des lutteurs, symboles intouchables du machisme mexicain, dont l'immense majorité travaille sans protection sociale ni suivi médical.

Mais, pour Orlando Jiménez, les conséquences de cette mondialisation de la *lucha libre* ne se réduisent pas à une perte d'authenticité. « C'est une réaction qui surprend même les *gringos*. Ils pensaient nous conquérir, mais c'est la *lucha libre* qui est en train de conquérir le continent – l'Amérique latine, où elle se développe peu à peu, mais aussi l'Amérique du Nord, grâce à la population mexicaine-américaine. Elle réalise une intégration culturelle. »

Un signe de l'universalité qui caractérise le phénomène de la lutte ? Jiménez en est convaincu : « On peut souligner les différences de style ; mais aux États-Unis, au Japon et au Mexique, des pays industriels avec une grande tradition de lutte, on retrouve la même situation : des populations qui souffrent d'une économie capitaliste socialement destructrice, qui sont habituées à prendre des coups. »

## Fort symbolisme politique

PAR AILLEURS, affirme l'historien, avec la professionnalisation vient la chance pour les lutteurs et les lutteuses de défendre leurs droits : « Le problème de ce pays est la désorganisation. Au XXI<sup>e</sup> siècle, cela change : les lutteurs s'organisent contre l'exploitation des promoteurs. La Fundación Equidad y Dignidad Lucha Libre, dirigée par trois lutteuses, est parvenue à ouvrir une discussion sur la protection sociale. »

Pour Jiménez, la *lucha libre* a toujours porté un fort symbolisme politique, « celui de la demande de justice sociale ». De Zorro au sous-commandant Marcos, le masque est un attribut populaire. Plusieurs pratiquants sont des figures de la lutte sociale, comme M. Fray Tormenta, le prêtre qui s'est lancé sur le ring pour financer son orphelinat, dont il a fait un vivier de lutteurs. De même, la *lucha libre* a inspiré des militants en quête d'emblèmes unificateurs.

En 1985, dans les décombres de Mexico détruite par le grand tremblement de terre, un personnage masqué, revêtu d'une cape rouge et or, a surgi : Superbarrio Gómez, animateur de quartier prenant fait et cause pour les victimes abandonnées sans toit ni secours par le gouvernement. Avec l'Assemblée des quartiers, il est parvenu à faire entendre les revendications des damnés de la grande ville. Superbarrio Gómez a continué de mener une partie de la contestation, notamment contre l'énorme fraude électorale qui a permis en 1988 la victoire à la présidentielle de M. Carlos Salinas de Gortari. Le candi-

dat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), alors aux commandes du pays depuis plus d'un demi-siècle, a ainsi battu M. Cuauhtémoc Cárdenas, candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD), qui incarnait alors un espoir de changement avant de tomber dans les mêmes travers de clientélisme et de corruption. « Je voulais que la *lucha libre*, tout ce grand symbolisme, réel et cosmique, soit transposé fidèlement et sans fard dans la lutte sociale et politique quotidienne (...) ; que, petit à petit, les villes et leurs rues se convertissent en grands quadrilatères [c'est-à-dire en rings] », écrit M. Marco Rascón Córdova, alias Superbarrio Gómez, dans son manifeste de la « *superdissidence* » (5).

« Superbarrio, le lutteur social, a capté le symbole, admet Jiménez. Mais ensuite, Superbarrio s'est converti en super-PRD, c'est-à-dire en cadre du corporatisme et des pratiques partisans. Il s'est converti en *rudo*. Il montre qu'un héros peut aider, mais aussi trahir. C'est la leçon politique de la *lucha libre*. »

(1) Lire Balthazar Crubellier, « Grandeur et délires du catch américain », *Le Monde diplomatique*, mai 2010.

(2) Roland Barthes, « Le monde où l'on catche », *Mythologies*, Points Essais, 2014 (1<sup>re</sup> éd. : 1957).

(3) Lourdes Grobet, *Lucha libre. Masked Superstars of Mexican Wrestling*, D.A.P. - Trilce, New York, 2008.

(4) « Seminario internacional sobre el espectáculo de la *lucha libre* en México », [www.indecusac.org](http://www.indecusac.org)

(5) « Where did the golden light that made Superdissidencia come from? », [www.superdissidencia.net](http://www.superdissidencia.net)

RUÉE VERS LA « HOUILLE BLANCHE » EN AMÉRIQUE CENTRALE

# Qui a tué Berta Cáceres ?

L'assassinat de Berta Cáceres le 3 mars dernier au Honduras a suscité une vague d'indignation. Ce meurtre s'ajoute à celui de nombreux militants amérindiens et écologistes opposés aux barrages hydroélectriques qui prolifèrent en Amérique centrale. Sous prétexte d'accompagner la « transition énergétique », les bailleurs internationaux sont peu regardants sur la nature des projets et les intérêts en jeu.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
CÉCILE RAIMBEAU \*

« **O** N VEUT du travail et du développement ! » En ce jour d'avril 2016, une vingtaine de paysans brandissent leurs machettes autour d'un meneur, le pistolet à la ceinture. Face à eux, des Amérindiens Lencas, accompagnés d'écologistes de diverses nationalités, tentent de se rendre sur le site du barrage Agua Zarca. Ils veulent poursuivre le combat de Berta Cáceres, honorée par le prix Goldman pour l'environnement en 2015 et assassinée un an plus tard, ou celui de Nelson García, tué quinze jours après elle. Bientôt, la délégation internationale doit reculer pour échapper aux lames menaçantes et aux jets de pierres. Les policiers demeurent immobiles.

La scène se déroule à San Francisco de Ojuera, dans l'ouest du Honduras. Elle offre une nouvelle illustration de la collusion ordinaire entre les forces de l'ordre et les soutiens de l'entreprise hydroélectrique Desarrollos Energéticos SA (DESA). Depuis que le Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (Copinh) – créé en partie sous l'impulsion de Berta Cáceres – proteste contre ce projet de barrage, on observe une militarisation de la zone et un harcèlement policier. Les arrestations arbitraires deviennent monnaie courante.

En 2009, moins de deux mois après le coup d'État militaire (soutenu par la droite) ayant renversé le président Manuel Zelaya (1), le Honduras a adopté la loi générale des eaux, qui autorise l'octroi de concessions sur un tiers des ressources en eau du pays. Moins d'un an plus tard, quarante étaient déjà accordées... et les assassinats ciblés de protestataires se multipliaient. En six ans, cent neuf Honduriens ont été tués pour avoir pris position contre des projets de barrage hydroélectrique, d'exploitation minière, forestière ou agro-industrielle (2).

Ce bilan n'est pas propre au pays : au moins quarante défenseurs de rivières ont été assassinés en dix ans dans toute l'Amérique centrale, selon le Mouvement mexicain des personnes affectées par les barrages et de défense des rivières (Mapder) (3). En octobre 2014, Atilano Román Tirado, le dirigeant d'un mouvement d'agriculteurs mexicains déplacés par le barrage Picachos, était abattu. Il présentait son émission de radio, et ses auditeurs ont pu entendre les coups de feu en direct. Au Guatemala, où le gouvernement du président Otto Pérez Molina a été contraint à la démission en septembre 2015 à la suite d'un vaste scandale de corruption, on compte au moins treize morts, dont deux enfants de l'ethnie maya q'eqchi' originaires du village de Monte Olivo. Ici comme ailleurs dans la région, l'oligarchie est la principale bénéficiaire de cet emballement pour la « houille blanche » (l'énergie hydroélectrique), encouragé par les prêts de banques internationales – Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement (BID) et Banque centre-américaine d'intégration économique (BCIE) – et les filiales des agences de coopération européennes qui se consacrent au soutien du secteur privé des pays du Sud : la française Proparco (filiale de l'Agence française de développement), l'allemande DEG, la néerlandaise FMO... Ces organismes d'économie mixte n'hésitent pas à s'allier plus ou moins discrètement avec des fonds de pension et des multinationales, à travers des montages complexes.

Facilités par des pratiques clientélistes et spéculatives, les concessions se multiplient, si bien que les projets hydroélectriques pullulent dans toute l'Amérique centrale : cent onze au Panama, une soixantaine au Costa Rica, plus d'une trentaine au Nicaragua, au moins quarante au Honduras, une vingtaine au Salvador, plus d'une cinquantaine au Guatemala et au Mexique... Prévus ou en cours de construction, tous ces barrages font partie d'un vaste programme d'intégration régionale : le projet Mesoamérica (PM),

version plus présentable du controversé plan Puebla-Panamá (4), qui prétendait combattre les inégalités en renforçant la libéralisation des échanges grâce au développement massif des infrastructures régionales. Ce nouveau programme promeut l'énergie dite « renouvelable » au nom de la lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit de connecter cette multitude de centrales hydroélectriques à la nouvelle ligne à haute tension de 1 800 kilomètres qui traverse six pays, du Panama à Guatemala. Ce Système d'interconnexion électrique des pays d'Amérique centrale (Siepac) compte la transnationale italo-espagnole Endesa-ENEL parmi ses actionnaires. À ses côtés, les compagnies nationales d'électricité des pays concernés, toutes en voie de privatisation...

« L'objectif est de promouvoir un marché électrique régional, compétitif, ouvert aux entreprises du secteur électrique de chaque pays, qu'elles soient productrices ou distributrices d'énergie », nous explique M. Giovanni Hernandez, le secrétaire exécutif de la Commission régionale d'interconnexion électrique (CRIE), l'organisme régulateur de ce marché, basé dans la ville de Guatemala. En autorisant l'importation et l'exportation de l'énergie d'un pays à l'autre, ce grand marché de l'électricité doit « servir la croissance économique dans un schéma "gagnant-gagnant" ». La logique de cet équilibre serait évidente : la compétition entre acteurs privés garantirait de meilleurs services à des tarifs plus avantageux pour les usagers.

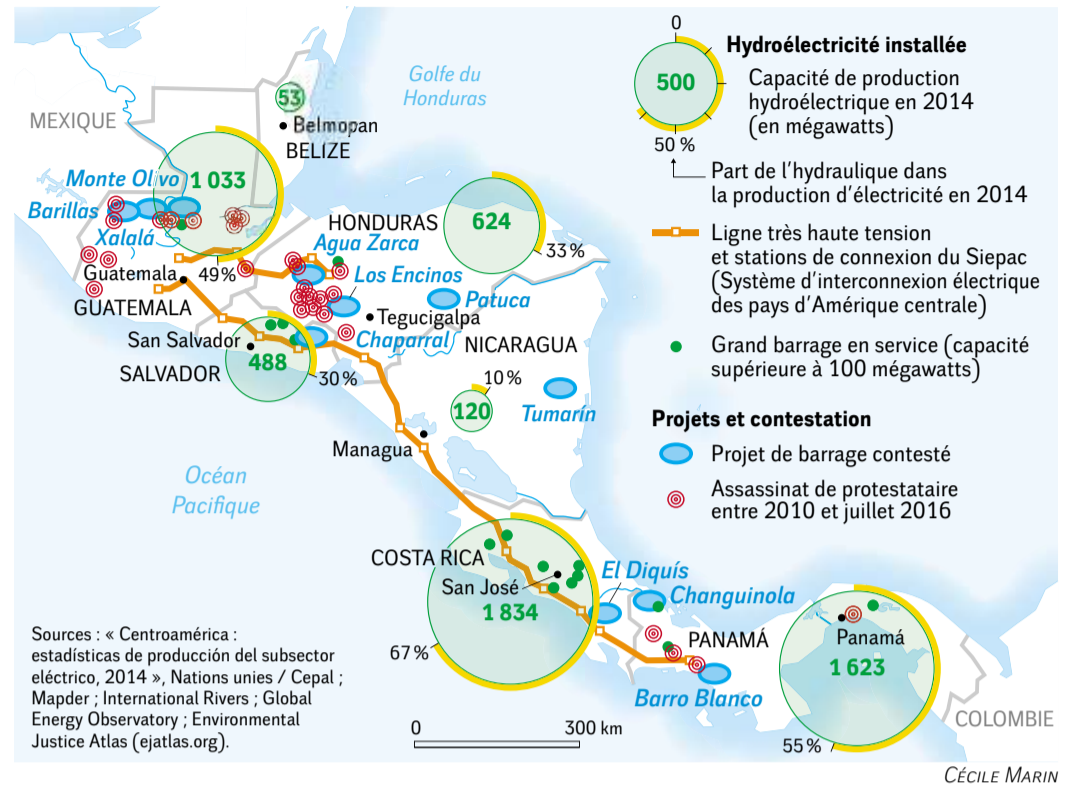
## Des barrages au cœur des terres indigènes

Ne voyant pas ces promesses s'accomplir, les opposants aux barrages des pays traversés par le Siepac s'inquiètent des abandons de souveraineté qu'engendrent ces concessions : si l'on met à part le Costa Rica, où les mouvements sociaux se battent depuis une vingtaine d'années pour préserver le secteur public, environ 80 % de la production d'électricité d'Amérique centrale est déjà privatisée. Des sociétés transnationales (AES, ENEL, Gas Natural Fenosa, TSK-Melfosur, Engie, etc.) et régionales (Grupo Terra, Lufussa) ont conquis les plus importantes parts de marché aussi bien dans la distribution que dans la production d'électricité (5).

Au Guatemala, où la privatisation du secteur de l'énergie a été subordonnée à la reconstruction après la fin de la guerre civile en 1996, de nombreux paysans ne peuvent plus payer leurs factures d'électricité, bien qu'ils n'utilisent que deux ou trois ampoules par foyer. « Leur note s'élève à plus de 20 % de leur salaire, observe M<sup>me</sup> Thelma Cabrera, la présidente du Comité de développement paysan (Codeca). En vingt ans, le prix du kilowatt-heure a augmenté au point de devenir le plus cher de toute l'Amérique centrale et de beaucoup de pays d'Amérique latine. » En 2015, l'entreprise Energuate (du groupe britannique Actis) facturait le kilowatt-heure à environ 25 centimes de dollar, soit 2,5 fois plus que le prix moyen pour les particuliers dans les autres pays d'Amérique centrale.

Pour protester contre cette situation et exiger la renationalisation des services électriques, les membres du Codeca refusent de payer, tout en se connectant clandestinement au réseau. Les trois principaux mouvements guatémaltèques de résistance à ces hausses tarifaires s'exposent ainsi à la répression. Entre 2012 et 2014, 97 personnes ont été incarcérées, 220 blessées, 17 tuées. La plupart lors de manifestations (6).

Si les privatisations n'ont pas encore généré les baisses tarifaires escomptées, la multiplication des barrages « devrait y contribuer », assure à son



tour M. Luis Manuel Buján Loaiza, le directeur financier de l'entreprise propriétaire du réseau Siepac (EPR), installée à San José, capitale du Costa Rica. « L'hydroélectricité est pour l'heure l'énergie la moins chère à produire, ce qui devrait à terme se répercuter sur les factures des usagers. » Néanmoins, le cas du Costa Rica fournit un nouveau contre-exemple : dans ce pays où 67 % de l'électricité produite était déjà d'origine hydraulique en 2014, les tarifs ont grimpé jusqu'en 2013, puis sont restés parmi les plus élevés de la région, spécialement pour les particuliers (7).

Dans la foulée du Guatemala, premier exportateur d'électricité d'Amérique centrale, le Costa Rica s'engage sur cette voie au mépris des populations locales, qui n'en tirent aucun bénéfice, doivent être déplacées ou voient leur environnement bouleversé. Déjà autosuffisant avec 97 % de son électricité fournie grâce aux énergies renouvelables, ce pays entend construire le plus grand barrage de la région, pourvu d'un réservoir couvrant plus de 6 800 hectares, sur le territoire des Amérindiens Térraba. « De par sa taille, ce projet baptisé El Diquís émettra une telle quantité de méthane – un gaz à effet de serre émanant de la décomposition de la végétation tropicale inondée – qu'il est difficile de le considérer comme plus écologique qu'une centrale thermique », souligne le Pr Jorge Lobo, biologiste à l'université nationale du Costa Rica. Bien que produisant une énergie « renouvelable », les barrages, en particulier les plus grands, sont loin d'avoir un impact négligeable sur l'environnement : terres arables noyées, accélération de l'érosion, rétention des sédiments, modification de la répartition des eaux et des écosystèmes, réduction de la biodiversité, etc.

« Est-il sensé de multiplier les barrages hydroélectriques au nom de la lutte contre le réchauffement climatique sans remettre en cause un modèle de développement hyperconsommateur en énergie et destructeur ? », interroge à son tour le président de la Fédération écologiste du Costa Rica, M. Mauricio Álvarez. Son organisation conteste les projections de consommation énergétique officielles qui justifient de nouveaux barrages. Ces évaluations font fi de toute sobriété énergétique et sont calculées sur la base du développement d'une économie minière et extractive à la fois polluante, très consommatrice en électricité et génératrice de conflits socio-territoriaux meurtriers.

Au Panama, le barrage Barro Blanco, contesté par les Amérindiens Ngäbes, produira la quantité d'électricité nécessaire à un seul grand centre commercial climatisé, encore plus énergivore que chaque gratte-ciel de la capitale. En dépit de dures années de protestation, la population de trois hameaux ngäbes est sur le point d'être expulsée avec l'achèvement de la retenue et sa première mise en eau. Celle-ci a été édifée à proximité de la frontière délimitant le territoire attribué aux Ngäbes-Buglé, protégé par la Constitution panaméenne, si bien que son lac artificiel inondera illégalement six hectares du domaine amérindien.

Des entreprises régionales et internationales construisent tout le long du Siepac des barrages en terre indigène contre la volonté de leurs habitants. Les droits des peuples autochtones « à la consultation et au consentement préalable, libre et éclairé » figurent pourtant dans la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et dans la convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du travail, qui a été ratifiée par la plupart des États américains.

Les Amérindiens Ngäbes, qui manifestent depuis cet été, ont déjà perdu deux des leurs lors de précédentes marches sévèrement réprimées en 2012. Ils dénoncent l'agrément du mécanisme pour un développement propre (MDP), rattaché au protocole de Kyoto, accordé au barrage Barro Blanco. Ce système de marché du carbone encouragé par l'Organisation des Nations unies (ONU) promeut le financement par les pays riches de projets favorisant les énergies renouvelables dans les pays du Sud. Les entreprises hydroélectriques convertissent en crédits carbone le gaz carbonique qui n'a pas été émis et les vendent à des entreprises polluées devant compenser leurs émissions. « Ces agréments sont octroyés à des projets qui prétendent dégager moins de gaz à effet de serre qu'un projet à énergie fossile. Mais les besoins énergétiques réels des pays ne sont pas des facteurs qui priment dans les paramètres d'attribution, et encore moins l'avis des populations locales », remarque le Pr Lobo, pré-occupé par les déforestations qui menacent la riche biodiversité d'Amérique centrale.

## « Nous avons besoin de la solidarité internationale »

Les Ngäbes ont envoyé des lettres de doléances au conseil exécutif du MDP. Berta Cáceres n'avait rien obtenu de cet organisme onusien. Après son meurtre, la police militaire hondurienne a procédé à l'arrestation de six suspects, parmi lesquels un militaire à la retraite, ex-employé de DESA, et un militaire actif. La famille de la militante écologiste et les organisations indigènes continuant à réclamer une enquête indépendante, d'autant que le quotidien britannique *The Guardian* a révélé que son nom se trouvait sur une liste de l'armée hondurienne où figuraient ceux de personnes à éliminer (8).

« Nous avons besoin de la solidarité internationale et de la pression des citoyens de l'Union européenne sur leurs propres entreprises, banques et gouvernements », lance Bertita, la fille de Berta Cáceres. « Ma mère n'est pas morte pour rien, sa lutte doit se propager. » Le retentissement de cet assassinat a conduit plusieurs bailleurs internationaux (FMO, Finnfund) à suspendre leurs financements au projet Agua Zarca, tandis que l'entreprise allemande Voith Hydro a gelé toute livraison de turbines à l'entreprise hondurienne, dans l'attente des conclusions de la justice. Mais les investisseurs étrangers sont encore loin d'avoir intégré le libre consentement des populations locales avant de soutenir les projets régionaux.

(1) Lire Maurice Lemoine, « Ces relents de guerre froide venus du Honduras », *Le Monde diplomatique*, septembre 2009.

(2) Global Witness, « On dangerous ground », rapport du 20 juin 2016, [www.globalwitness.org](http://www.globalwitness.org)

(3) « Mapa de asesinatos por represas en Mesoamérica », Movimiento mexicano de afectados por represas y en defensa de los ríos (Mapder), 15 mars 2016.

(4) Lire Braulio Moro, « Une recolonisation nommée "plan Puebla-Panamá" », *Le Monde diplomatique*, décembre 2002.

(5) Comisión Regional de Interconexión Eléctrica (CRIE), « El sector eléctrico en América central », 2013.

(6) Codeca, « La privatización del derecho a la energía eléctrica », octobre 2014.

(7) Comisión Económica para América Latina y el Caribe (Cepal), « Centroamérica : estadísticas del subsector eléctrico, 2014 », Mexico, juin 2015.

(8) Nina Lakhani, « Berta Cáceres's name was on Honduran military hitlist, says former soldier », *The Guardian*, Londres, 21 juin 2016.



Maria, 55 ans, ouvrière dans une usine de chaussures. Entre 135 et 180 euros mensuels. « Je travaille ici depuis plus de vingt ans. Mais c'est déjà bien d'avoir ça plutôt que rien. »



Rodica, 34 ans, professeure d'anglais dans une école publique. 320 euros mensuels. « En plus de mon travail, je donne des cours particuliers, qui sont bien mieux payés. Je pense que je partirai un jour, pour mes enfants. »



Des policiers protègent les bureaux de l'oligarque Vladimir Plahotniuc. Tout au long de l'année 2015, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Chişinău contre la corruption des élites, causant la chute du gouvernement.

UNE POPULATION RÉUNIE DANS LA RUE C

À Chişinău, une gigantesque fraude financière a jeté la population dans la rue. Prorusses et pro-occidentaux ont défilé ensemble contre le système oligarchique. Mais, à l'approche de l'élection présidentielle du 30 octobre, la classe politique se complaît dans les anciennes fractures, semblant ignorer que les Moldaves se sont lassés des clivages géopolitiques.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE JULIA BEURQ \*

« **R**EGARDE ce gros député, il a volé autant qu'il a pu. / Les gens vivent dans la rue et eux dans des palais. / Le jour viendra où les milliards qu'ils ont volés ne leur seront pas suffisants pour les aider à échapper à la justice... » Un air de hip-hop résonne sur une petite place du centre-ville de Chişinău, la capitale moldave. M. Traian Barbara, le micro à la main, déverse son flot de paroles face à une vingtaine de jeunes rassemblés à l'occasion d'un festival de culture urbaine. « Cette chanson, on l'a écrite en 2013, mais on ne pouvait pas imaginer que, deux ans plus tard, ils voleraient réellement 1 milliard », raconte le jeune rappeur, comme surpris de sa clairvoyance. Depuis son indépendance, en 1991, la Moldavie était présentée comme une société composite, incapable d'un redressement national. À la diversité ethnique, avec d'importantes minorités ukrainienne, russe et gagaouze, s'ajoutent des divisions linguistiques (entre roumanophones et russophones), religieuses (entre orthodoxes rattachés aux patriarcats d'Athènes, de Moscou ou de Bulgarie) ou territoriales (avec l'indépendance de fait de la Transnistrie [1]). Dans le champ politique, ces fractures ont nourri une polarisation entre adversaires et partisans d'un rapprochement avec l'Alliance atlantique et l'Union européenne, reléguant les questions économiques et sociales au second plan. Aujourd'hui, la colère populaire contre la corruption et l'oligarchie pourrait-elle balayer le clivage principal qui oppose pro-occidentaux (ou pro-européens [2], au sens de « favorables à un rapprochement avec l'Union européenne ») et prorusses ?

Les premiers signes de ce changement apparaissent en avril 2015. La presse et certains hommes politiques évoquent depuis quelques mois l'existence d'une fraude bancaire massive. Sous la pression de la rue, le gouvernement confirme que 1 milliard de dollars ont disparu de trois grands établissements financiers en deux jours (lire

*l'encadré*). L'équivalent de 13 % du produit intérieur brut (PIB) dans cette ancienne république soviétique qui compte trois millions et demi d'habitants.

## Chute de trois gouvernements en 2015

Le 3 mai 2015, à l'appel de la plate-forme civique Dignité et vérité (Demnitate și Adevăr, DA) – un collectif créé par une poignée d'intellectuels –, cinquante mille personnes se massent dans l'artère principale de la capitale pour réclamer « le retour du milliard ». Le pays n'avait pas connu une telle manifestation depuis l'indépendance. Contre toute attente, lors des nombreux rassemblements qui suivent, des mouvements prorusses rejoignent la plate-forme DA, alors considérée comme une formation pro-occidentale. Tous protestent contre la coalition au pouvoir, l'Alliance pour l'intégration européenne (AIE), jugée complice et responsable de la fraude. Le « casse du siècle », comme on le surnomme en Moldavie, a fait l'effet d'un catalyseur. La monnaie (le leu) perd 30 % de sa valeur en quelques mois, provoquant une inflation des produits alimentaires – largement importés –, des tarifs de l'énergie, ainsi qu'une envolée des loyers, que les propriétaires fixent en euros, comme dans beaucoup de pays d'Europe centrale et orientale. « Pour la première fois depuis longtemps, le pays a réussi à s'unir autour d'une cause, estime Natalia Morari, journaliste et animatrice d'une émission politique pour une chaîne de télévision privée. Quels que soient leur groupe ethnique, leur langue, les Moldaves ont compris qu'ils avaient tous été volés. »

Magnat des médias, l'oligarque Vladimir Plahotniuc est devenu le symbole de la corruption de l'État moldave et de son accaparement par des clans. Cet homme d'affaires de 50 ans a d'abord

# Après le « casse du

étendu son empire économique lorsqu'il gérait les entreprises du communiste Vladimir Voronine, président de 2001 à 2009. Jusqu'alors « cardinal de l'ombre », M. Plahotniuc a fait officiellement son entrée dans le monde politique en 2010, en « achetant » le Parti démocrate de Moldavie (PDM). Principal financeur de cette formation, il s'assure le soutien de ses députés, une vice-présidence au Parlement et, ainsi, la défense de ses intérêts économiques. En contrôlant le principal parti de la coalition pro-occidentale au pouvoir, M. Plahotniuc devient un élément incontournable du jeu politique. « On pourrait le comparer à une mauvaise herbe qui aurait poussé sans trop faire d'ombre aux autres, soutient l'écrivain et éditeur Emilian Galaicu-Păun. Lorsque ses fleurs ont écloso et qu'on a voulu la couper, on s'est rendu compte que ses racines étaient trop profondes pour l'arracher. »

La révélation du « casse du siècle » provoque une période d'instabilité politique en Moldavie – trois gouvernements chutent en quelques mois. Début 2016, alors que les députés peinent à s'accorder sur le nom d'un premier ministre, M. Plahotniuc tente d'imposer sa candidature. Seul le veto du président, M. Nicolae Timofti, l'en empêche. Redoutant une victoire des prorusses en cas d'élections législatives anticipées, les pro-occidentaux de l'AIE accélèrent le processus de nomination. Le 20 janvier, dans le plus grand secret et à la limite de la légalité, ils investissent en un temps record – six minutes et quarante-sept secondes – le démocrate Pavel Filip, un proche de M. Plahotniuc, provoquant le départ de certains partis de la coalition.

Du fin fond de la campagne moldave, la colère gronde dès l'annonce de ce coup de force. Ainsi M. Vasile Neaga, agriculteur de 52 ans, s'est « senti humilié » par ces méthodes, et il prend le premier

bus pour la capitale. Producteur de poivrons dans le petit village de Râscăieți, il n'avait jamais manifesté. Des milliers de contestataires se massent devant le Parlement, en dépit de la nuit et du froid, afin d'empêcher l'investiture de M. Filip. Dans la foule, M. Neaga, fervent partisan de la réunification avec la Roumanie (3) et du rapprochement avec l'Union européenne, est surpris par ses voisins : « J'étais entouré de manifestants prorusses qui avaient des visions et des valeurs différentes des miennes, raconte-t-il. Pourtant, nous avions tous le même but : faire tomber ce gouvernement, qui n'est pro-occidental que de nom. » Sur les marches du Parlement, entre la foule en colère et une rangée de policiers anti-émeutes, les trois chefs de l'opposition appellent ensemble au calme. M. Igor Dodon (chef du Parti des socialistes de la République de Moldavie, PSRM), M. Renato Usatîi (un millionnaire au passé douteux) – tous deux proches de la Russie – et le pro-occidental Andrei Năstase (de la plate-forme DA) évitent que la situation ne dégénère.

## L'image de l'Union européenne s'est ternie

Le 4 mars, une décision de la Cour constitutionnelle fait voler en éclats ce consensus inédit. En décidant que le prochain président devra être élu au suffrage universel et non plus par le vote des députés, elle attise les rivalités entre les chefs de l'opposition. Les discussions pour choisir un candidat commun n'aboutissent pas. « Au sein du mouvement, il y avait des politiques de droite et de gauche, des pro-occidentaux et des prorusses. Les électeurs ne s'y seraient pas retrouvés », justifie M. Dodon, qui décide de faire cavalier seul pour le

## Un milliard disparaît

TROIS ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES, et non des moindres, sont impliqués dans la fameuse disparition du milliard. À elles seules, la Caisse d'épargne, la Banque sociale et Unibank détiennent environ un tiers des actifs bancaires moldaves, y compris l'argent destiné aux retraites. En mai 2015, sous la pression de la rue, le président du Parlement moldave dévoile le rapport Kroll. Selon ce document, qui détaille les mécanismes de la fraude, la privatisation partielle, dès 2012, de ces trois banques au profit du jeune millionnaire Ilan Shor a largement facilité leur pillage. Selon ce même rapport, les 25 et 26 novembre 2014, juste avant les élections législatives, des crédits douteux de 13,5 milliards de lei (750 millions de dollars) sont transférés sur des comptes bancaires lettons via des compagnies moldaves et des sociétés extraterritoriales enregistrées au Royaume-Uni et à Hongkong. Quelques jours plus tard, au bord de la faillite, les trois banques passent sous la tutelle de la banque centrale, obligeant le gouvernement à assumer les pertes. Le procès de M. Shor, accusé de blanchiment et d'escroquerie, a commencé le 6 septembre. Le parquet a requis quinze ans de prison. Pendant ce temps, les contribuables continuent de rembourser les créances frauduleuses.

J. B.



Ion, 67 ans, retraité et gardien de parking. 200 euros mensuels. « J'ai la chance d'avoir ma propre maison, que j'ai construite à l'époque soviétique. Aujourd'hui, c'est plus dur et les prix ne cessent d'augmenter. »



Ana (pseudonyme), 50 ans, médecin. Environ 600 euros mensuels, dont un tiers de pots-de-vin. « Si mes patients ne me donnent rien, je ne les soigne pas. Je suis corrompue, j'en ai honte, mais je n'ai pas le choix : c'est ainsi que fonctionne la société moldave... »

CONTRE L'OLIGARCHIE ET LA CORRUPTION

## siècle » en Moldavie

scrutin, fixé au 30 octobre. Donné favori dans les sondages, cet ancien communiste a su profiter du rapprochement avec la plate-forme DA en faisant évoluer son discours : « *Je ne suis ni prorusse ni pro-occidentale, je suis promoldave* », maintient-il, quand bien même il posait avec M. Vladimir Poutine sur des affiches électorales il y a à peine deux ans.

Les autres candidats de l'opposition, M. Năstase et M<sup>me</sup> Maia Sandu, du parti Action et solidarité, hésitent à mettre en avant leur orientation pro-occidentale pour ne pas être suspectés de sympathie pour M. Plahotniuc, qui cherche à s'afficher comme proche des États-Unis. Une photographie où il pose avec M<sup>me</sup> Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État américaine pour l'Europe et l'Eurasie, a récemment fait le tour de la Toile moldave. « *Quel besoin avaient les Américains de s'afficher avec l'homme le plus détesté de la Moldavie ?* », peste un diplomate européen. « *M. Plahotniuc est la personne qui gouverne de facto le pays*, explique au contraire un expert en politique internationale au sein d'un institut de recherche sur la sécurité en Europe, qui préfère garder l'anonymat. *Vu le contexte avec la Russie, personne n'a intérêt à ce qu'il y ait des problèmes en Moldavie. M. Plahotniuc peut sous certains aspects apparaître comme un élément de stabilité dans la région.* »

En 2011, le vice-président américain Joe Biden, en visite à Chişinău, présentait le parcours de son pays hôte comme une *success story* de l'Europe. L'expression, largement reprise par la suite, ternit désormais l'image d'une Union européenne qui, en signant un accord d'association ou en libéralisant le régime des visas, s'est montrée peu regardante sur les coulisses du pouvoir moldave afin de renforcer son influence et ses alliances dans la région.

Fin 2012 pourtant, la vitrine commençait à se fissurer. Les Moldaves découvraient les termes d'un accord secret entre les partis de l'AIE pour se partager les institutions judiciaires, politiques et financières de l'État. Cet accord illégal a donné lieu à d'intenses luttes de pouvoir. En décembre 2012, alors que le procureur général tente d'étouffer l'enquête sur un décès suspect lors d'une partie de chasse à laquelle lui et plusieurs hauts dignitaires de l'État participaient, le premier ministre Vladimir Filat saisit l'occasion pour écarter du pouvoir son ancien partenaire d'affaires, M. Plahotniuc. Mais il est à son tour mis en cause dans la privatisation de la Caisse d'épargne moldave (BEM), l'un des établissements affectés par le « casse du siècle ». En juin dernier, il a été condamné à huit ans de prison dans cette affaire. « *À partir du moment où M. Filat a été chassé de la scène, nous avons vraiment pris conscience que c'était une guerre entre oligarques* », confie un diplomate occidental.

Du côté des chancelleries de l'Union européenne, on enrage parce que ces scandales éclaboussent un gouvernement pro-occidental. Prompts à présenter le partenariat avec l'Union comme un marchepied vers l'État de droit, les Occidentaux sont pris en défaut et redoutent un soulèvement à l'image de celui qu'a connu l'Ukraine, mais avec des conséquences géopolitiques inverses. En dépit d'alertes multiples, les institutions européennes n'ont suspendu les financements qu'après la révélation du « casse du siècle ». Dans un pays comme la Moldavie, dont le quart du budget peut dépendre de subventions extérieures (4), ce genre de pression aurait pu avoir un impact. « *Nous avons espéré que l'Union européenne arriverait à discipliner ces hommes d'affaires passés à la politique en les attaquant au porte-monnaie*, explique Valentin Lozovanu, chercheur en économie politique au sein de l'Institut pour le développement et les initiatives sociales. *Mais, quand un gouvernement n'est responsable que face à des financeurs extérieurs – et pas devant ses citoyens – et qu'en plus il n'est ni sanctionné ni critiqué par les premiers, c'est tout le fonctionnement démocratique qui est fragilisé.* »

### La tentation de trouver des ennemis extérieurs

Pour autant, les positionnements géopolitiques vont sûrement rester prédominants dans la bataille politique qui s'annonce en Moldavie. « *Comme les politiciens n'ont pas de réel programme, il est toujours plus facile pour eux de se trouver des ennemis extérieurs qui menacent l'État* », explique Arcadie Barbăroşie, analyste au sein de l'Institut des politiques publiques à Chişinău. En 2014, lors des dernières élections législatives, l'AIE est allée jusqu'à brandir la menace du retour des tanks russes afin d'empêcher la victoire de ses adversaires, donnés favoris (5).

Le « casse du siècle » a éveillé chez les manifestants de cet hiver la conscience d'une citoyenneté qui prendrait le pas sur la langue ou le groupe ethnique. Mais, à l'approche des élections, cette aspiration peine à trouver un débouché politique, surtout que la sphère médiatique est elle-même organisée en deux pôles : les succursales locales des chaînes russes et les canaux pro-européens. Aucun homme politique n'a intérêt à réformer le système oligarchique. « *Le problème, ce n'est pas réellement Plahotniuc, c'est l'État moldave*, estime Petru Negură, sociologue et cofondateur de Platzforma.md, un site de critique



Sergiu, 41 ans, ouvrier en Russie. De passage en Moldavie, il retape l'appartement de son frère. Entre 500 et 1 000 euros mensuels, parfois rien. « Ce que je pense de mon pays ? Je ne sais même pas comment le formuler. »



Larisa, 59 ans, retraitée. 100 euros mensuels plus du travail au noir. « J'ai travaillé vingt-cinq ans comme ingénieure. Mon mari dirigeait un kolkhoze, il était communiste, pas moi. »

sociale. *La vulnérabilité de l'État l'a conduit à devenir ce qu'il est. Même si un jour cet oligarque disparaissait, il serait remplacé par un autre, et cela ne changerait strictement rien à la situation du pays.* »

JULIA BEURQ.

Ces photographies, extraites d'« En Moldavie "comme sur un volcan" », ont été réalisées par Pablo Chignard en septembre et octobre 2015.

Iconographie : Lattitia Guillemain

(1) Lire Jens Malling, « De la Transnistrie au Donbass, l'histoire bégaie », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

(2) Cf. Matei Cazacu et Nicolas Trifon, *La République de Moldavie. Un État en quête de nation*, Non Lieu, Paris, 2010.

(3) Lire Guy-Pierre Chomette, « La Moldavie repoussée vers l'Est », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002.

(4) Les subventions extérieures représentaient 13,3% du budget national moldave en 2013, et 27% en 2014. Cf. Valentin Lozovanu, « Potentzialul asistentei externe : mai poate mecanismul de conditionare promovata reformele în Republica Moldova? », *IDIS Viitorul*, n° 4, Chişinău, juin 2016.

(5) Cf. Vincent Henry, « La Moldavie, un peuple en otage », *Les Notes de l'IRIS*, Paris, avril 2016.

# Des Pirates à l'assaut de

(Suite de la première page.)

Il figure dans les premiers du monde pour le revenu par habitant et présente le plus fort taux d'emploi des pays industrialisés, avec 84,7 % d'actifs au sein de la population en âge de travailler (contre 64,5 % dans la zone euro ou 50,8 % en Grèce [2]).

Appelé au chevet de l'Islande par le premier ministre de l'époque Geir Haarde, le Fonds monétaire international a apporté une aide financière jusqu'en 2011. Même ses économistes ont dû reconnaître que cette *success story* doit beaucoup aux mesures antimarché, et notamment à la décision du gouvernement de donner la priorité aux déposants sur les actionnaires et de ne pas assumer la responsabilité des pertes des banques, contrairement à l'approche irlandaise (3). Après la «révolution des casseroles» qui a chassé du pouvoir le Parti de l'indépendance (conservateur, allié aux sociaux-démocrates), la majorité de gauche élue en avril 2009 (sociaux-démocrates et gauche écologiste) a mis en place des mesures d'austérité. Mais elle s'est efforcée de réduire la charge des emprunts pour les particuliers, en effaçant notamment les dettes excédant la valeur des propriétés tout en utilisant les recettes de l'État-providence pour atténuer l'impact de la récession sur les ménages (4). D'un côté, les programmes sociaux visant les plus faibles revenus étaient renforcés (les transferts aux ménages et la protection sociale, hors retraite, passant de 15 % du produit intérieur brut en 2008 à 19,5 % en 2009); de l'autre, les plus hauts revenus se voyaient fortement mis à contribution par l'impôt (par exemple, pour les 10 % les plus riches, l'impôt est passé de 24 % du revenu disponible en 2008 à 31,8 % en 2010). Ainsi, outre le retour rapide de la croissance et la baisse du chômage, l'exemple islandais se caractérise par une réduction des inégalités accompagnant la sortie de crise (voir le graphique page 17).

## Plusieurs banquiers ont été condamnés à la prison

«Nous avons aussi refusé les privatisations et mis en place un grand nombre de formations pour les personnes qui perdaient leur travail», nous explique M<sup>me</sup> Katrín Jakobsdóttir, ministre de l'éducation à l'époque. Aujourd'hui cheffe du Mouvement gauche-vert, elle estime qu'avoir pu dévaluer la monnaie et ne pas être membre de l'Union européenne fut une chance: «La politique économique de la Banque centrale européenne est trop guidée par la lutte contre l'inflation. Avec de tels taux de chômage, les mesures d'austérité prises en Grèce, en Espagne, au Portugal engendrent beaucoup de rage dans la population, ce qui peut mener vers des routes très dangereuses. Nous pensons qu'il faut repenser la politique économique par une approche plus keynésienne.»

Les Islandais, qui avaient longtemps reconduit au pouvoir les partisans de la dérégulation et de la



GEIRIX. – Noir et Blanc jouant aux échecs dans le centre de Reykjavik, 2015

privatisation des banques en espérant devenir riches, découvriraient alors les affres de la finance. L'envie de réussite et l'esprit pionnier forgé sur ces terres ingrates laissèrent la place au dégoût pour la triche et à la soif de justice. «L'attente était telle que beaucoup de gens qui ne possédaient plus rien ne comprenaient pas toutes les précautions de procédure. Mais les poursuites en matière de criminalité financière s'avèrent beaucoup plus difficiles que pour d'autres crimes», se souvient M<sup>me</sup> Ragna Arnadóttir, nommée ministre de la justice au plus fort de la crise. Aujourd'hui directrice adjointe de la compagnie nationale d'électricité, elle semble encore éprouvée par cette expérience: «Lorsque les gens n'ont plus confiance dans le système, c'est à celui-ci de trouver la voie pour regagner la confiance du peuple. Y avons-nous réussi? Je ne sais pas.» Les enquêtes du groupe spécial de magistrats et de policiers (5) ont permis d'envoyer plusieurs banquiers en prison et de condamner (sans peine) M. Haarde. Mais la Cour européenne des droits de l'homme n'a toujours pas statué sur le sort de l'ancien premier ministre, et la plupart des banquiers sont déjà revenus dans la vie économique. Les révélations sur les «Panama papers» n'ont pour l'instant donné lieu qu'à des enquêtes fiscales.

«Nous n'avons pas vraiment réalisé ce que les gens attendaient après le très bon rapport parlementaire (6) sur ce qui ne fonctionnait pas dans la sphère politique ou dans le système bancaire», explique M<sup>me</sup> Birgitta Jónsdóttir, la figure de proue du Parti pirate, qui se verrait bien présider le prochain Alþingi (Parlement) si le succès était au rendez-vous. Artiste, militante de WikiLeaks et d'une association écologiste, elle s'est lancée en politique en 2009 avec le Mouvement des citoyens. Depuis, elle siège au Parlement et a fondé le Parti pirate en

2012. «Par exemple, nous n'avons toujours pas séparé les banques de dépôt des «banques-casinos», poursuit-elle. L'élaboration d'une nouvelle Constitution fut un beau moment. Nous avons un bon texte sur la séparation des pouvoirs, la transparence et la responsabilité (7), mais, malgré son approbation par référendum, le processus est bloqué par le Parlement depuis 2013.» En juin 2010, elle a obtenu le vote d'une résolution unanime des députés en soutien à une «Initiative pour la modernisation des médias» qui visait à transformer l'Islande en paradis de la liberté d'expression et en refuge pour les lanceurs d'alerte: «Cela reste aussi un projet inachevé. Les textes d'application attendent leur passage devant le Parlement. Alors que les technologies évoluent rapidement, nous n'écrivons pas les lois assez vite.»

## Référendums gagnants contre la Commission européenne

Le retour de la droite au pouvoir en avril 2013 a figé le processus de refondation de la vie politique. La gauche n'avait pas su répondre à l'aspiration pour davantage de démocratie ou à certains problèmes concrets, telle l'insuffisance de logements. Elle a surtout payé ses positions sur l'Europe et le remboursement des épargnants étrangers. Depuis les années 2000, l'Alliance sociale-démocrate militait, tout comme la très puissante Confédération islandaise du travail, pour entrer dans l'euro afin de ne plus subir les variations de la monnaie, explique M. Kristján Guy Burgess, son secrétaire général: «En lançant le processus d'adhésion à l'Union européenne en 2009, nous pensions qu'il serait possible d'obtenir un bon accord, même s'il y a des questions très difficiles comme la protection de notre pêche et de notre agriculture. Aujourd'hui, nous avons toujours besoin d'une solution monétaire durable pour lever sereinement le contrôle des capitaux. Pouvoir dévaluer notre couronne fut certes un avantage pendant et après le krach, mais sa volatilité représente aussi une cause du krach, en offrant la possibilité de spéculer sur les taux d'intérêt avec une banque centrale peu regardante.»

«Le gouvernement a commencé à perdre la confiance de la population à cause du dossier Icesave, reconnaît-il en se justifiant: Nous savions que nous allions le payer politiquement, mais qu'il nous fallait travailler pour l'intérêt national.» Après la faillite de la banque Icesave (succursale de la Landsbanki), le Royaume-Uni et les Pays-Bas réclamèrent le remboursement des dépôts de leurs ressortissants. Sous la pression européenne, le gouvernement islandais se montra ouvert à un compromis coûteux pour ses contribuables. C'est alors que le président Grímsson, sortant de sa fonction protocolaire, sut transformer en colère contre les Britanniques et les Néerlandais la révolte de la population contre le système capitaliste. Par deux fois, en mars 2010 et avril 2011, les électeurs rejetèrent un accord validé par le Parlement, mais que le président avait soumis à un référendum (8). Entêtée dans sa volonté de faire payer les Islandais, la Commission européenne porta l'affaire devant la cour de justice de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui lui donna tort le 28 janvier 2013 (9). Le tribunal considéra que l'État n'avait pas failli aux obligations de l'Espace

économique européen en ne garantissant pas lui-même les dépôts des ressortissants étrangers. Depuis, la vente des actifs de la Landsbanki a tout de même permis de rembourser en partie ces apprentis spéculateurs.

## «Ne pas confondre manifestants et électeurs»

En promettant d'aider au désendettement des ménages et en approuvant le recours au référendum par le chef de l'État, le Parti du progrès (centre droit, d'origine agrarienne) et le Parti de l'indépendance s'offrirent une virginité qui permit leur retour aux commandes. Député du Parti de l'indépendance, M. Vilhjálmur Bjarnason reconnaît aussi l'aubaine qui s'est présentée à leur retour: «Nous avons eu beaucoup de chance dans deux domaines clés: le tourisme et la pêche. En bloquant le trafic aérien plusieurs jours en 2010, le panache du volcan Eyjafjöll a fait connaître l'Islande comme une destination d'aventure et provoqué une explosion du tourisme (lire l'encadré ci-dessous). Et, avec le réchauffement des océans, de gigantesques bancs de maquereaux remontent vers le nord pour se jeter dans les filets des pêcheurs islandais.» En dépit de l'émotion suscitée depuis par les «Panama papers» et du discrédit rapide de la majorité actuelle, il se veut optimiste à la veille du scrutin: «Il ne faut pas confondre les manifestants et les électeurs.»

Ces électeurs conservateurs, on pouvait les rencontrer le 3 septembre dernier dans l'immeuble moderne et cossu qui abrite le siège de leur mouvement. La plupart des partis islandais se sont convertis au rite des primaires, et il s'agissait ce jour-là de désigner les candidats pour les soixante-trois sièges en jeu. Gros véhicules de luxe ou tout-terrain, bijoux bien visibles voire talons hauts pour les dames, vestes impeccables et belles montres pour les messieurs, la composition sociale des votants relève de la caricature. Dans la salle protocolaire, de grands portraits rappellent que ce parti a dominé la vie politique depuis l'indépendance, en 1944, jusqu'en 2009.

La droite a su comprendre qu'avec les déboires de la Grèce et de l'euro les électeurs des couches sociales les plus défavorisées se détourneraient davantage des partisans de l'Union européenne (essentiellement les sociaux-démocrates) que des artisans de réductions d'impôts pour les plus riches. Eurosceptiques par souci de leur clientèle (notamment les armateurs), ses dirigeants ont même cru pouvoir pousser leur avantage en écrivant à la Commission européenne en mars 2015 pour que l'Islande «ne soit plus considérée comme candidate». Mais cela a provoqué une nouvelle éruption. Car, même s'ils s'opposent majoritairement à une adhésion, beaucoup d'électeurs auraient préféré juger sur pièces à l'occasion du référendum promis par ce gouvernement. Cette trahison des promesses électorales a entraîné une dissidence au sein des conservateurs, avec l'émergence d'un nouveau parti europhile de centre droit, Viðreisn, qui pourrait jouer les arbitres dans la formation de la prochaine majorité. L'épisode a aussi propulsé le Parti pirate, chantre de la démocratie directe, à plus de 40 % des intentions de vote, avant qu'il ne retombe entre 20 et 30 % cet été.

L'ambiance au siège du Parti pirate plonge dans un tout autre univers: un pavillon violet flottant au vent au milieu d'une zone d'activités inachevée, des bureaux étroits en duplex face à la mer (et aux baleines). À l'intérieur: des petits drapeaux Pirates, des chopos Pirates, un coin enfants avec un bateau Pirates, une étagère remplie de jeux de société... Âge moyen des candidats: la trentaine. Sont-ils prêts pour le pouvoir? «Nous sommes prêts à redistribuer le pouvoir», répond M. Björn Lévi

## Le tourisme, une nouvelle bulle ?

UN PHÉNOMÈNE que personne n'avait vraiment vu venir a beaucoup contribué au redressement économique de l'Islande: l'irruption des touristes. En 2010, le pays accueillait 486 000 visiteurs et l'office du tourisme en espérait 745 000 dans ses projections les plus optimistes pour 2020 (1). On devrait en dénombrer au moins 1,7 million en 2016, sans compter les 4,8 millions de passagers qui n'ont fait que transiter par l'aéroport international de Keflavík (2). En 2015, cette activité a représenté près du tiers des recettes d'exportation, soit davantage que les produits de la pêche (23 %) ou l'aluminium (20%).

Les acteurs du secteur multiplient les anecdotes relatives à la surfréquentation de certains sites, en particulier dans le Sud-Est. Beaucoup commencent à redouter le nouvel essor de 26 % annoncé pour l'an prochain. «Nous avons vraiment besoin de freiner, de maîtriser cette croissance pour éviter d'être débordés par elle», explique Edward H. Huijbens, directeur du Centre de recherche sur le tourisme islandais de l'université d'Aku-reyri. «Qui doit construire les routes, les toilettes, et les entretenir? Les petites municipalités n'en ont pas les moyens. Il est urgent d'introduire une taxe qui ralentirait cette

expansion tout en permettant de financer les infrastructures nécessaires.»

Outre les problèmes d'hébergement et d'accès aux sites se pose la question de la main-d'œuvre: «Si nous continuons à ce rythme, estime cet universitaire, il faudra faire venir de dix mille à quinze mille travailleurs étrangers d'ici à 2020. Déjà, à Keflavík, la compagnie Icelandair a racheté des locaux de l'ancienne base américaine pour loger des Polonais employés à l'aéroport. Cet essor ne résulte pas d'une véritable politique ni d'une vision stratégique. Il serait temps d'en avoir une.»

Cas unique de terres émergées sur la dorsale qui sépare les plaques de l'Eurasie et de l'Amérique, l'île présente des formations géologiques étonnantes (failles, geysers, volcans, glaciers) et de vastes étendues sauvages. Mais l'attraction croissante pour la nature, voire «l'aventure», risque d'entrer en contradiction avec le tourisme de masse, qui finit par dégrader et même détruire ce qui a motivé son développement.

P. H. D.

(1) «Tourism in Iceland in figures», office du tourisme d'Islande, février 2010, www.ferdamalastofa.is

(2) «Tourism in Iceland in figures», mai 2016.

(2) Données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour 2015, www.data.oecd.org

(3) «Iceland's recovery. Lessons and challenges», Reykjavik, 27 octobre 2011, www.imf.org

(4) Stefán Ólafsson, «Level of living consequences of Iceland's financial crisis. What do the social indicators tell us?», Reykjavik, 2011, et «La sortie de crise de l'Islande», École des hautes études en sciences sociales, Paris, 28 mai 2014.

(5) Lire le témoignage d'Eva Joly, «Pour en finir avec l'impunité fiscale», *Le Monde diplomatique*, juin 2016.

(6) «Rannsóknarnefnd Alþingi» (rapport de la commission spéciale d'enquête du Parlement), 12 avril 2010, www.rna.is

(7) Lire Silla Sigurgeirsdóttir et Robert Wade, «Une Constitution pour changer d'Islande?», La valise diplomatique, 18 octobre 2012, www.monde-diplomatique.fr

(8) Lire Silla Sigurgeirsdóttir et Robert Wade, «Quand le peuple islandais vote contre les banquiers», *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

(9) Judgment of the Court (Directive 94/19/EC on deposit-guarantee schemes). European Commission vs Iceland, 28 janvier 2013, www.efacourt.int

AUDACIEUSE

# l'Islande

Gunnarsson, informaticien dans l'éducation nationale. « Nous portons une responsabilité internationale : celle de donner l'espoir que l'on peut changer la politique », ajoute M. Viktor Orri Valgarðsson, jeune docteur en science politique.

Sont-ils de gauche ou de droite ? Mauvaise question ! « Nous sommes antiracistes, internationalistes, pour l'État-providence de type nordique, l'accès pour tous à l'éducation et à la santé, indépendamment du revenu ou du domicile, répond ce dernier. Toutefois, nous voulons sortir des monopoles et du protectionnisme. Nous voulons lutter contre la corruption, la triche, mais nous ne pensons pas que le rôle de l'État soit de rendre le monde plus égalitaire. Dans l'absolu, pour moi, si un riche s'est enrichi loyalement, ce n'est pas un problème. » Quelques nuances chez ses voisins, mais pas de réprobation dans ce parti taxé tantôt de « libertarien » – pour ses positions favorables à une grande liberté des affaires –, tantôt de « communiste de conseils » – pour sa défense de la démocratie directe.

## « Les Pirates répondent à leur manière au rejet du système »

Un des projets-phares des Pirates étant l'instauration d'un revenu universel garanti, on obtiendra tout de même une réponse plus concrète le lendemain en poussant M<sup>me</sup> Jónsdóttir dans ses retranchements : « Nous ne sommes pas pour le revenu garanti tel que le voyait Milton Friedman, mais clairement pour la version de gauche (10). J'espère que nous saurons rester ouverts à d'autres visions et nous entourer de compétences plurielles, y compris de l'étranger. Le rôle des artistes et des militants est surtout de faire évoluer les normes, pour que les gens qui ne sont pas politisés puissent aller de l'avant. » Elle compte beaucoup faire avancer la bataille qui fédère son parti autour de la neutralité de l'Internet et de la protection des données personnelles : « Dans les Constitutions, le respect de la vie privée est érigé en droit fondamental ; pourquoi cela n'est-il pas appliqué à l'Internet ? D'un autre côté, et alors qu'il serait beaucoup plus facile aujourd'hui de donner accès aux informations d'intérêt général, pourquoi est-il si difficile d'obtenir le droit d'éclairer les zones obscures où se tapit la corruption ? »

La droite a déjà indiqué qu'elle ne voulait pas gouverner avec les Pirates. Un accord de coalition semble en revanche possible avec le nouveau parti centriste Viðreisn, les sociaux-démocrates et le Mouvement gauche-vert. La dirigeante de ce dernier parti et favorite pour le poste de premier



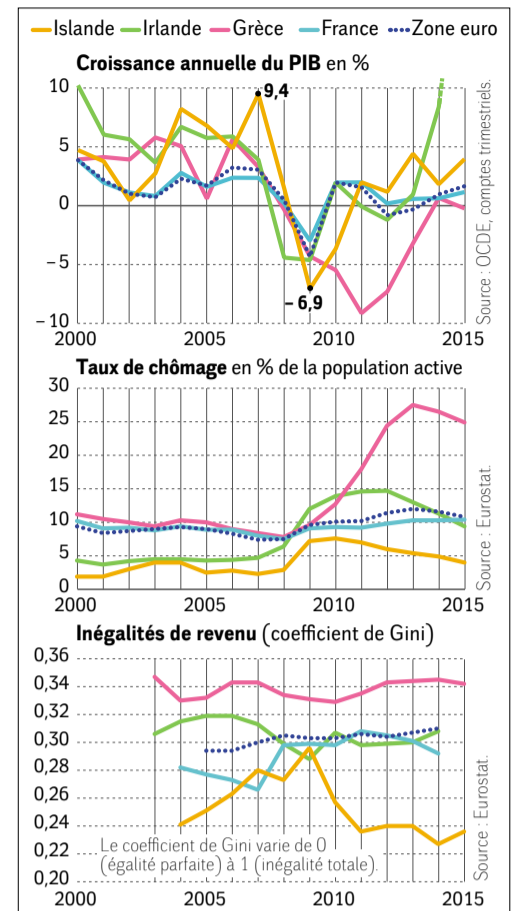
GEIRIX. – Birgitta Jónsdóttir s'informant du procès de Chelsea Manning dans l'affaire WikiLeaks, 2013



GEIRIX. – Jón Þór Ólafsson, ancien député du Parti pirate d'Islande, 2015



GEIRIX. – Juste avant une manifestation contre l'attribution de mitraillettes MP5 à la police, 2014  
Sur l'affiche : « Les Islandais sont de retour ! Deuxième édition révisée »



ministre en cas d'alternance, M<sup>me</sup> Jakobsdóttir, ne craint pas les nouveaux venus : « Comme partout en Europe, la politique islandaise devient très versatile. Mais nous sommes assez chanceux de ne pas être confrontés à des partis d'extrême droite. Les Pirates répondent à leur manière au rejet du système. C'est une bonne chose, car ce sont des gens avec lesquels nous pouvons travailler. Bien sûr, nous ne sommes pas d'accord lorsqu'il s'agit de politique fiscale ou de dépense publique. Mais nous nous retrouvons sur l'accueil des réfugiés, la démocratie, les droits de l'homme, la transparence. Je reste toutefois inquiète, car nous voyons monter le sentiment qu'il n'y a pas vraiment de différence entre la gauche et la droite. Pour moi, il n'y en a jamais eu autant : partout on voit croître les inégalités. »

Relation avec l'Europe, redistribution, protectionnisme, les sujets de discorde ne manqueraient pas dans une telle coalition. Sur le plan géopolitique, les écologistes de gauche sont les seuls à préconiser une évolution vers la neutralité avec une sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. Mais leur cheffe relativise l'enjeu à l'échelle de ce pays qui n'a pas d'armée, « et même pas de services secrets », ajoute-t-elle.

PHILIPPE DESCAMPS.

(10) Lire Mona Chollet, « Le revenu garanti et ses faux amis », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

## PUNK, ANAR ET MAIRE DE REYKJAVÍK

# Réenchâter la politique par la dérision

PAR GÉRARD LEMARQUIS \*

AU LENDEMAIN de l'effondrement de 2008, la capitale de l'Islande était l'image de la désolation. La forêt de grues hérissée durant la bulle financière avait disparu. Les immeubles inachevés de Reykjavík offraient au blizzard leurs flancs de béton brut. Une partie importante de la population, surendettée, perdait son logement ou se saignait aux quatre veines pour le conserver. Lors des municipales de 2010, les électeurs désespérés choisirent pour maire un acteur humoriste, M. Jón Gnarr.

La candidature de ce punk gravement dyslexique au parcours tourmenté (1), admirateur de Tristan Tzara, Pierre Joseph Proudhon ou Mikhaïl Bakounine, était au départ purement parodique. Il déclarait vouloir le pouvoir pour « [s']en foutre plein les poches sans se fatiguer » et en

profiter pour « placer [ses] proches à des postes juteux ». Il était accompagné de musiciens et d'acteurs, beaucoup dans l'entourage de la chanteuse Björk, qui se qualifiaient eux-mêmes de « anarchistes surréalistes ». Annonçant qu'elle trahirait ses promesses électorales, la liste du Meilleur parti proposait l'abolition de toutes les dettes, des voyages surprises pour les personnes âgées, l'obligation pour les hommes de rester à la maison certains jours ou l'introduction dans le pays d'ours blancs, d'écureuils et de grenouilles.

DEVENU MAIRE, M. Gnarr s'est associé aux sociaux-démocrates pour diriger cette municipalité qui fut longtemps un bastion du Parti de l'indépendance (conservateur) et qui abrite plus du tiers de la population du pays. Il a endossé alors un nouveau rôle. Le provocateur je-m'en-foutiste a fait place à un personnage d'une humilité désarmante. Les habitants de la capitale l'ont suivi dans sa démarche de transparence et de démocratie participative. Et ce personnage atypique a paradoxalement été l'homme de la situation. Les Islandais, plongés dans la récession, ne croyaient plus aux promesses et sentaient que le

mieux serait gagné à la marge, dans la qualité de vie.

La crise a aidé M. Gnarr et ses amis à transformer une ville où la « bagnole » était reine en une capitale écologique, branchée et pourvue d'un très dense réseau de pistes cyclables. Passés brutalement de l'opulence à la récession, les Islandais ont liquidé leur troisième voiture, voire leur deuxième, et la circulation a diminué. Les pistes cyclables doublant une voie piétonne se sont multipliées – ce qui agace aujourd'hui les automobilistes avec le retour de la prospérité et des bouchons.

M. Gnarr a voulu donner la parole à la population. Mais en dépassant le chauvinisme de quartier. Deux programmeurs avaient créé des forums pour un « meilleur quartier » et un « meilleur Reykjavík ». Loin de se sentir court-circuitée, la municipalité les a encouragés. Ainsi, chaque habitant peut lancer une initiative sur ces plates-formes. Une discussion s'ouvre alors : pour ou contre, les intervenants participant sous leur nom. Le projet qui a le plus de soutiens obtient un financement immédiat. Toutes les positions doivent être expliquées et justifiées, ce qui exclut les mouvements d'humeur, les rancœurs et les effets de manche.

Aux élections municipales de 2014, la classe politique attendait Jón Gnarr au tournant. Après avoir goûté au pouvoir, n'allait-il pas rempiler ? C'était dans la logique des choses, il allait enfin devenir l'un des leurs. Au zénith dans les sondages, l'homme annonçait qu'il quittait la politique. Il a refusé d'y revenir en 2016 après l'épisode des « Panama papers », quand ses admirateurs lui ont demandé d'être candidat à l'élection présidentielle. L'aventure continue pour le Meilleur parti, qui s'est transformé en parti Avenir radieux. Il compte six députés au Parlement et gère toujours la municipalité au sein d'une coalition dirigée par un social-démocrate, avec la participation des écologistes de gauche et du Parti pirate.

JADIS MORNE capitale dès la tombée de la nuit, Reykjavík est devenue avec l'explosion du tourisme une ville vivante, gaie, dynamisée par de nombreux événements culturels et un sentiment de sécurité dont l'effet est contagieux. Accusés souvent d'abîmer la nature, les visiteurs ont rendu la ville plus écologique en se déplaçant à pied, ce que les Reykjavíkais ne pratiquaient plus guère. Ils ont certes fait monter le tarif des

consommations, mais sans eux les nombreux bars et restaurants qui ont écloué n'existeraient pas. Ombre au tableau, il leur faut de la place. Les grues sont de retour. La municipalité de gauche accorde des permis de construire à des hôtels de luxe, alors que les habitants les plus pauvres n'arrivent pas à se loger. Le succès très rapide d'Airbnb raréfie les locations disponibles à l'année et tire les prix à la hausse. L'opposition de droite, hier favorable à la destruction des vieilles maisons en bois, se découvre des états d'âme esthétiques et critique le bétonnage du centre.

En 2010, M. Gnarr promettait du rêve à bon marché dans une capitale paupérisée. La reconstruction d'échangeurs sur les artères reliant les quartiers éloignés par un étalement urbain jusqu'ici sans limites sera sans doute l'enjeu du prochain scrutin auprès d'une population de nouveau enrichie. Une ville à deux vitesses, au sens propre, se dessine : un centre coquet sans voitures où l'on marche aisément, et des banlieues banales suréquipées en automobiles où l'on roule au pas.

(1) Qu'il raconte dans deux livres traduits en anglais, *The Indian* et *The Pirate*, Deep Vellum, Dallas, 2015 et 2016.

\* Journaliste, auteur de l'ouvrage *Les Islandais*, Ateliers Henri Doucier (HD), Paris, 2014, et de *Reykjavík*, Signal Books, coll. « Innercities Cultural Guides », Oxford, 2013.

CES BRITANNIQUES QUI ADORENT BRUXELLES

# À Gibraltar, dernière colonie d'Europe

En votant très massivement contre le « Brexit », les habitants de Gibraltar ont montré leur attachement à l'Union européenne, qui leur accorde de nombreuses dérogations et joue les médiateurs avec l'Espagne. D'une superficie à peine plus grande que celle du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ce territoire est à la fois l'un des plus riches du monde et le dernier à décoloniser en Europe, selon les Nations unies.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

LOLA PARRA CRAVIOTTO \*

**P**EU AVANT le coucher du soleil, des dizaines de voitures et de deux-roues s'agglutinent devant le poste de douane. À la sortie de Gibraltar règne une atmosphère d'angoisse et d'ennui. Les travailleurs frontaliers devront attendre jusqu'à deux heures pour gagner, à peine cent mètres plus loin, La Línea de la Concepción, la ville andalouse voisine. Vêtus de vert sombre, armés d'un pistolet et d'une matraque, les agents de la Guardia Civil – une force de police espagnole à statut militaire – contrôlent minutieusement les véhicules, vérifiant qu'ils ne transportent pas des produits de contrebande dissimulés dans un double fond. Sur le territoire espagnol, le trafic illicite de tabac est une affaire lucrative : la veille de notre passage, la police avait saisi 70 000 paquets, soit l'équivalent de 315 000 euros de marchandise. Officiellement, les habitants de la région ont droit à quatre paquets par passage, et les touristes à dix.

Colonie de la couronne britannique, Gibraltar ne fait pas partie de l'espace Schengen. Les autorités espagnoles peuvent donc renforcer les contrôles aux abords de ce port franc où les biens et les services sont exemptés de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (1). « Ces dernières années, la crise économique qui frappe l'Espagne a poussé certains chômeurs à la fraude. Une pratique qui a fait grimper les quantités de tabac confisquées », explique un membre de la Guardia Civil. Elles sont passées de 147 000 paquets en 2008 à près d'un million en 2013 avant de retomber à 330 000 en 2015, mais, précise-t-il, « l'assiduité des contrôles varie selon la couleur du gouvernement ».

L'Espagne, qui réclame la souveraineté sur la colonie, utilise à des fins politiques les inspections douanières, qui s'ajoutent à celles de la police à cette frontière de l'espace Schengen et entravent la circulation dans la zone. Alors que le contentieux s'était apaisé sous le gouvernement du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero (2004-2011), l'accession au pouvoir, en 2011, des conservateurs du Parti populaire (PP) a ravivé la revendication de ce territoire à vocation militaire cédé à perpétuité aux Britanniques par le traité d'Utrecht, en 1713. « Jamais abandonnée, l'ambition de récupérer le Rocher [le surnom de cette colonie couronnée par un monolithe calcaire culminant à 426 mètres] a resurgi sous la dictature de Francisco Franco [1939-1975], qui est allé jusqu'à fermer la frontière à partir de mai 1968, rappelle Jesús Verdú, professeur de droit international à l'université de Cadix. Alors vue comme un ennemi, la colonie fait encore de nos jours vibrer la corde patriotique des Espagnols. Pourtant, il existe une grande méconnaissance de ce qu'est réellement Gibraltar : le moteur économique de la zone. »

La plupart des 120 000 habitants du Campo de Gibraltar, une « comarque » (division administrative espagnole) voisine de 1 500 kilomètres carrés formée par sept municipalités espagnoles, s'opposent à la restitution du Rocher. Dans cette région ravagée par un chômage de 35 %, la colonie a généré en 2013 près de 25 % du produit intérieur brut (PIB), soit deux fois plus que six ans plus tôt, d'après un rapport publié en 2015 par sa chambre de commerce. « Ceux qui, aux alentours, ont perdu leur emploi après la crise de 2008 en ont rapidement retrouvé un ici, où le chômage est pratiquement inexistant », indique M. Edward Macquisten, directeur de la chambre de commerce de Gibraltar. En 2015, on comptait environ 24 500 actifs, soit 7 500 de plus qu'il y a une décennie. Un tiers étaient des frontaliers. De surcroît, le PIB local dépasse 1,9 milliard d'euros, soit le double de ce qu'il était en 2008. « Ce « caillou » de 6,8 kilomètres carrés et 30 000 habitants est devenu l'un des territoires les plus riches du monde, en termes de revenu annuel par habitant.

Après avoir pris en 2002 des engagements visant « à améliorer la transparence et à mettre en place des échanges de renseignements en matière fiscale (2) », le territoire n'est plus considéré comme un paradis fiscal par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pourtant, avec un impôt sur les bénéfices de 10 %, contre 30 % en Espagne, son régime fiscal très avantageux attire les entreprises, qui y élisent domicile uniquement pour réduire leurs coûts de fonctionnement, alors qu'elles exercent leurs activités dans d'autres pays. Ainsi, selon le gérant de la chambre de commerce, 20 % des véhicules du Royaume-Uni sont assurés par des compagnies domiciliées à Gibraltar, et une bonne part des Britanniques y effectuent leurs paris virtuels. Pionnière dans la légalisation du jeu en ligne, la colonie a attiré les vingt principaux casinos du Web.

## Madrid ne reconnaît pas d'espace maritime au Rocher

Sous le soleil méditerranéen, la vie est bien plus agréable qu'à Londres, le stress moins palpable. Le taux de criminalité est quasiment nul. Pour un Britannique, l'électricité, le téléphone et les loyers coûtent moins cher dans cette ville fortement imprégnée de style *british*, équipée de boîtes aux lettres et de cabines téléphoniques du même rouge qu'outre-Manche. Mais les prix du logement restent prohibitifs pour les habitants du Campo de Gibraltar, dont un sur dix travaille sur le Rocher : un loyer peut y être jusqu'à trois fois plus élevé qu'à La Línea de la Concepción. Les frontaliers sont les premiers affectés par ce litige géopolitique. « Lorsque les autorités espagnoles font pression sur la douane pour perturber les Llanitos [surnom des habitants de Gibraltar] et limiter le flux touristique, elles punissent surtout leurs propres citoyens », estime le gérant d'une auberge de la ville andalouse.

Première commune voisine espagnole, La Línea de la Concepción se révèle bien morne. Plusieurs commerces ont dû fermer leurs portes. D'autres ont constaté une chute d'activité de près de 50 %, et même les bistrots se vident. « Le tourisme a diminué dans la zone et par ailleurs nous, Gibraltariens, évitons désormais de nous rendre en territoire espagnol comme nous le faisons auparavant », explique M<sup>me</sup> Gemma Vásquez, présidente de la Fédération des petites entreprises de Gibraltar. Notre argent sort moins d'ici, puisque nous hésitons à aller siroter un verre à bas prix de l'autre côté de la frontière en raison des longs contrôles de douane ainsi que des attaques contre nos véhicules, qui se sont intensifiées ces dernières années. »

Le regain de tension remonte à l'été 2013, lorsque Gibraltar a interdit physiquement la pêche au chalut en créant un récif artificiel de soixante-dix blocs de béton hérissés de piques. Cette initiative « verte » provoque l'ire de l'Espagne, qui ne reconnaît pas d'eaux territoriales à la colonie et prend des mesures de rétorsion en faisant du zèle à la frontière. « Cette dénégation de la souveraineté d'un territoire sur les eaux adjacentes est une interprétation contraire à la convention des

Nations unies sur le droit de la mer de 1982, explique Jesús Verdú. Un non-sens, quand on sait qu'au XIX<sup>e</sup> siècle la discussion portait sur la délimitation des espaces maritimes entre la colonie et son voisin hispanique. »

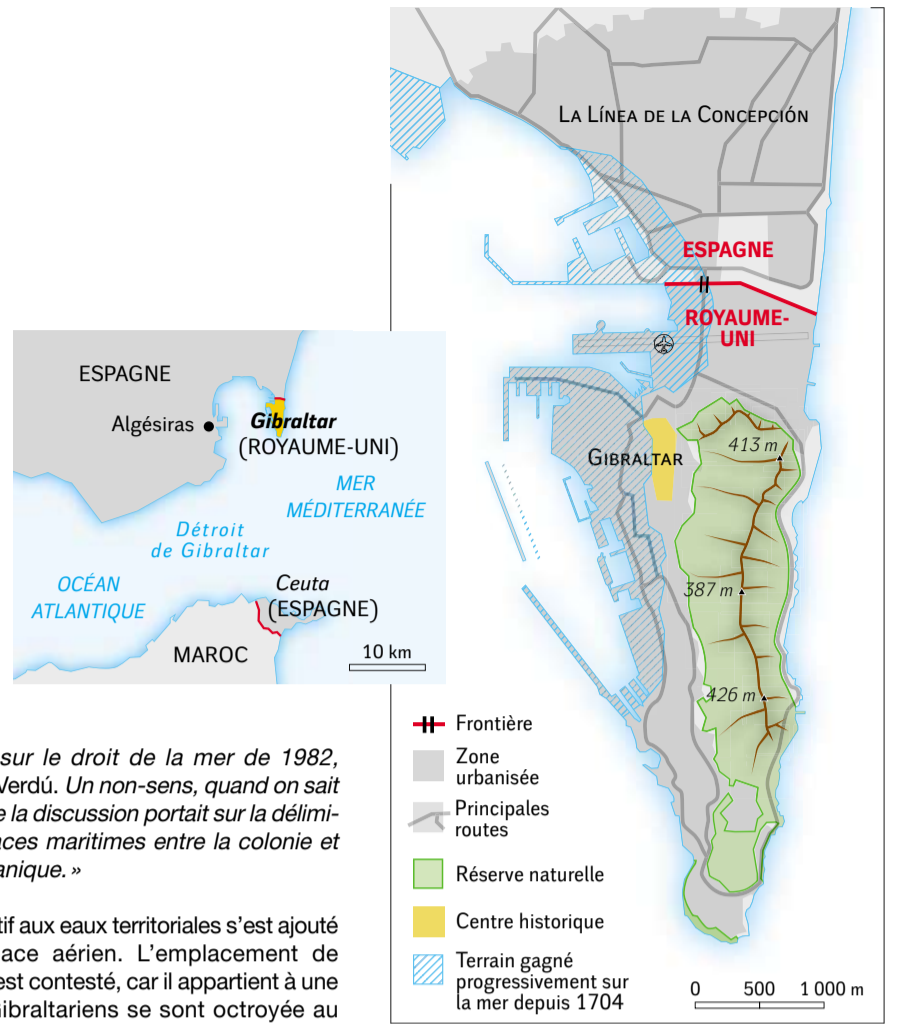
Au litige relatif aux eaux territoriales s'est ajouté celui sur l'espace aérien. L'emplacement de l'aéroport local est contesté, car il appartient à une zone que les Gibraltariens se sont octroyée au XIX<sup>e</sup> siècle. Durant celui-ci, la fièvre jaune frappa à plusieurs reprises la colonie, et les Espagnols accordèrent à leurs voisins le droit d'installer un camp temporaire pour les valides au-delà des limites terrestres fixées par le traité d'Utrecht. Mais le camp se pérennisa après la fin de l'épidémie. À travers l'accord de Cordoue, en 2006, l'ancien gouvernement socialiste tenta un rapprochement avec les Britanniques et mit en place pour la première fois des liaisons aériennes entre l'Espagne et Gibraltar. Mais, très vite, la nouvelle administration abrogea cette convention. Depuis, aucun avion décolle de cet aéroport n'a le droit de survoler l'espace aérien espagnol. Et Gibraltar a été écarté du projet de « ciel unique européen ».

Si ses habitants ont voté massivement (à 96 %) pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, Gibraltar bénéficie d'un statut unique et déroge à de nombreuses dispositions communautaires : en plus d'être dispensée de prélever la TVA, elle n'est concernée ni par l'union douanière, ni par la politique commerciale, ni par la politique de pêche commune.

« Depuis le « Brexit », les voisins des deux côtés de la frontière s'inquiètent. L'économie ici est très dynamique, en grande partie grâce au statut particulier de Gibraltar dans l'Union européenne, poursuit Jesús Verdú. Les entreprises qui s'y sont délocalisées pourraient chercher un nouveau siège ailleurs en Europe. En outre, Bruxelles ne jouera plus les médiateurs dans un contexte de crise politique entre Gibraltar et l'Espagne. » Cependant, on ignore pour l'instant les conséquences réelles du « Brexit », et de nombreux habitants restent confiants. « Au fil des siècles, les Llanitos ont vécu dans l'adversité et ont toujours su s'adapter, déclare M. Macquisten. Ici, on vit en communauté, on est unis, et les gens, très entrepreneurs, savent saisir la moindre occasion qui se présente. »

L'Espagne voit le « Brexit » comme une chance. Ainsi, son ministre des affaires étrangères, M. José Manuel García-Margallo, s'est empressé de proposer une cosouveraineté temporaire qui aurait pour finalité l'annexion espagnole du territoire. Bien qu'un tel dispositif leur permette de rester dans l'Union européenne, les résidents de Gibraltar s'y opposent fermement. En outre, le Parti populaire exclut de négocier directement avec leurs représentants et refuse de reconnaître à ce territoire un autre statut que celui de colonie, conformément à la décision de l'Organisation des Nations unies (ONU) de la classer parmi les espaces non autonomes à décoloniser. « Depuis les années 1960, l'Espagne invoque le principe d'intégrité territoriale, arguant que la tutelle britannique sur Gibraltar détruit son unité nationale. Néanmoins, l'Assemblée générale de l'ONU se contente d'inviter les gouvernements des deux pays à débattre sur Gibraltar pour mettre fin à son statut de colonie », résume Jesús Verdú. Ces discussions ne doivent toutefois pas oublier les intérêts des Llanitos. En 1967, 99,6 % d'entre eux avaient exprimé par référendum leur attachement au statut de territoire britannique d'outre-mer. L'autonomie de gestion mise en place prévoit que la Couronne n'intervienne que dans les relations étrangères et la défense.

Le « Brexit » pourrait changer la donne de la médiation mise en place après les différends de 2013. La Commission européenne avait fortement recommandé de fluidifier la circulation à la frontière, où les contrôles méticuleux provoquaient d'interminables files d'attente pouvant durer jusqu'à neuf heures – tout en faisant chuter la contrebande par voie routière de près de 50 %, selon les autorités espagnoles. Engagée dès lors dans la modernisation des accès frontaliers, l'Espagne a fait passer de deux à quatre le nombre des voies d'entrée



CÉCILE MARIN

dans le pays, dont une réservée aux travailleurs frontaliers espagnols. Elle a en outre mis en place l'utilisation de scanners, de lecteurs d'empreintes digitales et de systèmes de reconnaissance faciale, et créé un espace pour la fouille des véhicules suspects. Quelques mois avant la fin de ces travaux, achevés à l'été 2015, M. García-Margallo a toutefois refusé d'alléger les contrôles douaniers en raison de la persistance de la contrebande, qui aurait coûté à l'Union européenne 700 millions d'euros entre 2010 et 2013 (3). La méfiance reste de rigueur, comme en témoigne l'enquête de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), qui révèle des indices de trafic illicite autour de la colonie et l'implantation de mafias liées à ce commerce. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Gibraltar a donc été contraint de réduire l'importation de paquets de cigarettes de 110 à 90 millions.

## « Notre souveraineté ne pourra jamais être négociée »

Malgré l'impact économique du Rocher sur la zone, le gouvernement espagnol peine à prendre en compte l'avis des Gibraltariens. « Notre souveraineté ne pourra jamais être négociée. Nous sommes britanniques, et il faut respecter l'existence ici d'une population installée depuis trois siècles », martèle M. Fabian Picardo, ministre en chef de Gibraltar. D'après l'ONU, la population doit statuer sur son avenir, comme elle l'a fait pour la deuxième fois en 2002 : près de 99 % des habitants avaient alors refusé par référendum leur rattachement à l'Espagne. « Pas étonnant qu'ils souhaitent rester britanniques ! », lance M. Francisco Linares, un habitant de San Roque, petite ville fondée à une dizaine de kilomètres du Rocher par les exilés de Gibraltar. Après la prise de la ville en 1704, ses habitants furent en effet forcés de quitter les lieux au profit des Britanniques. Comme M. Linares, beaucoup ici rêvent du jour où le drapeau espagnol y flottera à nouveau. « Dès qu'un Llanito met les pieds au-delà de la frontière, il se rend vite compte de la différence de niveau de vie et se demande ce que l'Espagne peut lui offrir. Nos autorités doivent arrêter de considérer le Rocher comme un ennemi et s'impliquer dans l'amélioration de la zone afin de la rendre plus attractive aux yeux des Gibraltariens. »

Pas facile, cependant, de séduire une population aisée qui croit peu en la possibilité d'un bel avenir avec ceux qui la harcèlent depuis des siècles. Dans les bistrots, les conversations en anglais intègrent de moins en moins d'emprunts hispaniques. « Alors que le bilinguisme s'impose ici, des jeunes, comme mes enfants, rencontrent de plus en plus de problèmes pour s'exprimer en espagnol, remarque M. Peter Montegriffo, avocat, ministre du commerce et de l'industrie entre 1996 et 2000. Certes en raison d'une éducation assurée en anglais, mais aussi parce qu'ils associent le castillan à un pays hostile et refusent donc de le parler. » Plutôt que de chercher à y remédier, Madrid a décidé en 2015 de fermer les portes de l'Instituto Cervantes, qui veille à l'enseignement et la diffusion de la langue et de la culture espagnoles. Effaçant ainsi un peu plus leur empreinte sur ce peuple qui revendiquait pourtant auparavant une culture métissée.

(1) Mémo de la Commission européenne, Bruxelles, 24 septembre 2013.

(2) Lettre du ministre en chef de Gibraltar Peter Caruana au secrétaire général de l'OCDE, 27 février 2002.

(3) *El País*, Madrid, 13 août 2014.

BREVETS, VIGNOBLES, ENSEIGNES, IMMOBILIER...

# Appétit chinois, incurie française

*Les investissements français en Chine sont six fois plus importants que les investissements chinois en France. Tandis qu'à Pékin personne ne s'inquiète d'une invasion hexagonale, les convoitises de l'empire du Milieu effarouchent nombre de commentateurs à Paris. Cet afflux de capitaux étrangers n'est pourtant possible qu'en l'absence d'une politique industrielle ambitieuse.*

PAR MARTINE BULARD

LONGTEMPS invisibles, les Chinois ont fait une entrée aussi remarquée que contestée dans le monde des affaires français. En quelques mois, ils ont mis la main sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac, le Club Med, Pierre et Vacances, les hôtels Campanile et Kyriad, le club de football FC Sochaux, la maison de couture Sonia Rykiel, les vêtements Sandro, Maje et Claudie Pierlot, sans oublier les 1 700 hectares de terre agricole dans l'Indre... Rien qu'en 2015, 3,2 milliards de dollars (près de 2,9 milliards d'euros) ont ainsi été placés en France, deux fois plus qu'en 2013. Faut-il en conclure qu'il y a péril (jaune) en la demeure ?

Certes, l'engouement du dragon asiatique pour le coq gaulois est incontestable. Mais la réalité reste modeste : les investissements chinois cumulés ne représentent que... 2 % du total des investissements directs étrangers (IDE) en France, loin derrière le frère ennemi japonais (6 %), selon le rapport de Business France (1). Si la Chine multiplie ses emplettes, elle reste un nain face au champion toutes catégories des acquisitions dans notre pays, les États-Unis, qui concentrent à eux seuls le quart des IDE.

## Un goût pour les marques connues

CES ENVIES de grand large ne sont guère étonnantes dès lors que le pays s'est hissé au deuxième rang économique mondial. Dans un premier temps, elles ont été encouragées par le pouvoir, qui s'est progressivement doté d'une série d'outils. Ainsi la banque d'investissement China Exim Bank, créée en 1994 pour « accompagner financièrement les projets » extérieurs, a-t-elle aujourd'hui pignon sur rue à Paris pour les affaires européennes et africaines. Depuis 2006, les sorties de capitaux sont facilitées tout en restant contrôlées, et des prêts sont accordés sans trop de tracés quand les projets répondent aux critères définis par la commission pour la réforme au Conseil des affaires de l'État (gouvernement). Enfin, des fonds souverains sont mis sur pied, dont la très puissante China Investment Corporation (CIC), qui a réalisé son premier coup d'éclat en 2007 en prenant une participation dans la célèbre banque américaine Morgan Stanley...

À l'origine, la Chine s'est tournée vers les achats de ressources naturelles pour conforter ses approvisionnements énergétiques et en minerais, principalement sur le continent africain. Elle entre dans une nouvelle phase en se focalisant sur les pays occidentaux. « L'internationalisation des groupes est devenue une priorité nationale (4) » qui figure en toutes lettres dans les objectifs officiels du pou-

Tout le monde s'est ému de voir le célèbre Club Med passer sous pavillon rouge, mais nul (ou presque) n'a fait barrage au dépeçage d'Alstom, qui a permis à l'américain General Electric de récupérer une partie de la haute technologie nucléaire française (2), avec des conséquences autrement plus graves pour l'indépendance nationale.

Reste que les ambitions de la Chine ne sauraient être traitées à la légère. Négligeables il y a vingt ans, ses IDE à l'échelle planétaire ont été multipliés par quarante, pour atteindre 128 milliards de dollars l'an dernier et même 249 milliards de dollars si l'on inclut ceux de Hongkong (3). L'empire du Milieu est devenu le deuxième opérateur mondial, derrière les États-Unis (337 milliards de dollars). Sa première destination occidentale demeure l'Amérique, mais l'Europe constitue désormais une de ses cibles privilégiées, principalement le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne – trio de tête depuis le début de la décennie, même si l'Italie a pris la deuxième place en 2015 avec le rachat du géant des pneus Pirelli par ChemChina.

voir, comme le souligne la chercheuse Geneviève Barré. Cette décision stratégique au plus haut niveau de l'État se conjugue avec la volonté tout aussi déterminée des dirigeants d'entreprise de poursuivre leur ascension mondiale.

Après la crise de 2007-2008, les investisseurs institutionnels chinois ont perdu confiance dans le système financier américain, qui était leur référence. Ils se sont aperçus qu'acheter les bons du Trésor américains pour recycler une partie de leurs énormes excédents financiers – les réserves de change oscillent entre 3 000 et 3 500 milliards de dollars en moyenne depuis 2010 – ne constituait pas une assurance économique au moment où les taux d'intérêt tutaient le niveau zéro. Le signal de la diversification, y compris en rachetant des dettes européennes, a alors sonné.

Les familles les plus riches tout comme les entreprises les plus vigoureuses ont largement accentué le mouvement. Pour les premières, placer des fonds à l'étranger est le meilleur moyen de sécuriser leur patrimoine et de se prémunir contre d'éventuelles enquêtes en ces temps de lutte contre la corruption. Ainsi, un nouveau « Chinatown » s'est discrètement façonné au cœur de Paris. Il n'a rien à voir avec celui du 13<sup>e</sup> arrondissement, ses immigrés et ses petits commerçants, ni avec celui d'Aubervilliers et ses grossistes



GALERIE DOCK SUD, SETE

WU YIJIANG – « Who Can Set up Defences Against Attacks ? » (Qui peut mettre en place des défenses contre les agressions ?), 2012

de textile. Il s'établit dans le triangle d'or (avenues des Champs-Élysées, Montaigne et George-V) (5).

Quant aux groupes (publics ou privés, la frontière n'étant pas toujours facile à tracer), ils mettent eux aussi les bouchées doubles. Ils « disposent de plus en plus d'argent », explique-t-on au Comité d'échanges franco-chinois (CEFC), à Paris. La croissance enfiévrée de ces dernières décennies leur a permis d'accumuler des trésors de guerre colossaux. Et une partie de l'argent que déverse la banque centrale pour lutter contre le ralentissement (*quantitative easing*) se retrouve plus fréquemment à l'étranger que dans l'investissement interne.

Il est impossible de détailler toutes les opérations menées sur le territoire français, mais on peut distinguer trois grandes motivations : gagner des parts de marché en prenant un réseau de distribution, s'emparer d'une marque, acquérir une technologie ou un savoir-faire managérial. « Notre volonté ne consiste pas à faire du chiffre d'affaires à tout prix, mais à construire la marque Haier (6) », confie le directeur de la filiale française du numéro mondial de l'électroménager (réfrigérateurs, machines à laver...). Même objectif pour l'équipementier téléphonique Huawei, créé en 1987 par un ancien colonel de l'Armée populaire et désormais numéro trois mondial. Il a débarqué en France en 2003 et noué des partenariats avec Bouygues et SFR pour diffuser ses portables, qui ont fait une percée. De plus, comme nous l'explique M. Yan Jufen, secrétaire général de la Chambre chinoise du commerce et de l'industrie, la France offre « une main-d'œuvre très qualifiée ainsi qu'un crédit d'impôt recherche ouvert à toutes les entreprises ». Huawei a ainsi installé quatre centres de recherche-développement et créé 734 emplois – sans que l'on sache combien il a empoché de fonds publics.

Devenu « usine du monde », l'empire du Milieu manque cruellement de marques aptes à séduire les consommateurs chinois les plus aisés. D'où sa frénésie d'achat dans le prêt-à-porter de luxe (Cerutti, Sonia Rykiel, Maje, etc.), les cosmétiques (Mariionnaud), les produits prestigieux

comme les grands crus du Bordelais, dont une centaine seraient entre ses mains, l'alimentaire grand public et singulièrement le lait en poudre, car l'estampille *made in France* suffit pour vendre à prix d'or. Et, bien sûr, dans le tourisme haut de gamme (*lire l'encadré*).

Toutefois, ce sont les acquisitions d'entreprises industrielles qui tiennent le haut du pavé (43,2 % des IDE, selon Business France), même si elles déclenchent rarement les sirènes médiatiques. La percée est frappante dans l'énergie : le fonds souverain CIC s'est emparé de 30 % de GDF-Suez (devenu Engie), ce qui lui donne accès aux technologies de traitement du gaz liquéfié ; PetroChina a racheté la raffinerie de Lavéra ; Yantai Taihai, un des leaders du nucléaire civil, a repris deux spécialistes de la transformation des métaux et de la chaudronnerie pour le nucléaire (Manoir Industries et CTI). Sans oublier l'étrange partenariat noué par Électricité de France (EDF) avec deux groupes chinois pour la construction de réacteurs EPR à Hinkley Point, au Royaume-Uni...

Ciblées sur les hautes technologies, les infrastructures, les transports, la chimie, sans s'interdire d'autres secteurs, les implantations se réalisent le plus souvent en rachetant des entreprises en difficulté

## M. Valls vante la déréglementation

P OUR LES SALARIÉS, l'arrivée des capitaux chinois n'a guère changé la vie quotidienne. « On ne voit jamais les propriétaires, qui ont laissé faire les dirigeants locaux, et nous avons affaire aux mêmes méthodes de management qu'avant, extrêmement dures », souligne M. Granjon. Certes, l'emploi a légèrement grimpé (820 personnes, contre 790 huit ans plus tôt), mais la charge de travail s'est intensifiée et, en juillet dernier, un ouvrier est mort dans un incendie. La nationalité ne change rien à l'affaire. Hier comme aujourd'hui, « le travail se fait au détriment de la sécurité », juge le syndicaliste.

D'autres acquisitions ont, elles, tourné au cauchemar : M. Zhang Guohua, qui a fait des promesses mirobolantes aux salariés pour s'emparer du leader européen du contreplaqué Plysol, alors en liquidation, convoitait en fait son trésor de guerre, 600 000 hectares de bois au Gabon (le procès pour abus de biens sociaux est toujours en cours) ; Shanghai Electric Group (SEG), qui a repris le fabricant de presse offset et de rotatives Goss International, s'est empressé de fermer l'une des deux usines françaises (Montataire) au terme d'entourloupes juridico-financières pour éviter de payer les licenciements... Des pratiques qui ne sont pas une spécialité chinoise. L'essentiel tient à la capacité de la France à protéger son industrie.

Or les opérations sont menées sous l'impulsion même des pouvoirs publics français. Le rachat de Rhodia a été signé en présence des présidents de la République d'alors, MM. Jacques Chirac et Hu Jintao. C'est à l'Élysée et sous les applaudissements de M. François Hollande que Peugeot a ouvert son capital à Dongfeng,

– mais pas des canards boiteux. En pleine tourmente financière chez Peugeot, le géant de l'automobile Dongfeng a pris 14 % du capital, obtenant dans la foulée un droit de regard sur le centre de recherche à Shanghai, et il continue à lorgner les 14 % détenus par l'État français (7). Au bord de la faillite, le plus grand fabricant français de tunneliers, Neyrpic Framatome Mécanique (NFM), est passé sous le contrôle du groupe Northern Heavy Industries (NHI), qui bénéficie d'énormes débouchés dans une Chine où les villes poussent comme des champignons. L'un des fleurons français des moteurs marins, Baudouin, en perte de vitesse après la mainmise du fonds d'investissement français Axa Private Equity, a été repris par Weichai... Ou encore les tracteurs McCormick, rachetés par le numéro deux chinois Yto, qui a transféré dans son pays une partie du savoir-faire tout en relançant les fabrications françaises. Pour l'heure, ces entreprises ont sorti la tête de l'eau.

L'absence française de vision industrielle à long terme est frappante dans le cas de Rhodia, dont les deux usines et le centre de recherche, laissés à l'abandon par Rhône-Poulenc, sont passés sous la coupe de ChemChina. « L'arrivée des Chinois [en 2007] nous a inquiétés, reconnaît M. Jean Granjon, secrétaire général du syndicat CGT (Confédération générale du travail), le premier de la société, devenue Bluestar Silicones. D'autant qu'au démarrage leur projet était de reconstruire à l'identique l'usine de Saint-Fons en Chine. Jusque-là, cela n'a pas marché. » Huit ans plus tard, il ne peut que constater : « ChemChina a investi, alors que la France et Rhône-Poulenc ne le faisaient plus depuis des années. À la différence des anciens propriétaires, il a un projet industriel de développement des silicones et ambitionne de faire de Bluestar Silicones le troisième acteur dans le monde. » Actuellement, un partage des marchés est instauré : les productions haut de gamme des usines françaises sont vendues en France et en Europe ; les fabrications chinoises, en Chine et dans les pays émergents. Mais en sera-t-il toujours ainsi ? Qui paye l'orchestre mène la danse. Et le grand patron, M. Ren Jianxin, a beau être membre du Parti communiste chinois, il est fort peu probable qu'il soit sensible à l'internationalisme prolétarien et à la solidarité avec les ouvriers français.

Lors de son voyage à Shanghai en janvier 2015, M. Manuel Valls s'est acharné à « vendre la France », déclarant, en homme de gauche convaincu : « L'image selon laquelle il est impossible de licencier en France est fautive. » Et d'ajouter : « La protection de l'emploi est plus élevée en Allemagne qu'en France (8). » Comme s'il n'avait d'autre chose à offrir que la déréglementation du travail. Par parenthèse, cela n'a pas empêché les Chinois de racheter, en juillet dernier, le plus gros fabricant allemand de robots, Kuka, et le géant suisse des pesticides et de l'agro-alimentaire, Syngenta.

De leur point de vue, cet énorme appétit se comprend : il leur permet d'acquérir des technologies plus rapidement qu'en investissant dans leur propre pays. Plus surprenant est le laisser-faire des dirigeants français (et européens) – à croire qu'ils ont définitivement renoncé à toute ambition industrielle.

(1) Business France, « Rapport sur l'internationalisation de l'économie française. Bilan 2015 des investissements étrangers en France », Paris, 2016.

(2) Cf. Jean-Michel Quatrepoint, *Alstom, scandale d'Etat*, Fayard, Paris, 2015.

(3) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), « Rapport sur l'investissement dans le monde 2015 », Genève, 2016.

(4) Geneviève Barré, *Quand les entreprises chinoises se mondialisent : Haier, Huawei et TCL*, CNRS Éditions, Paris, 2016.

(5) Cf. Camille-Yihua Chen, *Investissements chinois en France. Mythes et réalités*, Pacifica, Paris, 2014.

(6) Geneviève Barré, *Quand les entreprises chinoises se mondialisent...*, op.cit.

(7) « Peugeot vu par le Chinois Dongfeng », Planète Asie, 5 mars 2014, <http://blog.mondediplo.net>

(8) Cécile Amar, « Manuel Valls "vend" la France aux Chinois », *Le Journal du dimanche*, Paris, 1<sup>er</sup> février 2015.

## De Toulouse aux Champs-Élysées

PARTENAIRE du Club Med depuis plusieurs années, le conglomérat shanghaien Fosun a fini par l'absorber. Il cherche dans la foulée à acquérir la Compagnie des Alpes et ses concessions sur les plus grandes stations de ski (Les Arcs, La Plagne, Serre-Chevalier...). Son objectif ? Attirer la clientèle chinoise. Dans son propre pays, où le tourisme a explosé et où un Club devrait ouvrir prochainement ; à l'étranger, où cent vingt millions de Chinois ont passé leurs vacances en 2015, singulièrement en France, première destination occidentale.

On s'étonnera à peine que le territoire national ressemble à un champ de bataille pour les opérateurs chinois. Outre Fosun, le groupe hôtelier Jin Jiang a racheté Louvre Hôtels (Kyriad, Campanile, Première Classe) et pris, à la surprise générale, 15 % d'Accor (Mercure, Ibis, Novotel...) sans cacher son envie d'aller plus loin ; Kai Yuan s'est offert l'hôtel cinq étoiles Marriott sur les Champs-Élysées, à Paris ; la compagnie Hainan Airlines a croqué une part de Pierre et Vacances et pris 10 % du capital de Center Parcs – elle a également

racheté la compagnie à bas coût Aigle Azur puis Servair, la filiale restauration d'Air France.

Plus spectaculaire encore, le groupe chinois Symbiose allié au canadien SNC-Lavalin s'est approprié l'aéroport de Toulouse-Blagnac, à proximité des pistes d'essai d'Airbus. Non seulement il a profité de la privatisation de cet aéroport pour en prendre 49,9 % du capital, mais MM. Manuel Valls et Emmanuel Macron lui ont octroyé un pacte d'actionnaires hors normes permettant aux propriétaires chinois, minoritaires, de diriger (1). Sûrs d'eux-mêmes, ces derniers ont d'ailleurs voulu faire main basse sur une partie de la cagnotte de l'aéroport (70 millions d'euros) en réclamant, moins d'un an après leur arrivée, le versement de 20 millions d'euros de dividendes...

M. B.

(1) Révélations de Laurent Mauduit, « La scandaleuse privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac », 28 novembre 2014, [www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr)

# Braderie forestière

(Suite de la première page.)

Ces chiffres, presque féériques, pourraient inspirer une ballade contée en forêt de Brocéliande... Ils résultent, plus concrètement, d'une politique engagée dès 1663 par Jean-Baptiste Colbert et ses successeurs. À la tête de l'administration des eaux et forêts, le grand commis posa les jalons d'une vaste rationalisation de la gestion, afin d'assurer l'indépendance de la fourniture en bois de la flotte royale. Dans l'Allier, la forêt domaniale de Tronçais et ses chênes centenaires demeurent un emblème du colbertisme. En hommage, une futaie a été baptisée à son nom et s'étend toujours à l'embranchement de deux allées. Deux hectares ombragés par des « molosses de verdure », nous dit affectueusement M<sup>me</sup> Chrystelle Blanchard, guide-conférencière, en se promenant sous les vestiges tangibles de cette politique visionnaire. « Il y a trois cent cinquante ans, des hommes ont su aménager la forêt et en faire un outil économique tel qu'il existe actuellement. »

Sagesse du temps long et souveraineté de l'approvisionnement : voilà deux enseignements au respect desquels les chênes de Tronçais exhortent silencieusement. Ils forment également les ingrédients d'un fort dynamisme industriel, alors que la demande de feuillus et de résineux, poussée par la croissance des pays émergents et la diversification des usages, devrait

conduire au quasi-doublement de la production mondiale de bois d'ici à 2050. Gage du potentiel du secteur, le gouvernement a même inscrit en 2013 la foresterie parmi les trente-quatre filières d'avenir, aux côtés des supercalculateurs ou des nanotechnologies (2). Mais voilà : l'esprit de Tronçais ne semble plus aiguillonner la politique française.

« Nous possédons une magnifique forêt, et pourtant jamais l'industrie française du bois n'a fait perdre autant d'argent à l'État ! », déplore M. Maurice Chalayer, président-fondateur de l'Observatoire du métier de la scierie. Les statistiques sont à première vue flatteuses : la filière hexagonale, qui regroupe les activités de gestion de la forêt jusqu'à la vente des produits finis et leur recyclage, emploie 450 000 personnes et génère un chiffre d'affaires annuel de 60 milliards d'euros (3). Elle fait toutefois preuve d'une piètre compétitivité internationale : le secteur représente à lui seul 12 % du déficit commercial, déséquilibrant dangereusement la balance des paiements. « Sous-exploitation de la forêt », « offre de bois insuffisamment structurée », « recul constant des débouchés » : autant de constats égrenés depuis des décennies par d'innombrables rapports. Avec un fabuleux trésor qui s'accroît de 78 000 hectares par an (4), la sylviculture offre un triste emblème du déclin de l'appareil productif français. Comment en est-on arrivé là ?

## Fuite des grumes en Chine

AVANT de devenir parquet, huisserie ou charpente, le bois subit une double transformation : la première est la phase de découpe des grumes (trunks abattus et ébranchés) dans les scieries ; durant la seconde, les pièces débitées sont converties en produits finis prêts à la consommation. Mais, entre ces deux étapes, il faut commercialiser les troncs fraîchement débarqués de la forêt. Comme dans la salle polyvalente du bourg normand de Houppesville, où réside justement une première explication des difficultés rencontrées par la filière bois française. C'est ici que l'Office national des forêts (ONF), l'organisme qui gère depuis 1964 les forêts d'État, cède ce matin-là aux enchères 146 lots de hêtre, de peuplier et de divers résineux. Une opération ordinaire... et bien rodée : côté vendeur, un adjudicateur de l'ONF, le regard las mais portant beau dans sa « tenue numéro un », l'uniforme vert sapin des grands jours ; côté

acheteurs, une centaine de négociants à l'affût d'un « coup de fusil » (une bonne affaire). Parmi eux, M. David Sueur : établi en Seine-Maritime, cet intermédiaire s'est porté acquéreur, en cette seule matinée, de 2 500 mètres cubes de bois. « Surtout du résineux, précise-t-il, pour un total de 120 000 euros. » Les grumes seront ensuite « roulées » jusqu'au Havre, chargées dans des conteneurs et expédiées à bord d'un navire géant vers le port de Shanghai. « Dans les années 1980, le gros de l'export se faisait vers l'Espagne et l'Italie. Puis, dès 1995, le marché s'est mondialisé », explique M. Sueur, dont 40 % des achats partent aujourd'hui en Chine.

Consommatrice majeure de produits forestiers, la deuxième puissance mondiale manque de bois. Il lui faut donc importer du bassin du Congo, de Russie, du Canada... Et, depuis une vingtaine d'années, la Chine convoite le hêtre et



DAVID DÉCAMP. – « Au bois dormant, Bambi c'est fini », installation, 2013

le chêne français. « Mes clients chinois me disent : "On te prend tout ce que tu peux trouver, la limite c'est toi qui la fixes" », raconte, un peu éberlué, le négociant Charlie Mola. Joignant le geste commercial à la parole, les Chinois ont renchéri leurs offres d'achat de grumes de 20 à 30 % par rapport aux prix du marché hexagonal. Une fortune à laquelle ni les propriétaires fonciers ni l'ONF n'ont résisté, et les négociants encore moins. « L'arrivée des Chinois a créé un sentiment d'aubaine », admet M<sup>me</sup> Anne-Claude Cotreuil, gérante de la société de négoce Sovalef. En dix ans, son chiffre d'affaires annuel, porté par sa clientèle chinoise, est passé de 4 à 7 millions d'euros. Des trois millions de mètres cubes de bois français exportés dans le monde (5), la Fédération nationale du bois (FNB) a calculé que près du tiers était acheminé chaque année vers la Chine.

L'effondrement des coûts du transport a conforté un phénomène de fuite des grumes. « Le prix d'un conteneur a été divisé par deux en deux ans. Il revient moins cher d'acheminer du bois français à Shanghai qu'à Marseille ! », s'émeut le scieur Alain Lefebvre. Dans un tel contexte, rien qu'en 2015, « un tiers du volume de chêne et 20 % du hêtre non transformé français sont partis vers la Chine », estime M. Éric Julien, président-directeur général de la scierie Eurochêne. La Chine délaissera-t-elle l'année prochaine le chêne pour le résineux et le peuplier, comme le prophétisent certains ? La demande vietnamienne prendra-t-elle le relais ? Un fait est en tout cas admis : les scieries françaises se retrouvent exsangues, alors même qu'elles sont souvent implantées à l'orée de fabuleux réservoirs de ligneux.

C'est particulièrement vrai en Lorraine, région très exposée à la demande chinoise du fait de la proximité des ports de Hambourg et d'Anvers. Récente victime en date, la scierie Herlet, sise à la lisière du bourg de Marainviller, en Meurthe-et-Moselle. L'affaire familiale ne pouvait plus aligner ses offres d'achat de grumes sur celles des négociants qui « font de la Chine ». Son gérant, M. Michel Herlet, n'avait plus une bille de chêne à faire passer sur sa délignieuse (grande scie circulaire). Finalement, « les banquiers ont mis le holà », raconte l'intéressé, le regard sépulcral. Adieu broyeurs, compresseurs et autres rectifieuses ! Tout a été liquidé aux enchères. « Cette vente, c'est comme un enterrement ! », gémit M. Didier Daclin, un scieur lorrain venu, parmi une centaine de chalands, assister à l'adjudication. Stand de hot dogs, atmosphère de kermesse, l'ambiance festive en moins... Sous l'autorité d'un huissier peu amène au faciès bronzé à la lampe, les dernières

reliques de près de quatre décennies de travail sont soldées en deux heures.

Chaque liquidation interroge le premier enseignement hérité de la gestion colbertiste, celui d'une politique forestière de long terme. Faut-il vendre la ressource moins cher afin de pérenniser un tissu industriel national ? Ou, au contraire, la céder au meilleur prix, au risque de couper la branche sur laquelle la filière est assise ? De nombreux États, tels l'Allemagne, le Gabon ou le Bhoutan, ont déjà interdit l'exportation de grumes non sciées. Les gouvernements français successifs, eux, se sont longtemps désintéressés de la question. À deux reprises, l'alignement des normes phytosanitaires sur celles des principaux voisins a été retardé pour ne pas freiner les exportations de grumes, notamment vers la Chine. Le texte finalement entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016 (et contesté par le Syndicat de la filière bois) interdit la pulvérisation sur les grumes d'un agent toxique contre les insectes xylophages (la

cyperméthrine ou Forester). Le ministère de l'agriculture préconise d'autres méthodes de certification reconnues, comme l'écorage ou le traitement thermique. Bruxelles a fini par réagir également en créant, en 2015, le label « Transformation UE », qui oblige tout acheteur de bois à garantir une première transformation dans l'Union européenne. La mesure est efficace, mais ne s'applique essentiellement qu'aux chênes (les essences les plus convoitées par les Chinois) vendus par l'ONF, soit à peine 15 % des adjudications totales de bois français.

(2) « La nouvelle France industrielle », ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique, Paris, 2013.

(3) Chiffres de la Fédération nationale du bois, www.fnbois.com

(4) Selon la fédération nationale Forestiers privés de France, www.fransylvia.fr

(5) « Mission relative aux exportations de grumes et au déséquilibre de la balance commerciale de la filière forêt-bois française », rapport de Christian Franqueville, député des Vosges, remis au premier ministre Manuel Valls, juillet 2015.

## Gouffre financier

LES SCIERIES sont le canal d'alimentation des industries du bois. Leur déliquescence a donc logiquement aggravé les difficultés que connaissait déjà l'aval de la filière. Les fabricants français de meubles, parquets, cuisines et huisseries ont dû « s'approvisionner en bois transformé auprès de scieurs étrangers, et ce à des prix plus élevés », explique le scieur Alain Lefebvre. Importer une ressource dont nous disposons localement en abondance... Cette logistique contre nature a fragilisé la compétitivité du secteur, tandis que la Chine, tout à sa stratégie de captation de la valeur ajoutée, a tué la concurrence européenne dans la seconde transformation. Elle s'appuie sans complexe sur une politique protectionniste, avec des taxes sur les importations européennes proportionnelles au degré de finition des produits : 8 % sur les grumes (trunks abattus et ébranchés), 14 % sur le bois scié, 20 % sur les parquets et... 100 % sur les meubles (1). À une question écrite du sénateur du Jura Gérard Bailly (Les Républicains), qui relevait ces termes inégaux des échanges, le ministre de l'agriculture avait répondu : « D'éventuelles mesures visant à rééquilibrer les régimes de taxes pour l'importation de produits transformés ou l'exportation de produits bruts relèvent des compétences exclusives de l'Union européenne et ne peuvent s'ouvrir que dans ce cadre. » Dans les faits, l'Europe n'impose aucune réciprocité et se laisse piller les emplois afférents.

En conséquence, « les acteurs français de la seconde transformation subissent désormais de plein fouet la compétition de produits finis chinois importés en France, fabriqués avec une matière première que nous leur avons vendue ! », s'empare M. Jean-Marie Leclercq, directeur général de ProfessionsBois en Basse-Normandie. Toute la filière papetière a également été écrasée par la puissante concurrence scandinave. Certains industriels ont délocalisé tout ou partie de leur production, tels la parqueterie Morin ou le groupe Lapeyre. D'autres ont mis la clé sous la porte, comme le papetier M-Real. « Beaucoup souffrent, à l'image des fabricants de mobilier Parisot, Gautier ou Camif. Le parquetier Marty est en liquidation », détaille un scieur sous couvert d'anonymat. « Les jeux sont renversés, constate, stupéfait, M. Jacques Lamblin, député Les Républicains de Meurthe-et-Moselle. Nous faisons office de pays sous-développé ! » La sentence économique n'en est que plus sévère : en 2015, le déficit de la filière bois française avoisinait les 5,5 milliards d'euros. C'est près du double de celui de 1994 et, surtout, le deuxième poste du déficit commercial français... juste après les hydrocarbures.

G. P.

(1) « Exportation du bois vers la Chine », Journal officiel du Sénat, Paris, 13 juin 2013.

**En vente chez votre marchand de journaux et sur [www.monde-diplomatique.fr/manuel](http://www.monde-diplomatique.fr/manuel)**

LA FILIÈRE BOIS

# au pays de Colbert

De la Bretagne au Jura, de la Franche-Comté aux Landes, les volumes de grumes destinés aux scieries françaises ont été divisés par deux entre 2007 et 2014. Alors que l'on recensait 7000 scieurs en 1970, il en reste moins de 1600. Et, au rythme d'une à deux disparitions hebdomadaires, « on peut fixer l'arrêt de mort de la dernière d'entre elles », constate M. Nicolas Douzain, délégué général de la FNB. Cette hécatombe entraîne une saignée sociale, économique et fiscale : des dizaines de milliers d'emplois détruits en l'espace de trente ans, 800 millions d'euros de valeur ajoutée et 40 millions de taxes qui se volatilisent chaque année (lire l'encadré page 20).

Incriminer la Chine serait néanmoins une erreur. Sa force déstabilisatrice révéle plutôt des faiblesses anciennes, telles celles qui ont gangrené le village d'Abreschviller (Moselle), à une cinquantaine de kilomètres de Marainviller.

Le dernier des onze établissements qui prospéraient dans ce repli de la vallée de la Sarre rouge a fermé en 2012. Depuis, M. Claude Christophe, l'ancien directeur des scieries réunies d'Abreschviller, n'a jamais eu le cœur à fouler de nouveau les dix-neuf hectares de l'ancienne zone industrielle. Trop de douleur, trop d'amertume. « Quand le regret prend le pas sur le rêve, c'est que l'on vieillit », glisse M<sup>me</sup> Marie-Claire Christophe, son épouse. « Nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes ! », gronde l'ancien scieur. De harangue en sermon, il évoque l'« incompréhension flagrante » de ses collègues d'Abreschviller, leur « manque de rigueur financière », doublé d'une « inadaptation de

l'offre de bois aux besoins fluctuants du marché ». En effet, la crise du bâtiment et des travaux publics (BTP), déclenchée par le premier choc pétrolier, en 1973, présageait déjà des turbulences. Un magma d'imprévoyance et de cécité a comprimé les marges financières, rendant les scieries plus fragiles face à l'irruption de la Chine.

À cette désinvolture s'ajoute, selon M. Christophe, une erreur stratégique bien plus lourde : les scieurs d'Abreschviller – et l'ensemble de la filière bois française derrière eux – se sont détournés du second enseignement de Tronçais, celui de la sécurité des approvisionnements. « Vous vous trouvez dans le Donon, le plus beau massif de résineux de France ! Et pourtant, le jour où le train forestier qui alimentait les scieries en bois local a disparu au profit des autoroutes reliées aux marchés internationaux, nous avons commencé à manquer de matière première. Or comment voulez-vous investir dans votre outil de production si vous n'avez pas de garantie d'approvisionnement ? »

Dès les années 1950, la mondialisation des échanges a fait voler en éclats les circuits courts. Naguère captifs et locaux, les marchés du bois se sont dilatés. En quinze ans, les transactions mondiales ont doublé, pour atteindre 232 milliards de dollars en 2012. Les industriels français ne se sont pourtant pas vraiment inquiétés des menaces d'instabilité des prix et de raréfaction de la matière. Se sont-ils bercés de l'illusion d'une richesse abondante ? La confiance en la « main invisible » du marché, renforcée par l'explosion du commerce de bois africain et asiatique à bas coût, plaide en ce sens.

## Peut-on relocaliser la sylviculture ?

ONT-ILS ÉGALEMENT perdu la connaissance de la ressource ? Durant les années 1990, rentabilité oblige, de nombreux fabricants de parquet ont cédé leurs scieries, garantes d'une sécurité des approvisionnements mais peu lucratives, et ont préféré recourir à la sous-traitance. Conséquence de cet éclatement des chaînes de production : les industriels, qui n'avaient plus à se soucier de gestion forestière, ont perdu la culture du bois. Ils sont un peu à l'image de ces six architectes d'intérieur italiens, jean ajusté et souliers en daim, venus ce matin de Bari pour sillonner la forêt domaniale des Étangs, en Saône-et-Loire. Les téléphones carillonnent tandis qu'une limace se coulant sur une feuille provoque maints émerveillements. Ces professionnels esthètes sont friands du parquet en chêne haut de gamme usiné par Margaritelli, un industriel établi dans la commune voisine de Fontaines. Et pourtant, la forêt, ses équilibres, ses rythmes, ses cycles écologiques leur sont largement étrangers. « Il est important de bien comprendre d'où vient la matière ! », insiste néanmoins M. David Chavot, le directeur de Margaritelli Fontaines, mué, le temps d'une journée, en précepteur d'un grand retour à la terre. Des glandées de chênes jusqu'au paquetage des lamelles de parquet en passant par le parc à grumes et le poste de tronçonnage, l'ensemble de la chaîne de valeur est étudié afin de donner aux visiteurs une vision globale de la filière.

Cette approche, Margaritelli se l'est d'abord appliquée à lui-même. Dès les années 1980, le groupe a constitué une chaîne verticale intégrée, à rebours des stratégies d'externalisation alors en vogue. « Nous avons privilégié la sécurité des approvisionnements en conservant une scierie qui sait où se procurer le bois », explique M. Chavot. Ce choix ne génère aucune économie de coûts : « Un financier dirait qu'il faut vendre. Mais la sérénité que cette situation confère permet des investissements de long terme sur la seconde transformation. » Ailleurs, la prise de conscience de l'inconstance des ravitaillements en ressources a déjà produit ses effets. Outre-Rhin, la contractualisation des approvisionnements de bois entre l'administration gestionnaire des forêts et les scieries de règle. Quant au fabricant de meubles suédois Ikea, il est

remonté encore plus en amont en s'adjudant, en 2015, plus de 33 000 hectares de forêts en Roumanie...

En France, l'idée d'une contractualisation des approvisionnements entre l'ONF et les scieries fait son chemin. Mais, entre l'idée et sa réalisation, il y a un abîme, que creuse encore l'incroyable morcellement de la propriété privée. À cheval sur Dauphiné et Savoie, le massif montagneux de la Chartreuse, fait d'a-pics et de replats que tapissent des coulées de neige, l'atteste : ses 25 000 hectares de forêts privées se répartissent entre... 13 000 propriétaires. Sous les ondées et un froid mordant, la route forestière des Fraisses ouvre une trouée qui facilite le débardage de 84 hectares d'épicéas et de sapins pectinés. Achievé en 2005, son aménagement a nécessité quatre années, le temps de mettre d'accord les 73 propriétaires autour d'un tracé. « Il a fallu les retrouver un à un, délimiter les parcelles, gérer les conflits familiaux, respecter l'esthétique des lieux et contourner une station de sabots-de-Vénus », se souvient M<sup>me</sup> Marion Frachisse, employée du parc naturel régional de Chartreuse. Chaque lacet des 2 400 mètres de la piste illustre les méandres de tractations entre absents, jaloux, mécontents et chicanes. Et encore, « nous avons connu des cas plus difficiles », souffle M<sup>me</sup> Frachisse. Certaines routes n'ont jamais pu être tracées ».

Héritage de l'abolition du droit d'aînesse à la Révolution française, les trois quarts de la forêt sont aujourd'hui émiétés entre trois millions et demi de propriétaires fonciers. L'ONF gère le dernier quart, lequel se répartit essentiellement entre forêts domaniales (9 %) et forêts communales (16 %). « Cette fragmentation est particulièrement frappante en Auvergne et en Rhône-Alpes », note M. Lionel Piet, dirigeant de la coopérative Coforet, en Saône-et-Loire. Elle complique l'installation des dessertes et le débardage. « Cette situation se répercute sur le prix des grumes et impacte la compétitivité de la filière », constate M<sup>me</sup> Frachisse. Surtout, elle freine l'exploitation et entrave davantage l'approvisionnement des scieries. D'ailleurs, en Chartreuse, « seule la moitié des 180 000 mètres cubes de bois générés annuellement par l'accroissement

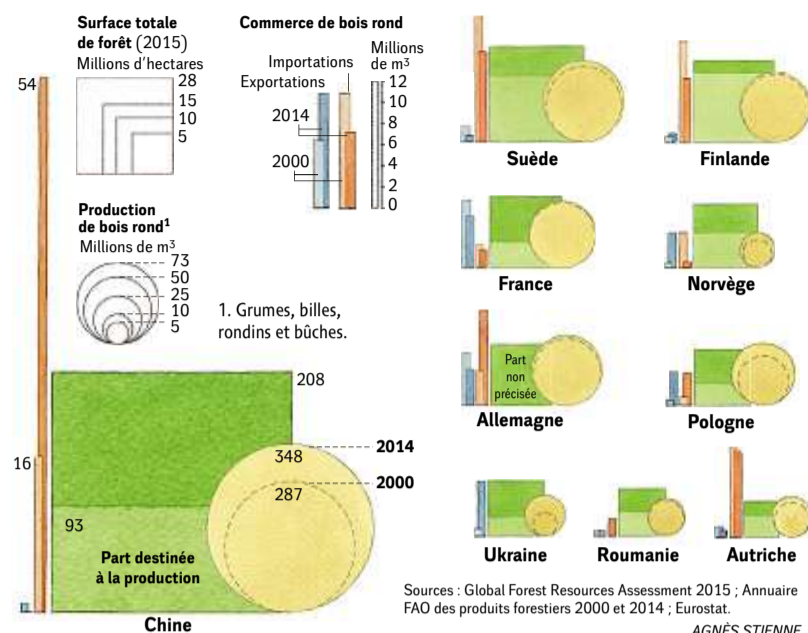
biologique des forêts est récoltée », indique M<sup>me</sup> Frachisse. Plus de 40 % du bois reste inexploitable, faute d'accès.

À défaut de contractualisation, l'exploitation peut-elle être stimulée, à long terme, par une politique de reboisement plus volontariste ? « En France, on reboise avec 70 millions de plants par an, alors que l'Allemagne en est à 300 millions, la Suède à 350 millions et la Pologne à... un milliard ! », souligne M. Vincent Naudet, président du Syndicat national des pépiniéristes forestiers. Nous ne plantons pas assez ».

À court terme, peut-on privilégier l'exploitation de nouveaux débouchés ? « Si le bois ne sort pas suffisamment de la forêt, c'est avant tout parce que la demande reste faible », pense M. Cyril Le Picard, président de l'interprofession France Bois Forêt. Innovations dans la construction, développement de la chimie verte et du bois fibre... M. Le Picard estime que « plus l'aval fera preuve de dynamisme, plus l'amont sera réactif », contribuant à revitaliser les circuits de distribution nationaux. Une vigueur qui pourrait éperonner la part accrue de la biomasse dans le « mix » énergétique français, dans un contexte où le bois pourrait représenter, d'ici à 2020, près d'un quart des énergies renouvelables, selon la FNB.

Mais l'exécutif affiche ses divergences : « Le ministère du développement durable soutient le Fonds chaleur, une initiative pilotée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, qui soutient le développement d'installations industrielles ayant recours à la biomasse. À la différence de Bercy, qui pense que cette ressource pourrait être mieux valorisée », constate M. Damien Abad, député de l'Ain, qui a observé, à l'occasion d'un rapport réalisé en 2015 sur la valorisation de la filière, les tiraillements qui la traversent (6). « Globalement, tout le monde tombe d'accord sur les constats. Mais, lorsqu'il s'agit de proposer des solutions, vous siégez avec quinze professionnels qui vous donnent chacun une avis différent. » La forêt française, quel numéro de téléphone ? « Cette profession est un vrai village gaulois ! », se lamente quant à lui M. Chalayer. Une jungle institutionnelle, avec ses organisations concurrentes et sa kyrielle d'intermédiaires, chapeautés par six ministères compétents (agriculture, environnement, industrie, affaires étrangères, recherche, outre-mer) aux feuilles de route souvent contradictoires.

Dans cette Babel de fibre et de chlorophylle où, selon les mots d'un scieur, « s'expriment beaucoup d'ego, où tout le



Une ressource naturelle captée par Pékin.

monde a un avis tranché et parle très fort », le sylviculteur n'a pas davantage idée de la destination de ses arbres que l'industriel ne soupçonne leur origine. « Trop souvent, le vendeur du produit de base n'a ni connaissance ni souci des utilisations finales de ce qu'il vend », écrit M. Christophe Attali, alors membre du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies au ministère de l'économie, dans un rapport publié en 2013 (7). Dans ces conditions, les occasions de rencontre entre l'offre des uns et les besoins des autres s'amenuisent. « Les forêts françaises produisent majoritairement des feuillures alors que le marché recherche surtout des résineux », déplorait en 2012 le Conseil économique, social et environnemental (8).

Une réconciliation entre les professionnels de l'arbre et ceux du bois s'ébauche dans les régions, au moyen de labels tels que les appellations d'origine contrôlée (AOC). Depuis 2005, le parc naturel régional de Chartreuse tente de faire homologuer la première AOC de bois français. Il s'agit de reconstituer un maillage industriel relocalisé autour d'un produit forestier singularisé. À côté des circuits planétarisés de distribution, l'échelle apparaît microscopique. « C'est une révolution mentale à entreprendre », admet pourtant M<sup>me</sup> Jeanne-Véronique Davesne, du Comité interprofessionnel des bois de Chartreuse. Car réunir les uns et les autres au sein d'une boucle courte a d'abord supposé de les réconcilier avec la matière, son identité. Des années de recherches pour pouvoir un jour, tout simplement, connaître les caractéristiques des produits

de Chartreuse et dire : « Bois épicéa. Solide. Haute résistance mécanique. Peu de nœuds. Grain fin. » Et, à partir de là, privilégier une stratégie commerciale commune en direction du secteur de la construction.

En définitive, le défi industriel implique surtout un aggiornamento psychologique et culturel. Il faudrait montrer aux consommateurs qu'ils disposent d'une offre de produits forestiers de proximité. Inciter architectes et urbanistes à abandonner le « réflexe béton » hérité des années 1950. Inculquer aux écoliers une connaissance de la forêt, car « ils peuvent vous citer quinze marques de voitures, mais pas quinze essences d'arbres », dit M. Dominique Escaron, président du parc de Chartreuse. Enseigner, aussi, aux promeneurs les lois intangibles qui gouvernent les écosystèmes de Tronçais. Et pour cause : « Le public perçoit simplement la forêt comme un grand terrain de jeu », observe M<sup>me</sup> Blanchard en arpentant les allées domaniales. L'attente cette question invariablement posée au standard téléphonique de l'office du tourisme, et qui n'en finit pas de la déconcerter : « À quelle heure ouvre la forêt ? »

GUILLAUME PITRON.

(6) Pascale Got et Damien Abad, « Pour une meilleure valorisation économique de la filière bois-forêt en France », commission des affaires économiques, Assemblée nationale, Paris, 14 octobre 2015.

(7) Christophe Attali (sous la dir. de), « Vers une filière intégrée de la forêt et du bois », rapport interministériel, Paris, avril 2013.

(8) Marie de l'Estoire, « La valorisation de la forêt française », Conseil économique, social et environnemental, Paris, 10 octobre 2012.

## Théorème de la soumission

FINS CONNAISSEURS de la loi de l'offre et de la demande, les économistes Pierre Cahuc et André Zylberberg ont trouvé une méthode pour écumer les plateaux télé et les antennes radio : provoquer la polémique de la rentrée en intitulant subtilement leur livre *Le Négationnisme économique*. Principale cible de leur brûlot : les économistes hétérodoxes, dont bon nombre figurent parmi les auteurs du *Manuel d'économie critique* du *Monde diplomatique*, actuellement en kiosques.

Que leur reprochent MM. Cahuc et Zylberberg ? De contester les résultats d'une discipline qui aurait opéré sa « révolution expérimentale » au point de devenir aussi indiscutable que « la physique, la biologie, la médecine ou la climatologie ». Désormais, les économistes, disent ces deux amoureux de la science, sont capables d'évaluer l'efficacité d'une mesure politique (par exemple, la hausse du smic) ou d'une prestation sociale exactement comme leurs collègues médecins testent les vertus d'un nouveau médicament : en comparant un premier groupe de patients, auquel la molécule est prescrite (dans ce cas, les bénéficiaires d'une mesure), à un second, auquel on administre un placebo (les autres).

Dans les années 1930, les économistes ont contracté un complexe d'infériorité vis-à-vis des sciences « dures », qui ne les a jamais quittés. Chez ces deux-là, la *physics envy* (1), ou jalousie envers les sciences physiques, confine au caprice de bambin. À ceux qui auraient l'idée saugrenue de reprocher aux économistes de ne pas avoir prévu la crise de 2007-2008, ils rétorquent : « En fait, la science économique n'est pas capable de prévoir un futur très complexe. De la même

manière, la médecine est incapable d'anticiper la prochaine grande épidémie. Arrêtez-vous de voir votre médecin parce qu'il ne peut pas prédire si vous aurez un cancer l'année prochaine (2) ? » Certes... Mais, si mon médecin m'a encouragé à fumer les trente dernières années, j'aurai de sérieuses raisons de vouloir changer de praticien. En préconisant énergiquement de déréguler la finance, les économistes dominants ont une grande responsabilité dans les tares du système actuel. Et, contrairement aux physiciens, qui ne peuvent guère modifier la loi de la gravité, les économistes influencent souvent leur objet d'étude...

Même le « Prix Nobel d'économie » 2015 Angus Deaton s'est agacé du scientisme naïf de ses collègues : « [Ce type de test empirique] n'est utile que s'il est combiné avec d'autres méthodes et d'autres disciplines pour découvrir non pas "ce qui marche", mais pourquoi les choses marchent, à tel moment et à tel endroit (3). » Car les phénomènes sociaux, contrairement aux expériences de laboratoire, ne sont pas reproductibles à l'identique. Ces subtilités donnent raison aux citoyens, de plus en plus nombreux, qui doutent des préconisations des économistes dominants. Faut-il vraiment s'en désoler ?

HÉLÈNE RICHARD.

(1) Cf. Philip Mirowski, « Do economists suffer from physics envy? », *Finnish Economic Papers*, vol. 5, n° 1, Helsinki, printemps 1992.

(2) *Challenges*, Paris, 1<sup>er</sup> septembre 2016.

(3) *Le Monde*, 12 septembre 2016.

# Perceptions et réalités de l'autoritarisme

*Quoi de commun entre l'icône birmane Aung San Suu Kyi et le sulfureux président philippin Rodrigo Duterte ? Leur présentation caricaturale dans les médias, notamment occidentaux, prompts à prendre parti au nom de considérations morales. Les peuples d'Asie du Sud-Est s'avèrent souvent moins sensibles aux accusations d'autoritarisme qu'aux résultats qu'ils escomptent de l'action de leurs élus.*

PAR ÉRIC FRÉCON \*

EN ASIE DU SUD-EST (1), c'est souvent la même histoire. Au départ, les médias bruissent de rumeurs enthousiasmantes à l'endroit des candidats libéraux. Colportés par les élites nationales cultivées et connectées, elles sont relayées par l'Occident, qui s'enflamme volontiers. Il en est allé ainsi en Indonésie en 2014, quand M. Joko Widodo, surnommé Jokowi, a fait souffler un vent nouveau sur la vie politique du pays, sclérosée par de vieux clans. La campagne de ce néophyte de la politique nationale, au mode de gouvernement si innovateur, fut portée par la haute classe sociale de Djakarta – dont il était le gouverneur – et par des universitaires de tous bords, jusqu'en Australie.

De la même manière, la victoire de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) en Birmanie en novembre 2015 a semblé sonner la fin d'une époque dominée par les militaires. Certes, bloquée par la Constitution, M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi n'était pas en mesure de prendre la prési-

dence; mais l'un de ses proches, M. Htin Kyaw, a été élu à ce poste le 15 mars dernier. Quant à la «dame de Rangoun», en tant que ministre des affaires étrangères, elle peut siéger au Conseil national de défense et de sécurité. Elle est aussi devenue conseillère d'État – une fonction créée pour elle.

Selon un principe symétrique, il arrive que les représentants non élus des élites tombent à bras raccourcis sur les pouvoirs en place – et que l'Occident soit tenté de suivre le mouvement. C'est ainsi qu'à Singapour, lors de l'été 2015, à la veille du scrutin du 11 septembre, les réseaux sociaux espéraient transformer l'essai des élections de 2011 qui avaient envoyé au Parlement six députés d'opposition sur quatre-vingt-sept – un record. Le père fondateur de la cité-État, Lee Kuan Yew, était décédé quelques mois plus tôt; le temps semblait venu de tourner la page.

À la même époque, le premier ministre malaisien Najib Razak était accusé d'avoir détourné 700 millions de dollars du fonds d'investissement public 1MDB (1 Malaysia Development Berhad) vers ses comptes personnels – ce qu'il a toujours nié. Aus-

sitôt, le mouvement Bersih (« propre »), devenu célèbre après son premier rassemblement de protestation en 2007, reprenait la rue. Il recevait le soutien inédit de l'ancien premier ministre Mahathir Mohamad, hier mentor de M. Najib et aujourd'hui son opposant. Les jours du chef du gouvernement semblaient comptés.

Dernier cas, celui du président philippin Rodrigo Duterte, dont les propos comme candidat ont régulièrement heurté l'intelligentsia occidentale. Il a rapidement été comparé au républicain américain Donald Trump du fait de ses déclarations macho-populo-polémiques. Non content d'avoir averti, en campagne, qu'il n'hésiterait pas à abattre des dizaines de milliers de criminels, il a, une fois élu, encouragé ses concitoyens à éliminer physiquement des trafiquants de drogue. À écouter le président investi le 30 juin 2016, les journalistes ne seraient pas à l'abri d'un tel traitement s'ils se révélaient être «des fils de p...», selon ses propres mots. Ces menaces à peine voilées ont aussitôt suscité une mise en garde de l'Organisation des Nations unies (ONU) (2). M. Duterte a de nouveau utilisé la vulgaire expression dont il est coutumier pour qualifier M. Barack Obama début septembre; ce dernier a aussitôt annulé la rencontre bilatérale prévue, malgré les excuses de son homologue philippin, avant de lui serrer la main dans un couloir en marge du sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Puis M. Duterte a annoncé qu'il voulait chasser les forces spéciales américaines du sud du pays...

En résumé, on accordait peu de crédit et guère de perspectives aux dirigeants singapourien, malaisien et philippin, ce qui contrastait avec l'enthousiasme généré par les candidats d'Indonésie et de Birmanie.

Cependant, la vérité des urnes n'est pas celle de la médiaphère. Si les villes disposent de grosses caisses de résonance, les campagnes restent prépondérantes au moment du décompte – le taux d'urbanisation en Asie du Sud-Est n'atteignait que

47% en 2015. Et leurs priorités ne sont pas forcément celles des élites urbaines: c'est plutôt le paternalisme qui domine le système socio-politique, et caractérise la région.

En Indonésie, même si Jokowi a été élu président en juillet 2014, il n'a finalement pas largement dominé la campagne comme escompté, et les élections législatives du 9 avril 2014 l'ont privé d'une majorité au Parlement (*lire les « Repères » ci-contre*). Il a même durci son discours

pour s'appuyer sur les forces conservatrices et séduire la frange de l'électorat qui avait soutenu son rival nationaliste Prabowo Subianto. Il a autorisé les exécutions, au terme de procès légaux, de trafiquants de drogue (la dernière en juillet), ainsi qu'une traque des pêcheurs illégaux (quelque 210 navires ont été coulés depuis fin 2014); il s'est refusé à reconnaître clairement les massacres de masse de 1965-1966 contre les communistes (3). Et on le dit intéressé par la sanglante campagne antidroque menée par M. Duterte.

## Les Malais derrière leur gouvernement

DE MÊME, bien qu'ayant remporté les élections, la LND en Birmanie s'est fait attendre sur la question des minorités ethniques, à commencer par les Rohingyas musulmans (4), dont le sort est toujours loin d'être réglé – M. Kofi Annan, l'ancien secrétaire général de l'ONU, a atterri dans l'ouest du pays début septembre en espérant aider à régler la crise. Comme l'expliquent des chercheurs du Peace Research Institute of Oslo (PRIO), les élections n'ont pas seulement évincé les militaires, elles ont aussi marginalisé les partis ethniques: bien que représentant 40% de la population, ils n'ont obtenu que 6% des sièges, la LND profitant d'un mode de scrutin largement à son avantage. Fin 2015, certains de ces groupes ethniques, comme les Kachins, n'ont pas manqué de faire part de leur pessimisme; ils ont admis avoir cherché l'efficacité en accordant leur voix à la Ligue, non pour la soutenir mais pour s'opposer au parti de l'ancienne junte.

Dans le cas de Singapour, point de monde rural, mais une «majorité silencieuse» composée de fonctionnaires et d'une population âgée, toujours plus confiante dans le Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir depuis 1959. Les électeurs ont voté en 2015 à 70% pour les candidats du gouvernement, en leur accordant 83 sièges sur 89, à l'opposé de ce que laissait supposer l'intense activité

sur les réseaux sociaux. La tendance a été confirmée lors d'une élection partielle au printemps 2016 (5).

En Malaisie, alors qu'on les imaginait au plus bas à cause des scandales de corruption en chaîne, le premier ministre Najib et son parti ont remporté en mai et juin 2016 plusieurs scrutins: un à la tête d'un des États de la fédération et deux législatives partielles. M. Najib «se tient plus haut que jamais», reconnaissait même l'Agence France-Presse (AFP). *Son destin électoral n'a jamais paru si favorable* (6). Sur sa lancée, il s'est permis d'adopter de nouvelles lois liberticides, renforçant notamment le contrôle d'Internet, tandis que l'ancien chef de file de l'op-

(1) On ne s'intéresse pas ici aux pays passés par l'expérience communiste (Vietnam, Laos, Cambodge) ni au sultanat de Brunei.

(2) Alpha Diallo, «Philippines: des experts de l'ONU regrettent des propos du président élu Duterte sur les journalistes», Radio des Nations unies, Genève, 6 juin 2016.

(3) Lire Lena Björström, «Indonésie 1965, mémoire de l'impunité», *Le Monde diplomatique*, décembre 2015.

(4) Lire Warda Mohamed, «Des apatrides nommés Rohingyas», *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(5) Le parti au pouvoir l'a emporté le 7 mai 2016 à Bukit Batok avec 61,2% des voix contre le D'Chee Soon Juan, opposant historique.

(6) «A year after 1MDB: Najib takes hardline turn»; lire page 22, Agence France-Presse, 27 juin 2016.

\* Enseignant-chercheur à l'École navale, chercheur associé à Asia Centre, auteur de *Chez les pirates d'Indonésie*, Fayard, Paris, 2011.



ASSOCIATION  
LES AMIS  
DU MONDE  
DIPLOMATIQUE



## RÉGIONS

**AIX-EN-PROVENCE.** Le 11 octobre, à 18 heures, à l'IEP, 25, rue Gaston-Saporta, projection du film *Les ânes ont soif* (Opération Correa, épisode 1) et, à 20h30, au cinéma Le Mazarin, rue Laroque, projection d'*On revient de loin* (Opération Correa, épisode 2), suivie d'un débat avec Pierre Carles, coréalisateur. En partenariat avec Sciences Po-Hertz, le Cercle politique aixois et les Déconomistes. ([d.bruct@orange.fr](mailto:d.bruct@orange.fr))

**ANGoulême.** Le 15 octobre, à 15 heures, à l'auditorium de l'Alpha, 1, rue Coulomb; rencontre avec Pierre Daum pour son livre *Le Dernier Tabou. Les «harkis» restés en Algérie après l'indépendance* (Actes Sud). ([patrickbouthinon@orange.fr](mailto:patrickbouthinon@orange.fr))

**ARIÈGE.** Le 4 octobre, à 20 heures, à l'espace culturel des Bordes-sur-Arize: «Aux origines de la langue française», avec Henri Del Pup. Le 22 octobre, de 14 à 23 heures, salle multimédia du Fossat, ciné-rencontre avec Jean-Robert Viallet. ([micsans@gmail.com](mailto:micsans@gmail.com))

**AUDE.** Le 13 octobre, à 20h30, au foyer communal de Saint-Ferriol, et le 14 octobre, à 20h45, à la salle des associations de Pennautier: «L'état d'urgence», avec Jean-Jacques Gandini. Le 20 octobre, à 20h30, au cinéma Le Colisée de Carcassonne, projection du film *On revient de loin* (Opération Correa, épisode 2), suivie d'un débat avec Nina Faure, coréalisatrice. ([amd11@free.fr](mailto:amd11@free.fr))

**AURILLAC.** Le 7 octobre, à 20h30, à l'espace Hélicas: «Aux origines climatiques des conflits», avec Agnès Sinaï. Dans le cadre de la Fête de l'énergie, coorganisée avec les associations CPIE, EIE, AVEC. ([burlito15@gmail.com](mailto:burlito15@gmail.com))

**BESANÇON.** Le 13 octobre, à 20 heures, au café de l'Herminette, 130, Grande Rue, «café citoyen»: «La nation, entre communauté politique et repli identitaire». ([claire.arnoux@laposte.net](mailto:claire.arnoux@laposte.net))

**CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.** Le 4 octobre, à 20h15, à l'auditorium de la bibliothèque Georges-Pompidou, présentation du *Manuel d'économie critique*, avec Hélène Richard. ([amdchalons@hotmail.com](mailto:amdchalons@hotmail.com))

**DIJON.** Le 20 octobre, à 18 heures, à Sciences Po, 14, avenue Victor-Hugo: «Sommes-nous toujours en démocratie?», avec Anne-Cécile Robert ([lacaille.c@wanadoo.fr](mailto:lacaille.c@wanadoo.fr))

**FRANCHE-COMTÉ.** Le 30 septembre, à 20h30, au cinéma Méliès de Lure, projection du film de Chris Den Hond et Mireille Court

*Équateur: la forêt empoisonnée*, suivie d'un débat avec Nicolas Sersiron. Dans le cadre de la foire éco-bio de Faucongy-et-la-Mer, à la salle culturelle, le 1<sup>er</sup> octobre, à 16h30: «Le productivisme agricole détruit le vivant. Peut-on faire autrement?», avec Jean-Christophe Kroll, suivi d'une conférence chantée «Prise de confiance», avec Merome; et le 2 octobre, à 16h30: «Piller les ressources naturelles. Jusqu'à quand?», avec Nicolas Sersiron. Le 12 octobre, à 20h30, au cinéma Méliès de Lure, projection du film de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe *Volem rien foutre al país*, suivie d'un débat sur le thème: «Et si on construisait ensemble notre territoire?». ([odilemangeot@wanadoo.fr](mailto:odilemangeot@wanadoo.fr))

**GIROUDE.** Le 3 octobre, à 20h30, au cinéma Utopia, place Camille-Julian à Bordeaux, projection du film *Aube dorée, une affaire personnelle* suivie d'un débat avec la réalisatrice Angélique Kourounis. En partenariat avec Attac. Le 4 octobre, à 19 heures, à la salle Aragon à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt: dîner-débat autour du *Manuel d'économie critique*. Le 10 octobre, à 12h45, au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles, «désjeuner-Diplo». Le 12 octobre, à 19 heures, à la médiathèque de Mérignac: «De la laïcité à l'école et dans la République», avec Eddy Khaldi. Le 14 octobre, à 19 heures, à la bibliothèque du Haillan, 30, rue de Los Heros: «Mythes et réalités de l'immigration», avec Luc Arbogast. Le 19 octobre, à 20h30, au café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne: «café-Diplo». ([amis.diplo33@gmail.com](mailto:amis.diplo33@gmail.com))

**GUADELOUPE.** Le 12 octobre, à 19h30, au Mémorial ACTe à Pointe-à-Pitre, projection du film *Un monstre à mille têtes*, de Rodrigo Plá, suivie d'un débat. Le 14 octobre, à 19h30, à la médiathèque de Port-Louis: «Une géographie populaire de la Caraïbe», avec Romain Cruse. ([danimaginaire@yahoo.fr](mailto:danimaginaire@yahoo.fr))

**JURA.** Le 6 octobre, à 20 heures, au Ciné-Comté, rue Charles-de-Gaulle à Poligny: projection du film de Sophie Metrich et Julien Milanese *L'Intérêt général et moi*, suivie d'un débat avec Martine Billard. Le 27 octobre, à 20 heures, au même endroit, projection du film de Pierre Carles et Nina Faure *On revient de loin* (Opération Correa, épisode 2), suivie d'un débat avec Maurice Lemoine. ([valentinpoligny@hotmail.fr](mailto:valentinpoligny@hotmail.fr))

**LA ROCHELLE.** Le 26 octobre, à 17 heures, au café Aion, rue de la Scierie, «café-Diplo». ([jose.dacunha5@free.fr](mailto:jose.dacunha5@free.fr))

**LA ROCHE-SUR-YON.** Le 1<sup>er</sup> octobre, à 10 heures, au 1<sup>er</sup> étage du Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau, «café-Diplo» autour du

*Manuel d'économie critique* et de l'article de Christelle Gérard «Aix-Marseille, laboratoire de la fusion des universités», paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2016. ([michelmerel54@laposte.net](mailto:michelmerel54@laposte.net))

**LAVAL.** Le 7 octobre, à 19 heures, au café Le Méridional, rue du Pont-de-Mayenne, «café-Diplo»: «Le "Brexit", et après?». ([patrice.morin16@orange.fr](mailto:patrice.morin16@orange.fr))

**LYON.** Le 28 octobre, à 20 heures, au Ciné Duchère, 308, avenue Andréï-Sakharov; projection du film *On revient de loin* (Opération Correa, épisode 2). ([catherine.chavin@wanadoo.fr](mailto:catherine.chavin@wanadoo.fr))

**METZ.** Le 13 octobre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément, «café-Diplo»: «Enjeux des élections aux États-Unis». Les 21 et 22 octobre, espace Clovis, Fondation Abbé-Pierre, 7, rue Clovis, festival «Palestine 2016: liberté d'expression». ([christopher.pollmann@univ-lorraine.fr](mailto:christopher.pollmann@univ-lorraine.fr))

**MONTARGIS.** Le 6 octobre, à 20h30, amphitheâtre agricole du Chesnoy, route de Nevers: «Les dérivés de l'agro-industrie», avec Aurélie Trouvé, AgroParisTech. En partenariat avec le lycée agricole. ([piherry@orange.fr](mailto:piherry@orange.fr))

**MONTPELLIER.** Le 13 octobre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret: «Derrière le "Brexit"», avec Keith Dixon. ([amis-diplo34@orange.fr](mailto:amis-diplo34@orange.fr))

**NANTES.** Le 24 octobre, à 18h30, au Lieu Unique: «café-Diplo» autour du *Manuel d'économie critique*. ([claudie.desfosses@wanadoo.fr](mailto:claudie.desfosses@wanadoo.fr))

**NICE.** Le 18 octobre, à 19h30, au café O'Quotidien, 2, rue Martin-Seytour: «café-Diplo» autour du numéro d'octobre 2016 et discussion autour du *Manuel d'économie critique*. ([diplo@geller-conseil.eu](mailto:diplo@geller-conseil.eu))

**NORD.** Le 6 octobre, à 20 heures, au cinéma Le Méliès, rue Traversière à Villeneuve-d'Ascq; projection en avant-première du film *Qu'est-ce qu'on attend?*, suivie d'un débat avec la réalisatrice Marie-Monique Robin. En partenariat avec FSC. Le 12 octobre, à 20 heures, à la

MRES, 23, rue Gosselet, rencontre avec Renaud Lambert et Hélène Richard autour du *Manuel d'économie critique*. ([amdnord@yahoo.fr](mailto:amdnord@yahoo.fr))

**ORLÉANS.** Le 6 octobre, à 20 heures, à la Maison des associations, rue Sainte-Catherine: «Motivations économiques et risques d'un conflit majeur», à partir de l'article de Michael Klare «A Washington, scénarios pour un conflit majeur», paru dans le numéro de septembre 2016 du *Monde diplomatique*. ([lesamdorleans@outlook.fr](mailto:lesamdorleans@outlook.fr))

**RENNES.** Le 27 octobre, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc, «café-Diplo» à partir de deux articles du *Monde diplomatique* de juillet 2016: «L'homme qui se prend pour un sultan», de Selahattin Demirtaş, et «La sale guerre du président Erdoğan», de Laura-Maï Gaveriaux. ([yves.paris-tad@wanadoo.fr](mailto:yves.paris-tad@wanadoo.fr))

**SAINTE-BRIEUC.** Le 14 octobre, à 19h45, à la Maison du temps libre, 6 bis, rue du Maréchal-Foch, salle du Petit Théâtre: rencontre avec Hélène Richard autour du *Manuel d'économie critique*. ([fame973@gmail.com](mailto:fame973@gmail.com))

**TOULOUSE.** Le 13 octobre, à 20h30, salle du Sénéchal: «L'urgence de la démocratie», avec Pierre Dardot. À l'American Cosmograph: le 10 octobre, à 20h30, projection de *La Supplication*, suivie d'un débat avec le réalisateur Pol Cruichten; le 18 octobre, à 20h30, projection d'*On revient de loin* (Opération Correa, épisode 2), suivie d'un débat avec Nina Faure, coréalisatrice; le 27 octobre, à 20h30, projection de *1336 jours, des hauts, débats, mais debout*, suivie d'un débat avec le réalisateur Claude Hirsch et le syndicaliste Guy Pavan. ([amdoul@gmail.com](mailto:amdoul@gmail.com))

**TOURS.** Le 21 octobre, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy: «Les investissements chinois, un danger pour la France?», avec Martine Bulard. Le 18 octobre à 13 heures, le 20 octobre à 19 heures et le 24 octobre à 11 heures, sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. ([pjc.arnaud@orange.fr](mailto:pjc.arnaud@orange.fr))

**VALENCE.** Le 14 octobre, à 20 heures, au pôle universitaire Marguerite-Soubeyran, 8, avenue de Romans: «L'ubérisation de la société», avec Pierre Rimbert. En partenariat avec l'Université populaire de l'agglomération valentinoise. Le 18 octobre, à 20 heures, au Navire, projection du film *La Sociale*, suivie d'un débat avec le réalisateur, Gilles Perret. En partenariat avec la CGT. ([suzanne.dejours@orange.fr](mailto:suzanne.dejours@orange.fr))

## PARIS ET BANLIEUE

**PARIS.** Le 6 octobre, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, «café-Diplo» avec Pierre Rimbert pour son article «Données personnelles, une affaire politique», paru dans le numéro de septembre 2016 du *Monde diplomatique*. Le 7 octobre, à 17 heures, à la Fondation Maison des sciences de l'homme (salle 640), 190, avenue de France; projection du film *Tout s'accélère*, suivie d'un débat avec Gilles Vernet, le réalisateur, Nicole Aubert, professeure émérite de sociologie, et Christopher Pollmann, professeur à l'université de Lorraine. Le 16 octobre, à partir de 14 heures, au théâtre de l'Épée de bois, à la Cartoucherie: «Cabaret d'urgence» de Jolie Môme. En partenariat avec les AMD 75 et les AMD 93. ([amis.diplo.75@gmail.com](mailto:amis.diplo.75@gmail.com))

**ESSONNE.** Le 17 octobre, à 20h30, Maison du monde, 509, patio des Terrasses à Evry: réunion mensuelle des Amis. ([amd91.evry@gmail.com](mailto:amd91.evry@gmail.com))

**SEINE-SAINT-DENIS.** Le 27 octobre, à 19 heures, à la Belle Étoile - Jolie Môme, 14, allée Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis: présentation du *Manuel d'économie critique*, avec Renaud Lambert et Sylvain Leder. ([amis.diplo.75@gmail.com](mailto:amis.diplo.75@gmail.com))

**YVELINES.** Le 1<sup>er</sup> octobre, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Montgolfier: rencontre avec Bernard Thibault pour son livre *La troisième guerre mondiale est sociale* (Éditions de l'Atelier). ([eveleveque@wanadoo.fr](mailto:eveleveque@wanadoo.fr))

## HORS DE FRANCE

**GENÈVE.** Le 11 octobre, à 18h30, au café-restaurant Le Platane, 91, boulevard de la Cluse: «café-Diplo» autour de l'article de Jean-Arnauld Dérens et Laurent Geslin «Dans les Balkans, le plus vieux islam d'Europe», paru dans le numéro de septembre 2016. ([claudie.sumi@gmail.com](mailto:claudie.sumi@gmail.com))

**LUXEMBOURG.** Le 13 octobre, à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté: soirée-débat sur le «Brexit», à partir de l'article de Bernard Cassen «Le legs britannique à l'Europe», paru dans le numéro de juillet 2016. ([deckertr@pt.lu](mailto:deckertr@pt.lu))

## 20 ANS D'INDÉPENDANCE, ÇA SE FÊTE!

Samedi 8 octobre, à 14 heures, l'association fêtera ses 20 ans au Centquatre, 5, rue Curial à Paris 19<sup>e</sup>, métro Riquet. L'occasion de revenir sur vingt ans d'indépendance et d'engagement en faveur du mensuel. Programme détaillé et inscription: [www.amis.monde-diplomatique.fr/20ans](http://www.amis.monde-diplomatique.fr/20ans)

D'ORDRE ET ASPIRATION À L'OUVERTURE

## dans le Sud-Est asiatique

MIZUMA GALLERY, SINGAPOUR / HERI DONO / PHOTOGRAPHIE AGUNG SUKINDRA



HERI DONO. – « Shock Therapy For Political Leader » (Thérapie de choc pour dirigeant politique), 2004

position, M. Anwar Ibrahim, est en prison depuis février 2015 à cause d'accusations de sodomie, interdite en Malaisie.

Enfin, aux Philippines, malgré le portrait peu élogieux de M. Duterte dressé par la presse internationale, ce dernier a remporté l'élection présidentielle à un tour en mai dernier avec 39% des voix, soit cinq millions de bulletins de plus que son dauphin (7). Une fois dépassé le choc – heureux ou pas – des résultats, voire des premières mesures, l'art du compromis et le souci du consensus ont bien semblé reprendre le dessus.

Comme souvent sur la scène internationale du Sud-Est asiatique, où les chancelleries oscillent entre Chine et États-Unis, les gouvernements reviennent à un équilibre prudent. C'est ainsi qu'après avoir cherché ses marques, le président indonésien a décidé de tourner peu à peu le dos à quelques bourgeois-bohèmes du Parti démocratique indonésien de lutte (PDI-P), de jeunes intellectuels souvent aisés, parfois formés à Singapour ou en Occident, qui l'avaient soutenu lors de la campagne. L'emprise de Mme Megawati Sukarnoputri, fille du premier président Sukarno, sur ce parti nationaliste et de centre gauche ne lui laisse en effet guère de marges de manœuvre, notamment dans les nominations. Le président profite par ailleurs de l'implosion de la coalition d'opposition au Parlement. Beaucoup de partis anciennement proches de M. Prabowo ont finalement

préférés rejoindre le camp présidentiel. À présent, Jokowi aurait trouvé son cap en privilégiant une entente avec le Golkar, l'un des principaux partis, assez modéré et fervent défenseur du *pancasila* – cette philosophie de l'État indonésien résumée en cinq principes, dont la démocratie, la « justice sociale » ou encore l'obligation de croire en un dieu, sans autre précision.

Après avoir accumulé les postures – défenseur de l'ordre face aux trafiquants de drogue, protecteur du pays en réponse aux incursions chinoises en juin dernier, pionnier de la nation en relançant la politique maritime de l'archipel –, le président Jokowi veut lutter contre le déficit budgétaire. Pour s'y attaquer, il a rappelé de la Banque mondiale Mme Sri Mulyani Indrawati, très appréciée de la communauté des affaires, lors du remaniement de cet été. L'ex-général Luhut Pandjaitan, ancien du Golkar et proche conseiller du président, confirme son statut d'homme fort du gouvernement comme ministre coordinateur des affaires maritimes; il garde la main sur les sujets sensibles : mer de Chine méridionale, infrastructures, énergie et tourisme. La question papoue illustre les louvoisements de Jokowi. Il a certes apporté des aides, amélioré les routes. Mais, parallèlement, la militarisation se poursuit, et la nomination du général Wiranto au poste de ministre coordinateur des affaires politiques, légales et sécuritaires inquiète à cause de son passif, notamment au Timor-Leste (8).

les autres par des civils. Mais, pour l'heure, on ne peut parler de dictature, et il existe quelques garde-fous constitutionnels, telles l'impossibilité de se présenter pour un second mandat au-delà de quatre années passées au pouvoir ou encore la procédure de destitution, plus facile à mettre en place qu'aux États-Unis (9). Surtout, le programme de M. Duterte peut séduire le plus grand nombre : il cherche à se détacher des clans familiaux qui sont à la manœuvre essentiellement depuis Manille, où il n'est allé qu'une seule fois entre sa victoire et son investiture. Il a même snobé la proclamation solennelle des résultats au Congrès. Dans cette lignée, il prône un fédéralisme susceptible d'apporter la paix dans les îles du Sud en proie au sécessionnisme, même si le pari est risqué. Fort de sa trentaine d'années d'expérience en tant que maire de Davao, dans le Sud longtemps instable, il pourrait être le mieux placé pour enfin y régler le conflit entre séparatistes musulmans et pouvoir central – sans oublier les rebelles communistes également actifs dans les zones rurales.

À en croire Richard Javad Heydarian, professeur à l'université De La Salle à Manille, M. Duterte n'a rien d'un « *Trump de l'Est* ». Le chercheur le qualifie au contraire d'acteur « *sophistiqué et nuancé* », comme l'illustre sa « *géopolitique de la mer de Chine méridionale* », à savoir sa vision du conflit territorial, sa diplomatie régionale et sa porte ouverte à Pékin sur ce dossier sensible. Et M. Caillaud de préciser qu'il serait également « *bien entouré* » pour les dossiers économiques.

En revanche, des acteurs risquent de troubler les jeux en cours dans la région. En premier lieu, le facteur islamiste ne peut être négligé alors qu'un bataillon de Malais a été constitué au sein de l'Organisation de l'État islamique (OEI) au Proche-Orient. La Malaisie a été frappée par un attentat le 28 juin 2016, après celui de Jakarta en janvier où l'on a déploré sept morts, dont cinq assaillants. Une province du « califat » se mettrait en place aux Philippines, d'après des analystes jamais avares en éléments de dramatisation propices au bon financement de leurs instituts. Car, tout comme il avait été question de « second front de la terreur » dans les années 2000, marquées par l'âge d'or d'Al-Qaïda – une allégation jamais confirmée –, l'OEI est aujourd'hui servie à toutes les sauces sud-est-asiatiques.

C'est le cas aux Philippines, alors qu'avec la Syrie les liens y sont bien moins évidents qu'avec le grand banditisme. C'est également le cas en Indonésie, où les autorités auraient déjoué début août, sur l'île de Batam, une attaque au lance-roquettes planifiée contre Singapour. L'affaire est prise très au sérieux dans la cité-État, toujours à la recherche d'ennemis pour cimenter son pacte social. Mais elle suscite le scepticisme en Indonésie, où l'affaire est qualifiée d'opaque... De même, le profil des quelques personnes arrêtées pour radicalisation et djihadisme à Singapour ne semble pas correspondre à celui des auteurs d'attentats en Europe, souvent moins amateurs, plus radicalisés et davantage connectés à la Syrie. Enfin, les travaux du P<sup>r</sup> Duncan McCargo, politiste spécialiste de la région, avaient déjà permis de mettre en relief le poids de la politique locale – et non des nébuleuses islamistes

transnationales – dans le conflit du sud de la Thaïlande entre Malais musulmans et Thaïs bouddhistes (10). Là encore, des attaques en août dernier dans les provinces du Sud n'ont pas complètement livré leurs secrets : sont montrés du doigt tantôt les insurgés malais du Sud, tantôt les opposants politiques à la junte.

Faut-il alors davantage s'inquiéter des armées ? En Thaïlande justement, sous prétexte de stabilisation du pays, les généraux ont, en 2014, confisqué le pouvoir autour duquel s'écharpaient libéraux et nationalistes, élites et peuple, urbains et ruraux, « chemises jaunes » et « chemises rouges ». La junte a organisé un référendum le 7 août dernier sur un projet de Constitution guère démocratique. Le général Prayuth Chan-ocha, premier ministre, s'est félicité de la victoire du « oui » (autour de 61%), l'objectif étant certes la tenue d'élections générales en 2017 mais aussi de contrôler un Sénat qui ne serait plus élu mais nommé par le pouvoir militaire. La population se serait-elle fait une raison, à moins qu'elle ne courbe le dos jusqu'au prochain scrutin ?

La transition sera-t-elle plus douce en Birmanie ? Mme Suu Kyi doit encore composer avec ce qu'elle appelle « *l'armée de son père* ». Celle-ci dispose de 25% des sièges au Parlement, sachant que 75% des voix sont requises pour modifier la Constitution. À charge pour la LND de trouver les dosages subtils afin de concéder le minimum à un acteur encore incontournable à court terme. Ce fut particulièrement notable lors de la conférence de Panglong : les officiers des forces armées (Tatmadaw) ont clairement marqué leur territoire en rejetant vigoureusement les demandes d'autonomie administrative des Was et des Shans, tout en interdisant à d'autres groupes combattants de participer à la rencontre historique.

Quant à l'armée indonésienne, elle ne reste pas non plus inactive. Son Livre blanc de la défense publié au printemps dernier relance très vaguement l'idée d'infiltrations étrangères et de « défense totale » impliquant toutes les composantes de la société. En sus, le fait terroriste donne lieu à une concurrence entre la police et l'armée, qui y voit une occasion de s'affirmer davantage sur le territoire sous prétexte de protection. Mais le ministre de la défense manque trop de charisme pour rivaliser avec MM. Jokowi et Luhut. Ces derniers semblent encore tenir les rênes. Toutefois, ici – dans une moindre mesure – comme en Thaïlande, en Birmanie et de façon discrète à Singapour, où bien des ministres sont généraux ou amiraux, les officiers veillent, un pied dans la porte du jeu démocratique.

ERIC FRÉCON.

(7) La coalition de partis qui le soutient compte 112 sièges sur 238 ; le parti libéral dispose de 115 sièges, mais plusieurs de ses membres soutiennent M. Duterte.

(8) Il a été accusé d'être responsable des exactions commises au lendemain des élections de 1999.

(9) Il suffit qu'un tiers de la Chambre des représentants soit convaincue pour lancer la procédure auprès du Sénat.

(10) Duncan McCargo, *Tearing Apart the Land. Islam and Legitimacy in Southern Thailand*, Cornell University Press, Ithaca (État de New York), 2008 ; et *Mapping National Anxieties. Thailand's Southern Conflict*, NIAS Press, Copenhague, 2011.

## Repères

## BIRMANIE

République, régime parlementaire

Résultats des dernières élections générales, 8 novembre 2015 :

- LND (Ligue nationale pour la démocratie, social-démocrate) : 60,27% à la Chambre des nationalités (Chambre haute), 57,95% à la Chambre des représentants (Chambre basse).
- USDP (Parti de la solidarité et du développement de l'Union, nationaliste) : 4,91% à la Chambre des nationalités, 6,81% à la Chambre des représentants.

Président : Htin Kyaw (LND).

## INDONÉSIE

République, régime présidentiel

Résultats des dernières élections législatives, 9 avril 2014 :

- PDI-P (Parti démocratique indonésien de lutte, social-démocrate) : 18,95% des voix.
- Golkar (Parti des groupes fonctionnels, libéral-conservateur) : 14,75%.
- Gerindra (Parti du mouvement de la grande Indonésie, gauche populaire nationaliste) : 11,81%.

Résultats de la dernière élection présidentielle, 22 juillet 2014 :

- Joko Widodo (PDI-P) : 53,15%, élu.
- Prabowo Subianto (Gerindra) : 46,85%.

## MALAISIE

Monarchie fédérale, régime parlementaire

Résultats des dernières élections générales, 5 mai 2013 :

- Barisan Nasional (Front national, national-conservateur) : 50,87%.
- Pakatan Rakyat (Pacte du peuple, social-démocrate) : 47,38%.

Premier ministre : Najib Razak (Barisan Nasional).

## PHILIPPINES

République, régime présidentiel

Résultats de la dernière élection présidentielle, 9 mai 2016 :

- Rodrigo Duterte (Parti démocratique des Philippines-Pouvoir populaire) : 39,01%, élu.
- Mar Roxas (Parti libéral) : 23,45%.

Résultats des dernières élections générales, 9 mai 2016 :

- Parti libéral : 41,73% à la Chambre des représentants (Chambre basse).

Résultats des dernières élections générales, 11 septembre 2015 :

- NPC (Coalition nationaliste populaire, conservatrice) : 17,19% à la Chambre des représentants.

## SINGAPOUR

République, régime parlementaire

Résultats de la dernière élection présidentielle, 27 août 2011 :

- Tony Tan (indépendant) : 35,2%, élu.
- Tan Cheng Bock (indépendant) : 34,85%.

Résultats des dernières élections générales, 11 septembre 2015 :

- PAP (Parti d'action populaire, conservateur) : 69,86%.
- Parti des travailleurs (social-démocrate) : 12,48%.

Premier ministre : Lee Hsien Loong (PAP).

## THAÏLANDE

Monarchie, régime militaire

En mai 2014, un coup d'État a renversé la première ministre Yingluck Shinawatra (Peua Thai), élue en 2011. Le 7 août 2016, environ 61% des électeurs ont voté « oui » lors d'un référendum constitutionnel organisé par la junte au pouvoir, qui promet des élections en 2017.

Premier ministre : général Prayuth Chan-ocha.

## Tous les généraux n'ont pas désarmé

DE SON CÔTÉ, l'équipe victorieuse en Birmanie a su reprendre le cap initialement fixé en travaillant sur un projet fédéral afin de régler la question des minorités ethniques. M. Romain Caillaud, analyste et consultant à Singapour, précise que « *beaucoup d'électeurs issus des minorités ont voté pour le parti* [de Mme Aung San Suu Kyi] *dans un objectif d'union nationale et d'efficacité des réformes* ». En octobre 2015, un cessez-le-feu avait été signé entre le gouvernement et seulement huit partis représentant les minorités. Un an plus tard, début septembre, la conférence de Panglong du XXI<sup>e</sup> siècle – en référence à celle de 1947, réunie par le père de Mme Aung San Suu Kyi et alors présentée comme la première étape vers une République birmane unifiée – a réuni tous les groupes à l'exception d'un interlocuteur de poids, l'Armée unie de l'État wa (UWSA) : un « *premier pas* » dans la réconciliation nationale, selon le *Myanmar Times*. Une autre conférence devrait suivre dans six mois.

En ce qui concerne les partis forts, historiques ou nationalistes (re)conduits au pouvoir, leur politique apparaît plus nuancée que ne le laissent penser les inquiétudes initiales. À Singapour, par exemple, le gouvernement a tenté de renouveler ses élites et de se concentrer sur des politiques sociales. Il a donc multiplié aussi bien les instances de dialogue que les efforts de redistribution à travers des hausses de salaires (infirmières, policiers) et l'augmentation des aides à la génération des « pionniers » (les seniors). En septembre 2014, une commission constitutionnelle avait également rendu ses conclu-

sions pour veiller à la représentation des minorités ethniques (malaise, indienne ou eurasiennne) face à la majorité chinoise à l'occasion de l'élection présidentielle.

En Malaisie, le premier ministre a remanié son gouvernement fin juin. Objectifs ? Témoigner sa reconnaissance à ses alliés potentiels, par le biais de nominations et promotions, mais aussi, selon ses termes, affirmer les « *priorités du gouvernement : la santé économique, le bien-être social et la sécurité de tous les Malaisiens* ». C'est ici un point capital et une erreur de jugement classique au sein des mouvements d'opposition, de Singapour à Kuala Lumpur (et ailleurs) : sauf régime dictatorial, les discours droits-de-l'homme trouvent souvent peu d'écho dans l'électorat, à la différence des considérations plus terre à terre, telles que le pouvoir d'achat. La coalition d'opposition se montrera-t-elle capable de se rassembler ? Pourra-t-elle mobiliser l'opinion autour de son combat contre le projet de loi sur l'état d'urgence, qui donnerait davantage de pouvoir au premier ministre ? Pour l'heure, les forces partisanes semblent dispersées, tandis que la récente rencontre entre Mahathir Mohamad et son vieil ennemi Anwar Ibrahim, exceptionnellement autorisée à sortir de prison pour contester une loi à la Cour suprême, a de quoi déstabiliser les observateurs.

Reste le cas de l'avocat Duterte. Sa lutte contre les trafics et les cartels de la drogue version philippine est éminemment condamnable : depuis son arrivée au pouvoir jusqu'à mi-septembre, 3 426 personnes ont été tuées, 1 491 par la police et



## LITTÉRATURES

## AMÉRIQUES

**LE LIVRE DE LA JUNGLE. Histoire contemporaine de l'Amazonie et de ses périphéries.** – Yann Gross

*Actes Sud - Fondation Luma - Les Rencontres d'Arles, Arles, 2016, 224 pages, 29 euros.*

L'Amazonie: écrivain immaculé où s'épanouirait une Nature reine, paradis perdu d'une humanité préservée, terminal privilégié de communication avec le cosmos? Non, l'immense bassin tropical est un lieu perméable à l'histoire, aux forces du marché et aux contradictions des sociétés modernes. Publié à l'occasion d'une exposition aux Rencontres de la photographie d'Arles, cet ouvrage offre un voyage désabusé – et halluciné – au cœur de cette région où les fantasmes occidentaux viennent s'échouer sur ceux des populations locales. On y rencontre ainsi une indigène qui souhaite nommer sa fille Ampicilline, du nom de l'antibiotique qui lui a sauvé la vie; un Hitler, parce que ses parents avaient «lu ce nom dans un livre»; et que «le personnage semblait très puissant»; ou encore un missionnaire américain soucieux de protéger la culture des autochtones, tout en les évangélisant. L'Amazonie répond «aux mirages par d'autres mirages», écrit le journaliste Arnaud Robert dans sa préface. «Et, au plus profond de la jungle, on ne tombe en général que sur une variante, suante et harassée, de soi.»

RENAUD LAMBERT

**CANADA/ÉTATS-UNIS, LES ENJEUX D'UNE FRONTIÈRE.** – Pierre-Alexandre Beylier

*Presses universitaires de Rennes, 2016, 367 pages, 24 euros.*

Si la frontière que les États-Unis partagent avec le Mexique focalise l'attention des journalistes et des chercheurs, celle qui les sépare du Canada est beaucoup moins connue. Cette délimitation joue pourtant, comme le montre le chercheur Pierre-Alexandre Beylier, un rôle essentiel dans l'économie continentale. Totalement ouverte aux personnes, mais fermée au commerce durant le XIX<sup>e</sup> siècle, elle présente aujourd'hui les caractéristiques inverses. À partir de 1989, l'Accord de libre-échange (ALE) Canada-États-Unis la rend ainsi perméable à la circulation des marchandises: «Alors que l'intégration économique était jusqu'à présent une sorte de fatalité dictée par les forces du marché, elle est désormais posée comme politique officielle», constate l'auteur. Puis la frénésie sécuritaire engendrée par le 11-Septembre entrave la libre circulation des individus, rendant la frontière américano-canadienne fermée aux personnes...

BENOÎT BRÉVILLE

## PROCHE-ORIENT

**LA LITTÉRATURE À L'HEURE DU PRINTEMPS ARABE.** – Sous la direction de Sobhi Boustani, Rasheed El-Enany et Walid Hamarneh

*Karhala, Paris, 2016, 351 pages, 29 euros.*

Dans une première partie, cet ouvrage collectif propose de lire une continuité entre les écrits antérieurs aux «printemps arabes» et les bouleversements politiques que ceux-ci ont constitués. Les auteurs abordés ont en commun de décrire, parfois en situant les intrigues dans des époques passées ou des contextes spatio-temporels flous, un climat de malaise social face aux multiples formes de violence, à la corruption, au consumérisme ou à la chape de plomb imposée par le régime en place, qui débouche, dans plusieurs romans, sur des soulèvements populaires. En étudiant, dans la seconde partie, les genres littéraires (prose, poésie, théâtre), les styles de narration ou encore la langue (usage du dialecte et/ou de l'arabe littéral) des écrits plus strictement concomitants des événements, les contributions mettent en lumière non seulement des innovations littéraires (néologismes issus des réseaux sociaux, mélange de journalisme et d'autofiction), mais aussi la place des auteur(e)s dans des sociétés en pleine ébullition.

NICOLAS APPELT

## AFRIQUE

**LES FEMMES DANS L'ESPACE DÉCISIONNEL CONGOLAIS.** – Joseph Roger Mazanza Kindulu Ndungu

*L'Harmattan, Paris, 2015, 289 pages, 30,50 euros.*

En République démocratique du Congo, la place des femmes grandit dans les sphères du pouvoir politique et économique. Le remarquable ouvrage que leur consacre le journaliste Joseph Roger Mazanza Kindulu Ndungu souligne les hautes responsabilités acquises par nombre d'entre elles dans l'enseignement, les secteurs infirmier et médical, la magistrature, la presse écrite et audiovisuelle, les associations, le monde des affaires et les institutions internationales. La promotion des femmes, qui a commencé sous Joseph Mobutu (1965-1997), fait l'objet d'une politique volontariste (formations spéciales, séminaires ad hoc). Le malheur a son revers: la crise, le chômage et la guerre leur ont permis de s'imposer dans les espaces abandonnés par les hommes. Mais les portraits rassemblés dans ce Who's Who soulignent aussi la force et le courage dont les Congolaises doivent faire preuve face aux préjugés de leurs compatriotes «mâles» et à la standardisation rampante des comportements promue par la «communauté internationale».

A. M.

## ASIE

**CHINE, LES VISAGES DE LA JUSTICE ORDINAIRE.** – Stéphanie Balme

*Presses de Sciences Po, Paris, 2016, 334 pages, 26 euros.*

Tout était à inventer ou presque. Au sortir de la Révolution culturelle, la justice était en miettes, la profession d'avocat avait disparu. La Chine s'est attachée à reconstruire un appareil judiciaire – de façon chaotique, en enchevêtrant principes occidentaux, rites ancestraux et tradition maoïste. Un mélange détonnant parfaitement décrypté par la chercheuse Stéphanie Balme. Elle ne s'est pas contentée de retracer les réformes, en menant un formidable travail. Pendant dix ans, elle a arpente le territoire chinois et «suivi les pas des justiciables dans les dédales des palais de justice et les arcanes de la procédure civile» jusque dans les provinces les plus reculées – ce qui est inédit pour une Occidentale. Si la modernisation des tribunaux est spectaculaire et la construction d'un corpus juridique tout à fait réelle, l'autoritarisme de l'État-parti, la pression sur les avocats (y compris la répression), singulièrement dans la dernière période, témoignent qu'on est encore loin d'un État de droit démocratique, avec une justice indépendante...

MARTINE BULARD

## EUROPE

**LES VIERGES JURÉES D'ALBANIE. Des femmes devenues hommes.** – Antonia Young

*Non Lieu, Paris, 2016, 240 pages, 15 euros*

Lule a 19 ans lorsque ses parents meurent. Dixième enfant d'une famille qui en compte onze, elle a été élevée comme un garçon, éclipant son unique frère, beaucoup trop choqué pour répondre à ses «devoirs d'homme». Après la disparition du chef de famille, elle s'est naturellement imposée comme le nouveau maître des lieux. Elle est devenue un homme, ou plutôt une vierge jurée. L'étude de l'anthropologue britannique Antonia Young accompagne l'histoire d'une transformation sociale propre aux populations du nord de l'Albanie. Une histoire qui suit consciencieusement le *kanun*, ce code de conduite transmis oralement qui fait de la défense de l'honneur un devoir de vengeance dévolu aux hommes. Sans transformation physique, une vierge jurée s'habilille comme un homme, vit comme un homme et jure de ne plus avoir de rapports sexuels, pour l'honneur de la famille. Ce voyage profondément ancré dans les campagnes albanaises et kosovares lève le voile sur une pratique ancestrale, tout en aidant à reconsidérer la part du social dans la construction du genre.

FLORIAN GAUTIER

**UNE MORT DE PLOMB. Qui a tué Mauro Brutto?** – Pino Adriano

*La librairie Vuibert, Paris, 2016, 286 pages, 20,90 euros.*

Jeune journaliste à L'Unità, Mauro Brutto enquêtait dans l'Italie des années 1970 sur les enlèvements contre rançon, les meurtres classés faute de preuves, les tentatives d'infiltration de l'extrême gauche par les services de renseignement ou les trafics d'armes entre mouvements néofascistes et mafias. Il avait donc beaucoup d'ennemis. Le 28 novembre 1978, il est fauché par une voiture dans une rue de Milan. La police bâcle son enquête et conclut à un accident. Telle n'est pas la conviction des collègues et amis de Brutto, ni de sa famille, ni du documentariste et écrivain Pino Adriano. Près de quarante ans plus tard, convaincu qu'il s'agissait d'un assassinat, celui-ci a décidé de rouvrir le dossier. À partir d'archives et d'entretiens inédits, il retrace son parcours et tente de trouver les responsables de sa mort. Au croisement de l'enquête policière et du récit historique, ce travail offre un éclairage captivant sur l'Italie des «années de plomb».

B. B.

## MÉDIAS

**LA DOUBLE DÉPENDANCE. Sur le journalisme.** – Patrick Champagne

*Raisons d'agir, Paris, 2016, 192 pages, 8 euros.*

Loïn de s'imposer naturellement comme tel, l'«événement» est une construction collective dépassant le travail des journalistes. Le processus par lequel un fait accède au rang d'information est détaillé à l'aide de multiples exemples (arrivée de la télé-réalité en France, affaire du RER D en 2004...). Structurellement tiraillé entre des logiques politiques et des contraintes économiques, le journalisme s'appareille selon l'auteur à «l'histoire sans fin d'une autonomie toujours à reconquérir parce que toujours menacée». Aux discours célébrant la liberté de la presse, le sociologue oppose les mécanismes sophistiqués par lesquels les médias sont instrumentalisés politiquement, ainsi que la censure qui s'exerce par l'intermédiaire du marché. Bouleversé par l'avènement de la presse à grand tirage au XIX<sup>e</sup> siècle, puis par le développement de la télévision, le champ journalistique serait désormais dominé par la «pensée par sondages», qui produit artificiellement une «opinion publique» appelée à réagir à des sujets imposés.

DOMINIQUE PINSOLLE

**LE SECRET LE MIEUX GARDÉ DU MONDE. Le roman vrai des Panama Papers.** – Bastian Obermayer et Frederik Obermaier

*Seuil, Paris, 2016, 419 pages, 20 euros.*

Un lanceur d'alerte, anonyme et invisible jusqu'au bout, livre durant des mois à deux journalistes de la *Süddeutsche Zeitung* des informations en provenance d'un cabinet panaméen, Mossack Fonseca, spécialisé dans la vente clés en main de sociétés-écrans à des banques, cabinets d'avocats, d'experts-comptables, etc.: 11,5 millions de documents concernant plus de 200 000 sociétés fictives, réparties dans une vingtaine de paradis fiscaux. Au profit de multinationales, mafias, grosses fortunes, dictateurs et politiciens, services secrets, terroristes. Les deux enquêteurs n'ayant pas les moyens de traiter cette masse d'informations, ils font appel à une association américaine, le Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ), en partie financé par M. George Soros), qui compte près de deux cents journalistes du monde entier. Ils travaillent pendant un an dans le plus grand secret avant de sortir au même moment, partout, ce que l'on appellera les «Panama Papers». Un exemple passionnant d'investigation collective et anonyme.

CHRISTIAN DE BRIE

## DVD

**10 Petits Films pour «Strip-Tease».** Pierre Carles

*150 minutes, 2015, 28 euros, DVD disponible sur le site www.pierrecarles.org*

De 1993 à 1997, Pierre Carles a tourné une dizaine de sujets pour «Strip-Tease», une émission de télévision créée par Jean Libon et Marco Lamensch. Se pliant aux contraintes imposées, c'est-à-dire suivre des gens dans leur quotidien sans les questionner ni fournir d'autres explications que celles contenues dans les images et les propos des protagonistes, il n'a pas pour autant perdu le ton impertinent qui a suscité son départ des médias audiovisuels dominants, de Canal Plus à TF1. Il parvient dans la plupart de ces courts-métrages à construire une réflexion cohérente sur les hommes d'influence, politiciens, communicants, journalistes et publicitaires, alors encore balbutiants dans leurs méthodes mais déjà prêts à travailler l'opinion. Et, quand il s'intéresse à la formation des livreurs de pizzas à domicile d'une chaîne aujourd'hui numéro un des ventes, son sujet pourrait être tourné à l'identique aujourd'hui.

PHILIPPE PERSON

## PROCHE-ORIENT

## Lumières sur le chaos syrien

ALORS que la situation en Syrie est souvent présentée comme si chaotique qu'on ne saurait même plus l'expliquer, plusieurs livres permettent d'en saisir les enjeux. Le recueil d'articles précis, détaillés et vifs de Yassin Al-Haj Saleh en est un bon exemple (1). L'auteur, né en 1961, a passé seize ans dans les prisons syriennes sous Hafez Al-Assad pour appartenance au Parti communiste, et vit aujourd'hui en Turquie, après avoir gagné la clandestinité pendant le soulèvement. Il pose sur le processus en cours le regard d'un militant. Le premier texte (2011), «La révolution des gens ordinaires», célèbre «une insurrection contre soi et une révolution contre ce qui est», dans une tonalité optimiste. Plus tard, il va décrire avec des accents bien plus sombres l'origine et le rôle des *chabiha* (miliciens), qui représentent selon lui «l'inconscient du régime» et dont la grossièreté serait un moyen de briser symboliquement la dignité dont les manifestants se sont réclamés au premier jour. Un des traducteurs de ces articles, Ziad Majed, éditeur et chercheur, a quant à lui signé dans la même collection («Sindbad»), dirigée par le Syrien Farouk Mardam-Bey, un texte emporté, allant de l'apologie de l'insurrection à la dénonciation des puissances étrangères et

offrant une série d'arguments opposés aux propos de ceux qui peignent le régime syrien en héritier de l'anti-impérialisme ou en défenseur de la laïcité (2).

À côté de ces ouvrages militants, les travaux des chercheurs ne sont pas en reste. Un premier livre collectif paru en 2013 (3) avait abordé les raisons démographiques et économiques de la colère, entre exode rural et désengagement de l'État social (Samir Aïta), tandis que Nicolas Dot-Pouillard, lui, sondait l'impact de la crise sur les gauches dans le monde arabe. Plus récente, une enquête de terrain commencée avec le soulèvement et nourrie par de nombreux entretiens permet d'analyser des thématiques inédites (4): la création de nouveaux marchés régionaux, la naissance d'institutions et la mise en place de systèmes de taxes par les rebelles, ou encore les usages du «capital social révolutionnaire». Dans cette publication parfois ardue (les auteurs s'attardant sur des questions de méthodologie), ce sont les engrenages en cours qui sont traités plus que les raisons initiales du soulèvement.

Ces essais, pour divers qu'ils soient, ont des vertus semblables. Tout en éclairant la dynamique confessionnelle, ils rappellent avec clarté que le

## Rire sous l'orage

**Guitel Pourishkevitch et autres héros dépités de Sholem-Aleikhem**

*Traduit du yiddish par Nadia Déhan-Rostchild, L'Antilope, Paris, 2016, 154 pages, 15 euros.*

LORSQU'IL publie ces trois contes, en 1905, 1907 et 1911, Sholem-Aleikhem (1859-1916), un pseudonyme qui signifie «La paix soit avec vous», n'est plus un inconnu dans la société juive de Russie. Après avoir commencé à écrire en russe et en hébreu, il est l'un des premiers à choisir le yiddish. Sous une forme d'«oralité écrite» qui prolonge l'héritage des conteurs, il propose de nombreuses histoires souvent désopilantes décrivant une communauté tiraillée entre désir d'assimilation dans un empire absolutiste, largement antisémite, et volonté de bousculer les féodalités, y compris celles établies en son sein. L'un de ses personnages est devenu emblématique du conflit des générations dans les shtetls (quartiers ou villages juifs): le laitier Tévyè, dont les aventures inspireront la célèbre comédie musicale *Un violon sur le toit*. Les trois «histoires» présentées ici tiennent à la fois du conte et du monologue. Elles favorisent une proximité immédiate entre auteur, personnages et lecteur. Mais Sholem-Aleikhem les a écrites après l'échec de la révolution de 1905. Pogroms, rafles, persécutions l'ont amené à quitter la Russie, et sans doute à radicaliser son propos.

Si personnages et situations mis en scène restent ancrés dans la communauté juive, avec son lot de cocasseries, de tendresse, d'humeurs vagabondant au gré du cheminement de chacun, tous ces petits «héros dépités» sont, cette fois-ci, confrontés à un système politique en pleine décomposition donc peu enclin à la tolérance: la différence est qu'ils en ont pris conscience et vont, chacun à sa minuscule mesure, s'y confronter. Comme cette veuve entre deux âges, Guitel, dont le fils unique est appelé à accomplir son service militaire. Au terme d'un périple oscillant de rebuffades administratives en indifférence hostile, elle ira jusqu'à la Douma, où les deux seuls députés juifs l'accueilleront sans hâte excessive. Son obstination lui vaut d'être surnommée par sa propre communauté Guitel Pourishkevitch, du nom d'un député connu pour son antisémitisme... Double ironie puisque c'est paradoxalement ce dernier qui, par son discours fallacieux prétendant qu'aucun Juif ne fait de service militaire, déclencherà en pleine Assemblée l'ire de la veuve et la «libération» de son fils.

Bien différent est le deuxième conte. Un jeune homme aisé – «Un rouble ne vaut pas tripette pour moi» – tombe amoureux d'une jeune fille dont la mère tient une gargote kasher. Mais la jeune fille en aime un autre, un certain Joseph, qui fait partie d'un groupe de gens bizarres, plus ou moins étudiants, révolutionnaires et conspirateurs. Et le narrateur, plutôt conservateur, va les côtoyer et même être peut-être ébranlé. D'autant plus que l'histoire se termine mal: l'arrestation puis l'exécution de Joseph et de ses camarades le touchent quasiment au cœur...

Et, si le troisième conte se place sous le signe farfelu d'un homme qui aime successivement une femme, puis sa fille, puis la fille de celle-ci, toutes devenues veuves les unes après les autres, c'est une fois de plus le champ politique qui joue le rôle de deus ex machina. Est-ce à cause de cette attention aux petites gens que l'auteur, établi aux États-Unis, fut surnommé «le Mark Twain juif»? Sans doute – et Twain répliqua qu'il était «le Sholem-Aleikhem américain».

ARNAUD DE MONTJOYE.

conflit n'est pas sous-tendu uniquement par le fait religieux. Tandis que Al-Haj Saleh revient ainsi sur les sources sociales de la confessionnalisation de la société, les chercheurs examinent le rôle des étrangers dans les groupes islamistes, la remise en question de l'autorité des oulémas sunnites par la révolution, les différences entre les mouvements salafistes ou encore les usages très pragmatiques d'un discours religieux qui peut être autant une simple réponse à l'omniprésence de la mort qu'un moyen d'attirer des financements étrangers.

JULES CRÉTOIS.

(1) Yassin Al-Haj Saleh, *La Question syrienne*, Actes Sud, Arles, 2016, 240 pages, 22 euros. Cf. aussi *Récits d'une Syrie oubliée. Sortir la mémoire des prisons*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2015.

(2) Ziad Majed, *Syrie. La révolution orpheline*, Actes Sud, Arles, 2014, 176 pages, 19,80 euros.

(3) François Burgat et Bruno Paoli (sous la dir. de), *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, Paris, 2013, 240 pages, 23 euros.

(4) Adam Baczek, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, CNRS Éditions, Paris, 2016, 416 pages, 25 euros.





## ARTS

HENRI DUTILLEUX. – Pierre Gervasoni

*Actes Sud - Philharmonie de Paris, Arles-Paris, 2016, 1 760 pages, 49 euros.*

Il aura fallu le procès en «collaboration» intenté par un très inculte service culturel de la mairie de Paris pour que l'on parle à nouveau d'Henri Dutilleux (1916-2013), compositeur majeur du XX<sup>e</sup> siècle. Il manquait à ce discret génie, coincé entre Olivier Messiaen et Pierre Boulez, un ouvrage à sa mesure. Pierre Gervasoni s'y est attelé dans cette somme impressionnante. Évitant les écueils de la thèse austère comme de la surenchère de documents, cet émérite musicologue livre le roman d'une vie riche de rencontres et d'obstacles surmontés. Car, à l'instar d'interprètes français comme Régine Crespin ou Georges Prêtre, Dutilleux ne fut guère prophète en son pays. Cet Angevin imprégné de paysages flamands fut écarté du succès par la «dictature» de la musique sérielle, devenue après guerre un académisme jaloux. Adeptes de la tonalité, Dutilleux séduisit l'étranger avant de revenir, sur le tard, chez lui. Il est désormais, pour la génération des Thierry Pécou, Thierry Escaich, voire du défunt Olivier Greif, un maître de référence. Celui que le grand public peut écouter sans avoir honte d'y trouver du plaisir, ce mot si grossier aux oreilles des snobs.

VINCENT BOREL

LES INVASIONS BARBARES. Une généalogie de l'histoire de l'art. – Éric Michaud

*Galimard, Paris, 2015, 320 pages, 23 euros.*

Née en Allemagne au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire de l'art a entretenu d'embellies des liens forts avec le racisme, qui commence à se structurer à la même époque, expose Éric Michaud. Alors que surgissent les mouvements d'indépendance nationale en Europe, c'est le «moment romantique», avec ce qu'il implique d'obsession des origines, qui accentue le processus. Les peuples barbares, «virils», sont valorisés selon une nouvelle lecture de l'histoire, essentialiste et organique. La culture est biologisée, et l'on voit dans les arts l'expression naturelle de l'esprit d'un peuple et d'un sol. Ce retournement historiographique va faire du Juif le nouveau barbare – ce en quoi les écrits de Richard Wagner excellent à montrer la voie. Du philosophe Friedrich Hegel à Eugène Viollet-le-Duc, d'Alois Riegl à Heinrich Wölfflin, Élie Faure ou René Huyghe, tous grands historiens de l'art, aucun ne semble selon l'auteur avoir échappé à l'empire délirant du «racialisme». Une conception qui survivrait encore, indique-t-il dans un trop court épilogue, dans les classifications de l'art contemporain...

MIKAËL FAUJOUR

## HISTOIRE

HISTOIRE DU SABOTAGE, DE LA CGT À LA RÉSISTANCE. – Sébastien Albertelli

*Perrin, Paris, 2016, 496 pages, 25 euros.*

Cette première synthèse historique globale sur le sabotage étudie l'articulation entre la dimension ouvrière de cette méthode, adoptée par la Confédération générale du travail (CGT) en 1897, et ses applications militaires. Conçu au départ comme un travail volontairement mal fait, le sabotage acquiert avant 1914 une dimension plus radicale. Au cours de la première guerre mondiale, les manœuvres allemandes sur le continent américain afin d'entraver l'effort de guerre allié contribuent à faire basculer la figure du saboteur vers celle du traître, qui occupera une place centrale dans l'entre-deux-guerres. Mais il faut attendre le second conflit mondial (auquel plus de la moitié de l'ouvrage est consacré) pour que cette méthode entre dans une ère nouvelle en s'industrialisant au sein du Special Operations Executive britannique. Soucieux de ne pas surestimer l'importance ni les effets du sabotage, l'auteur insiste sur le caractère souvent démesuré des attentes militaires et militaires qui y sont associées, et des peurs qu'il suscite. Le sabotage dans sa forme théorisée apparaît, pour finir, intrinsèquement lié aux réseaux et aux infrastructures constituant les bases de l'industrialisation depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

DOMINIQUE PINSOLLE

ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE. Enjeux, controverses autour de la question du fascisme. – Joëlle Fontaine et Gisèle Jamet

*Adapt-SNES, Paris, 2016, 126 pages, 12 euros.*

Deux professeures d'histoire de l'enseignement secondaire étudient le processus de la casse systématique de l'enseignement en général et de l'histoire en particulier, baptisée «réforme» – un processus qui s'étire depuis les années 1970-1980. Secondés par l'affaiblissement de la résistance des enseignants, des parents et des élèves, tous les gouvernements français et leur majorité parlementaire ont suivi les consignes de l'Union européenne et de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Fidèles au Livre blanc de Bruxelles de 1995, ils ont généralisé, après le Conseil européen de mars 2000, le programme de formation au plus bas niveau de «masses» vouées aux seules tâches d'exécution avec comme matières de base les «3 I», selon le sigle italien (*Internet, inglese, impresa*, «Internet, anglais et entreprise»); ce qui minore les contenus scientifiques et la réflexion «abstraite», c'est-à-dire critique. Ce bref ouvrage est fort documenté sur cette politique et sur le bilan accablant de la liquidation d'une discipline propre à nourrir l'indocilité. Le traitement de la question du fascisme (les manuels utilisent-ils par exemple le terme de «fascisme» ou celui de «totalitarisme»?) fait l'objet d'un examen très éclairant.

ANNIE LACROIX-RIZ

## ASIE

## Fukushima, mon amour

CINQ ANS après l'accident de Fukushima au Japon, le 11 mars 2011, plusieurs livres décryptent les mécanismes qui l'ont rendu possible. Avec un essai court mais très documenté, Mathieu Gaulène (1) analyse le développement accéléré du secteur nucléaire japonais dans les années 1970, sous l'effet de la forte croissance et des crises pétrolières. Encouragé par des financements américains, Tokyo met en service son premier réacteur en dix ans (il en avait fallu presque vingt à la France). Puis construit dix-huit réacteurs en une décennie, dont ceux de Fukushima-Daiichi. Pour soutenir ce développement à marche forcée, tout un système se met en place. C'est le fameux «village nucléaire», fait de liens étroits entre médias, personnel politique et monde économique, et encadré par une autorité de régulation qui n'est pas indépendante. L'auteur examine comment se construit cette coalition d'intérêts, les individus et les méthodes sur lesquels elle repose, et surtout la persistance des dysfonctionnements.

L'opacité du secteur nucléaire japonais est également exposée par Arnaud Vaulerin (2). Le journaliste a interrogé quelques-uns des sept mille à dix mille liquidateurs qui se relaient chaque jour sur le site de la centrale accidentée. Il raconte les salaires souvent misérables, les nombreuses pressions et infractions, la loi du silence qui est imposée à une large majorité d'entre eux. Il décrit aussi ce chantier où planent encore de nombreuses incertitudes, notamment concernant la récupération des cœurs des réacteurs entrés en fusion, dont la facture ne cesse d'augmenter. Une étude parue en 2014 estimait ainsi à 81 milliards d'euros le coût global de la catastrophe – un chiffre qui devrait être majoré par le traitement des éléments radioactifs issus du démantèlement et par l'évolution des indemnisations (3).

Emblématique, le cas du Japon est loin d'être isolé dans une Asie en pleine croissance qui concentre l'essentiel des perspectives de dévelop-

pement du secteur. Mathieu Gaulène montre dans la seconde partie de son livre que la logique mise en œuvre au Japon se retrouve en Corée du Sud comme en Chine. Elle y produit de nouveaux dysfonctionnements, notamment via l'exportation de centrales à bas prix vers les pays émergents. Les pays les moins solvables sont également incités à l'achat par des systèmes de crédits octroyés par les pays exportateurs ou dans le cadre de l'aide au développement (4). Les puissances occidentales ne sont pas exonérées de leurs responsabilités. L'auteur rappelle leur rôle dans le développement des filières nucléaires asiatiques et certains de leurs reniements, en particulier sur leurs engagements de non-prolifération.

Il montre enfin un continent divisé face aux choix énergétiques et des populations de plus en plus opposées au nucléaire. Si ces mouvements ont remporté quelques beaux succès dans certains pays, si des efforts en matière de développement des énergies renouvelables ont été faits, ces initiatives pèsent encore peu face aux impératifs de croissance, aux lobbys industriels et à la répression des opposants. Dans ces pays exposés aux catastrophes naturelles, où se concentrent les densités de population les plus élevées au monde et qui ont déjà connu pour certains des catastrophes industrielles majeures, un débat public serait pourtant le minimum.

ÉMILIE GUYONNET.

(1) Mathieu Gaulène, *Le Nucléaire en Asie. Fukushima, et après?*, Philippe Picquier, Arles, 2016, 208 pages, 13 euros.(2) Arnaud Vaulerin, *La Désolation. Les humains jetables de Fukushima*, Grasset, Paris, 2016, 224 pages, 20 euros.(3) Cf. Philippe Messmer, «La catastrophe de Fukushima plus coûteuse que prévu», *Le Monde*, 30 août 2014.(4) Cf. Françoise Nicolas, Céline Pajon et John Seaman, «La nouvelle diplomatie économique asiatique: Chine, Japon, Corée comme exportateurs d'infrastructures», *Asie. Visions*, n° 68, Institut français des relations internationales (IFRI), mai 2014.

## CINÉMA

## Le réel, l'exact et le vrai

DANS SON ESSAI *Bertolt Brecht et Fritz Lang* (1), traitant de la seule œuvre – le film *Les bourgeois meurent aussi* (1943) – qui ait vu collaborer deux des plus célèbres artistes allemands en exil à Hollywood (trois, si l'on ajoute le musicien Hanns Eisler), la sociologue Danielle Bleitrach s'interroge: pourquoi, pour raconter l'histoire de l'assassinat bien réel du *Reichsprotector* Reinhard Heydrich en 1942 par les partisans tchécoslovaques, les auteurs ont-ils eu besoin de s'éloigner de la vérité en inventant un complot ourdi par tout un peuple afin de charger un «faux coupable», par ailleurs authentique collaborateur nazi?

Dès sa sortie, la censure américaine avait signalé que le film de Lang faisait l'apologie du mensonge. Plus tard, la commission McCarthy lira *Les bourgeois meurent aussi* comme un pur exemple de propagande communiste, puisqu'il n'y a pas véritablement de héros.

Selon l'analyse de Danielle Bleitrach, en construisant une machination à la limite de la vraisemblance, Brecht et Lang s'éloignaient de la simple reconstitution historique pour vanter la nécessité d'une action collective, car seule une fiction pouvait expliquer que, pour vraiment éradiquer le national-socialisme, il fallait que le peuple tout entier agisse – et non pas simplement quelques combattants déterminés.

Ce passage par la fiction, on le retrouve dans *J'ai survécu à ma mort* (1960) (2), film tchécoslovaque de Vojtěch Jasný contant le parcours d'un boxeur déporté à Mauthausen. Contemporain de *Kapò*, le film de Gillo Pontecorvo mettant en scène une jeune Juive qui se fait passer pour une prisonnière de droit commun et devient kapo, cette puissante immersion dans le camp de concentration ne suscite pas les mêmes polémiques esthétiques et morales, le récit s'appuyant sur une reconstitution documentaire d'une grande force. Si le film avait été vu à l'époque, il aurait pu échapper à la fameuse polémique lancée par Jacques Rivette dans les *Cahiers du cinéma* sur le «travelling, affaire de morale» et nuancer les débats tranchés sur la possibilité de «fictionner» les camps à l'écran. Car qui verra les scènes où les détenus empruntent le cauchemardesque escalier de 186 marches les conduisant à la carrière de

Mauthausen comprendra l'importance de cette représentation clinique de la barbarie nazie. Sortie de l'oubli par l'Amicale de Mauthausen, cette œuvre a pris, pour les anciens déportés du camp, valeur de témoignage exceptionnel.

Pour Roberto Rossellini, la question ne souffre pas de discussion: s'il va, en 1947, tourner *Allemagne année zéro* (3) dans les ruines de Berlin pour conclure son triptyque «néoréaliste» commencé avec *Rome, ville ouverte* (1945) et poursuivi par *Païsa* (1946), ce sera forcément par le biais d'une fiction, et elle contera le sort des «perdants» en prenant pour héros un enfant devant survivre aux temps nouveaux et aux relents mortifères de l'époque hitlérienne.

Mais cette fiction se nourrira de tout un travail documentaire préparé par son collaborateur Carlo Lizzani et du vécu de ses personnages, interprétés par des acteurs non professionnels. Si *Allemagne année zéro* est une plongée fictive dans l'âme d'un peuple par l'intermédiaire d'un enfant pour savoir si la «bête immonde» a vraiment été anéantie, elle se nourrit aussi du deuil de Rossellini, qui perd alors son fils âgé de 9 ans et trouve, pour interpréter son héros principal, un jeune garçon qui n'est pas sans ressemblance avec le disparu.

Ainsi, l'un des films fondateurs du cinéma moderne est d'abord une fiction, presque une autofiction. Et, si ce qu'il décrit touche encore aujourd'hui, c'est parce que Rossellini ne se contente pas de retranscrire le réel de l'Allemagne vaincue, mais le transgresse en imaginant comme fin le suicide d'un enfant. Comme l'anticipaient Lang et Brecht, pour le meilleur comme pour le pire, c'est désormais le mensonge du cinéma qui sera porteur de vérité.

PHILIPPE PERSON.

(1) Danielle Bleitrach et Richard Gehrke (avec la collaboration de Nicole Amphoux), *Bertolt Brecht et Fritz Lang. Le nazisme n'a jamais été éradiqué*, LettMotif, La Madeleine, 2015, 410 pages, 29 euros.(2) Vojtěch Jasný, *J'ai survécu à ma mort*, DVD Mille et Une Productions, 2016, 93 minutes, prix conseillé 22,90 euros.(3) Roberto Rossellini, *Allemagne année zéro*, DVD Rimini Éditions, 2016, 104 minutes avec bonus, prix conseillé 14,99 euros.

## DANS LES REVUES

□ **SURVIVAL.** Dans la doctrine militaire russe, la dissuasion inclut la contre-propagande, une conception bien plus large que la menace de représailles nucléaires, qui ne va pas sans risque. L'arsenal nucléaire américain est modernisé, la guerre froide revient. (Vol. 58, n° 4, août-septembre, bimestriel, abonnement un an: 165 euros. – Washington DC, États-Unis.)

□ **MOTHER JONES.** Une longue enquête explique comment M. Donald Trump est parvenu à séduire les Américains blancs pauvres en manipulant leur crainte du déclin économique. Le combat d'une élue du Massachusetts contre le harcèlement sur Internet. (Octobre, bimestriel, abonnement un an: 32 dollars. – San Francisco, États-Unis.)

□ **LA GRANDE RELÈVE.** L'Union européenne aborde un tournant de son histoire: l'arrogance de l'eurocratie et les abus de pouvoir des institutions de Bruxelles en ce qui concerne le grand marché transatlantique ont durablement atteint sa légitimité. (N° 1178, août-septembre, mensuel, 3 euros. – Le Vésinet.)

□ **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE.** Dossier complet sur la guerre froide qui oppose Iran et Arabie saoudite: rivalités régionales, ambivalences des alliances et conséquences économiques. (N° 97, printemps-été, trimestriel, 21 euros. – L'Harmattan, Paris.)

□ **REVUE DES DEUX MONDES.** Que doit faire l'Occident face à la Syrie? Un «casse-tête» qui met en confrontation les enjeux géopolitiques et les exigences de justice et de respect des droits humains. (N° 3778, septembre, mensuel, 15 euros. – Paris.)

□ **LE MONDE DES RELIGIONS.** Une histoire du voile de l'Antiquité à nos jours. Plusieurs regards sur la signification et l'évolution de ce vêtement au sein des trois grandes religions monothéistes. (N° 79, bimestriel, septembre-octobre, 6,90 euros. – Paris.)

□ **QANTARA.** Comment évolue l'art contemporain arabe et quelle place accorde-t-il à la subversion? À lire aussi, un dossier sur l'historiographie du monde arabe et ses liens avec les enjeux actuels. (N° 100, juillet, trimestriel, 7,50 euros. – Institut du monde arabe, Paris.)

□ **CHINA LEADERSHIP MONITOR.** Comment sont perçus les candidats à la présidentielle américaine par les dirigeants ou les internautes chinois? Intéressante analyse de Michael D. Swaine. Suite de l'enquête sur les restructurations et le rajeunissement des cadres de l'armée. (N° 50, été, trimestriel, gratuit en ligne. – Hoover Institution, Stanford University, États-Unis.)

□ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Quel ordre international souhaite la Chine? Rejetant les affirmations hâtives, le dossier permet de comprendre les objectifs – parfois contradictoires – de Pékin et les courants de pensée au sein du pouvoir. (N° 2016/2, juin, trimestriel, 20 euros. – CEFC, Hongkong.)

□ **POLITIQUE AFRICAINE.** L'Éthiopie fait partie des pays africains qui allient autoritarisme et croissance économique. Mais le régime est pétri de contradictions qui augurent de grands changements à moyen terme. (N° 142, juin, trimestriel, 19 euros. – Karthala, Paris.)

□ **NUEVA SOCIEDAD.** Un dossier sur l'emploi, le syndicalisme et la mondialisation des échanges: revenu garanti, travail des enfants en Bolivie, organisations de travailleurs en Argentine... (N° 264, juillet-août, bimestriel, abonnement un an: 107 dollars. – Buenos Aires, Argentine.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Une livraison consacrée à la parentalité (pourquoi et quand devient-on parent?); la coparentalité étant peu active, l'arrivée d'un enfant accuse-t-elle les différences de statut entre parents des deux sexes? Les controverses scientifiques autour des «guerres de la famille». (N° 214, septembre, trimestriel, 16 euros. – Paris.)

□ **GRANDS DOSSIERS DES SCIENCES HUMAINES.** Les métamorphoses de la société française: population, espérance de vie, immigration, finances publiques, mixité des quartiers, monde du travail, religion, famille, etc. (N° 44, septembre, trimestriel, 7,50 euros. – Auxerre.)

□ **ESPRIT.** Un dossier sur l'avenir de la gauche, avec une contribution qui estime qu'il faut en finir avec elle pour, s'inspirant de Pierre-Joseph Proudhon, devenir socialiste, renouer avec le peuple, socialiser la propriété et retrouver l'espoir. (N° 427, mensuel, septembre, 20 euros. – Paris.)

□ **LA PENSÉE.** En quoi consiste la «révolution copernicienne» opérée par Emmanuel Kant, contemporain de la Révolution française, et quelles en sont les conséquences dans le domaine de la morale et de la philosophie politique? (N° 386, avril-juin, trimestriel, 19 euros. – Fondation Gabriel-Péri, Pantin.)

□ **REGARDS.** Enquête à Chicago sur le renouveau du radicalisme noir. Comment éviter que la guerre ne nous envahisse: des décisions sans visage, des visages sans décision. (N° 40, automne, trimestriel, 17 euros. – Paris.)

□ **GOLIAS HEBDO.** Une enquête en France révèle l'hostilité de certains évêques envers l'islam et leurs liens avec l'extrême droite. D'autres militent pour le dialogue. (N° 444, 1<sup>er</sup> 7 septembre, hebdomadaire, 2 euros. – Villeurbanne.)

## LITTÉRATURE

## Séductions de la bohème

Une bande de copains joyeux, fauchés,  
un peu provocateurs, prêts à s'inventer  
un autre avenir que celui des bons bourgeois :  
la bohème avec ses légendes, héritée  
du XIX<sup>e</sup> siècle, fait si bien rêver que  
le XXI<sup>e</sup> n'en finit pas de la recycler.  
Romantique, insolente, est-elle un geste  
de liberté ou un supplément d'âme ?

PAR ANTHONY GLINOER \*

UN HOMME entre dans un cabaret parisien. Il est jeune, pauvre et se destine à la carrière d'artiste. Il y rencontre un philosophe puis un poète, aussi pauvres que lui. Ils sympathisent immédiatement : repas, boisson et tabac sont bientôt mis en commun. Un peintre les rejoint ensuite pour former un groupe fraternel. Cet épisode, qui ouvre les *Scènes de la vie de bohème*, d'Henri Murger (1851), a durablement fixé un ensemble de traits associés à la figure du bohème. Installé dans une métropole, il porte des costumes qui tranchent avec l'habit noir du bourgeois, vit au jour le jour, déménage fréquemment, refuse les emplois fixes et le couple établi, partage son existence avec ses camarades et aime abuser, quand ses finances le lui permettent, de la bonne chère et de la boisson. Avec le bourgeois, qui est comme son double en négatif, il entretient une relation faite de dédain, d'appréhension et d'attraction mutuels. Les aventures de Schaunard, Colline, Rodolphe et Marcel, les quatre compères des *Scènes de la vie de bohème*, déclinées successivement en feuilleton, sur la scène et en livre, ont connu un vif succès. Moins toutefois que l'opéra de Puccini (1896) et la chanson de Charles Aznavour (1965), mondialement célèbres depuis leur création. L'opéra est l'un des plus montés, et la chanson est familière à un large public, ce qui témoigne de la persistance de l'intérêt collectif – « *La bohème, la bohème / On était jeunes / On était fous* » et « *Nous récitions des vers / Groupés autour du poète / En oubliant l'hiver* », voilà qui fait toujours rêver.

Pourtant, cette représentation pittoresque et inoffensive de la bohème n'épuise pas le phénomène. Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, trois autres versions lui font concurrence dans les innombrables chroniques, tableaux et romans qui dépeignent la vie des lettres et des arts (1). La première est plus politique : le romancier et journaliste Jules Vallès, qui sera en 1871 membre de la Commune de Paris, a pris la défense de ceux qu'il appelle les « *réfractaires* », à savoir les « *victimes du livre* » qui écrivent dans des « *encyclopédies, dictionnaires, biographies, à deux liards les cent lettres, dans les journaux de demoiselles, à trois francs la colonne* » (2). À l'image de Vallès lui-même, ces écrivains-journalistes en rupture de ban n'échappent pas au monde marchand mais refusent de faire carrière, par conviction politique et au prix d'une misère qu'ils choisissent autant qu'ils la subissent. À la bohème enchantée de Murger et à la bohème réfractaire de Vallès s'ajoute celle, plus ludique, provocatrice et irrévérencieuse, des je-m'en-foutistes et autres hydropathes. Celle-ci fréquente les cafés et les cabarets littéraires. Elle exprime son refus de l'ordre bourgeois moins par une opposition brutale et argumentée que par une subversion des formes, des genres et du bon goût, comme dans le *Sonnet du trou du cul* que signent conjointement Paul Verlaine et Arthur Rimbaud dans le célèbre *Album Zutique* (1872). Enfin, une quatrième version rapproche la bohème des bas-fonds de la société (3), où les artistes pauvres côtoient des bourgeois ruinés, des vagabonds, des chiffonniers, des hors-la-loi de toutes sortes, et forment avec eux, écrit Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, « *toute cette masse confuse, décomposée, flottante, que les Français appellent la "bohème"* ».

Ces quatre avatars, s'ils auront chacun leur descendance, ne sont jamais tout à fait clairement distinguables. À Paris, ils se rencontrent dans certains lieux de sociabilité (la Brasserie des Martyrs, la Closerie des Lilas, les cabarets du Chat noir et du

Lapin agile), ont en commun les mêmes habitudes nocturnes, l'originalité vestimentaire et une résistance, même passive, à l'économie de marché qui domine le monde culturel depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans la préface des *Scènes de la vie de bohème*, Murger déclare que « *la Bohème n'existe et n'est possible qu'à Paris* ». Il entendait par là qu'elle ne pouvait former un milieu social que dans ce centre névralgique où vivait une population surabondante d'écrivains et d'artistes, pour la plupart pauvres et sans notoriété. L'histoire lui a donné tort. Le mythe a essaimé partout dans le monde occidental (4). À Milan, les *scapigliati* (*scapigliatura* traduit « bohème » en italien), parmi lesquels Arrigo Boito, qui sera plus tard librettiste de Giuseppe Verdi, et Iginio Ugo Tarchetti, proches des Chemises rouges de Giuseppe Garibaldi, ont constitué dans les années 1860 l'un des premiers mouvements d'avant-garde de l'Italie moderne, rompant avec la tendance cléricale et romantique alors dominante. À Madrid est formée en 1913 une Société bohème qui réunit plus de quatre-vingt-dix adhérents. De l'autre côté de l'Atlantique, l'engouement est rapide : à la brasserie Pfaff's de New York se réunissent de jeunes écrivains qui font de Walt Whitman, à l'époque où il compose *Feuilles d'herbe* (*Leaves of Grass*, 1855), le *prince of Bohemia*. À San Francisco existe dans les années 1870 un Bohemian Club où brille Mark Twain. À Montréal, vingt ans plus tard, le Club des six éponges consomme de la bière et fait des vers au café Ayotte, rebaptisé « le petit Procopée » en référence au café parisien. Au gré de la formation dans les métropoles de communautés créatives ou créatrices, précarisées et subversives, des quartiers bohèmes se sont constitués sur le modèle du Quartier latin : Schwabing à Munich, Greenwich Village à New York, San Telmo à Buenos Aires.

APRÈS la première guerre mondiale, le terme « bohème » sera moins utilisé pour qualifier ces milieux d'artistes. Néanmoins, certains traits des mouvements dadaïste, beatnik, hippy ou encore punk s'y rattachent directement : consommation d'alcool et de drogue en larges quantités, costumes et coiffures extravagants, goût de la provocation, vie nocturne, dédain envers l'argent, résistance à la morale bourgeoise, existence à la limite de la légalité, etc. Dans cette perspective, Tristan Tzara, Guy Debord, Jefferson Airplane et les Sex Pistols ont été les héritiers des bohèmes du XIX<sup>e</sup> siècle.

Si le phénomène a connu une telle postérité, c'est d'abord parce que les conditions sociales présentes à Paris au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (centralisation de la vie culturelle, chute du mécénat au profit d'un marché de l'édition et de l'art, forte croissance de la population des artistes) se sont imposées ailleurs. C'est ensuite parce que la bohème n'a jamais pu être réduite à une définition stricte ni à un groupe bien identifié, et qu'elle peut donc être mise à toutes les sauces. Nul n'a pu établir les limites de ce milieu, en désigner les représentants, en arrêter les contours sociologiques. Paradoxalement, cette labilité a été le meilleur outil du maintien du mythe. Celui-ci tient enfin au refus de la bohème de dissocier l'art et la vie : la « *vie de bohème* » est celle où l'existence sociale et l'existence artistique se mêlent le plus évidemment et viennent nourrir la création elle-même. Depuis Murger jusqu'à *Paris est une fête* d'Ernest Hemingway, en passant par les scènes de cabaret d'Henri de Toulouse-Lautrec, le phénomène n'a cessé de se montrer en action, de construire ses propres représentations imaginaires (poèmes,



HENRI DE TOULOUSE-LAUTREC. – Autoportrait, 1880

romans, dessins, chansons). Être bohème, c'est le paraître et faire valider par le public cette appartenance. Dès lors, même si les milieux identifiés à la bohème viennent à disparaître ou à se déplacer, restent les légendes et les fictions qui irriguent une nouvelle génération.

QU'EN RESTE-T-IL aujourd'hui ? D'un côté, elle n'a jamais été aussi présente. Des expositions sont régulièrement consacrées à la vie de bohème du Quartier latin, de Montparnasse et de Montmartre, des films comme *Midnight in Paris*, de Woody Allen (2011), la remettent au goût du jour. La fresque historique romancée *Le Temps des bohèmes*, de Dan Franck (2015), la place même au centre de l'aventure de l'art moderne au XX<sup>e</sup> siècle. D'un autre côté, on ne parle plus guère de « bohème » pour qualifier la situation des intellectuels précaires (5) et des artistes prolétariés. Elle a mieux survécu dans le langage courant sous la forme contractée « bobo », popularisée par le livre du journaliste américain David Brooks *Bobos in Paradise* (2000). Le « bobo », ou bourgeois bohème, est devenu une figure importante de notre imaginaire collectif contemporain : on lui attribue des habitudes vestimentaires et alimentaires, on le reconnaît dans ses choix de voyage, dans ses préférences culturelles, dans son parcours professionnel. Il fait l'objet de bandes dessinées (*Bienvenue à Boboland*, de Philippe Dupuy et Charles Berberian, 2008), d'une série télévisée au Québec (*Les Bobos*, de Marc Labrèche et Marc Brunet, 2012-2013). On détaille son habitat dans les magazines d'aménagement intérieur, et on a même parlé en France d'une *République bobo* (Laure Watrin et Thomas Legrand, 2014).

Le rapprochement est significatif, alors même que, dans les années 1960, les chercheurs anglosaxons avaient souvent élevé la bohème en un modèle de contre-culture antibourgeoise (6). Le « bobo » n'est pas si éloigné du bohème, avec son inextricable mélange entre, d'une part, une revendication d'indépendance, de mode de vie alternatif et de créativité, et, d'autre part, une dépendance au marché. Quand il privilégie des relations de travail plus collaboratives et plus égalitaires, quand il revendique une consommation responsable ou alternative, quand il crée des « concepts », le « bobo » ne rejette ni le capitalisme ni la société de consommation : ce qu'il a d'actuels appellent le « *capitalisme artiste* » et cherche à faire la synthèse entre les valeurs de la contre-culture et une économie de marché où elles seraient réincorporées. Ainsi, seule la version la moins subversive de la bohème a été maintenue. Et, quand elle est si bien assimilée par une société dont elle s'est si longtemps tenue en marge, on peut dire avec le chanteur que « *la bohème, ça ne veut plus rien dire du tout* ».

(1) Cf. la somme éditée par Jean-Didier Wagneur et Françoise Cestor, *Les Bohèmes, 1840-1870*, Champ Vallon, Seyssel, 2012.

(2) Jules Vallès, *Les Réfractaires*, dans *Œuvres*, tome 1 : 1857-1870, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », Paris, 1975.

(3) Cf. Dominique Kalifa, *Les Bas-Fonds. Histoire d'un imaginaire*, Seuil, coll. « L'univers historique », Paris, 2013.

(4) Cf. Pascal Brissette et Anthony Glinoyer (sous la dir. de), *Bohème sans frontière*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Interférences », 2010.

(5) Cf. Anne et Marine Rambach, *Les Intellos précaires*, Hachette, coll. « Pluriel », Paris, 2002.

(6) César Graña, *Bohemian Versus Bourgeois. French Society and the French Man of Letters in the Nineteenth Century*, Basic Books, New York, 1964 ; et Richard Miller, *Bohemia. The Protoproletarian Then and Now*, Nelson-Hall, Chicago, 1977.

## DANS LES REVUES

□ **REGARDS CROISÉS SUR L'ÉCONOMIE.** Sous divers angles, un dialogue parfois tendu entre science politique et économie. La première discipline décrypte le pouvoir des économistes, la seconde aborde des objets autrefois réservés aux politistes (élections, institutions politiques, culture). (N° 18, août-décembre, semestriel, 16 euros. – Paris.)

□ **FAKIR.** L'histoire d'une entreprise, Ecopla, dont le ministre de l'économie d'alors, M. Emmanuel Macron, s'est désintéressé permet de comprendre comment le désert industriel s'étend en France sans que les gouvernants semblent s'en soucier. (N° 77, septembre-octobre, bimestriel, 3 euros. – Amiens, France.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Philippe Bihouix, co-auteur du livre *Le Désastre de l'école numérique* (Seuil, 2016), plaide pour des salles de classe sans écrans. Un article au vitriol contre le jeu *Pokémon Go*, une « *régression infantile* » qui contribuerait à l'« *enfermement dans le virtuel* ». La zone euro est-elle une dictature technocratique ? (N° 132, septembre, mensuel, 2,50 euros. – Lyon.)

□ **SILENCE.** Un dossier sur les « *oubliés du vélo* » : comment bénéficier des avantages multiples des deux-roues quand on est enfant, vieillissant ou avec un handicap ? Plaidoyer pour le « *vélo-bus* » et le cyclo-pousse. Une analyse des leviers possibles pour faire décoller l'usage de la bicyclette. (N° 448, septembre, bimestriel, 4,60 euros. – Lyon.)

□ **SCIENCE & SANTÉ.** Tout savoir sur le goût, son évolution et les cinq saveurs (acide, amer, sucré, salé et *umami*). L'addiction au sucre et les fausses solutions des édulcorants synthétiques... (N° 32, septembre-octobre, bimestriel, gratuit. – Inserm, Paris.)

□ **SORTIR DU NUCLÉAIRE.** « *Le traitement des débris radioactifs de Fukushima* » se poursuit en vain... mais le ventilateur brasseur d'air prend sa « *revanche* ». (N° 70, août, 3 euros. – Lyon.)

□ **URBANISME.** Un dossier sur les contradictions des villes balnéaires et l'urbanisation contre nature des territoires côtiers. Plombé par le poids des résidences secondaires, le littoral français serait beaucoup moins attractif qu'il n'y paraît. (N° 401, été, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **FUTURIBLES.** L'utopie des villes intelligentes serait rattrapée par la réalité, mais la dimension humaine doit prendre le pas sur la dimension technologique. Explorations : habitat participatif, prise en compte de la nature urbaine, urbanisme prototypal des villes du Sud, etc. (N° 414, septembre-octobre, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

□ **UFAL INFO.** L'école a-t-elle pour vocation de former des individus adaptés à la société ou de permettre aux citoyens d'apprendre la liberté de conscience ? De transmettre des compétences ou des savoirs ? L'Union des familles laïques défend le modèle républicain contre le modèle « *adaptatif* ». (N° 66, septembre, trimestriel, 2 euros. – Paris.)

□ **ALTERNATIVE LIBERTAIRE.** Le mensuel anarchiste appelle à l'amnistie de toutes les « *victimes de la répression policière* » durant les derniers mouvements sociaux. Dans un entretien, l'universitaire américaine Silvia Federici analyse l'imbrication entre luttes féministes et anticapitalistes. Retour sur le rôle des libertaires dans la révolution espagnole de 1936. (N° 264, septembre, mensuel, 3 euros. – Paris.)

□ **L'EMPAILLÉ.** Le bague salarié des magasins Noz et la « *vie en slalom* » des travailleurs saisonniers. Et comment Rodez « *sortit de sa léthargie* » pour lutter contre la « *loi travail* ». (N° 2, août 2016, trimestriel, 2 euros. – Villecomtal.)

□ **L'ÂGE DE FAIRE.** En France, on parle à nouveau d'ouvrir des mines : pourquoi ce regain d'intérêt pour le sous-sol et quels sont les risques pour les salariés concernés ? Une enquête étonnante sur l'association SOS Amitié, loin des caricatures. (N° 111, septembre, mensuel, 1,50 euro. – Peipin.)

□ **LE RAVI.** À Montréal, le Forum mondial des médias libres a réuni de nombreuses petites voix de la dissidence autour d'une préoccupation : comment faire face à la haine. Une enquête sur des domaines viticoles réputés qui font pousser leurs raisins sur des déchets du bâtiment. (N° 143, septembre, mensuel, 3,90 euros. – Marseille.)

□ **SÉCURITÉ & STRATÉGIE.** La cybersécurité, cette économie à part entière, a de beaux jours devant elle avec le développement de l'Internet des objets – « *ne nous y trompons pas, des ordinateurs avant d'être des objets* ». La manière dont le ministère de la défense prend en charge les opérateurs majeurs, à commencer par les entreprises de l'armement. (N° 22, juin-septembre, trisannuel, 20 euros. – Paris.)

□ **CRIME, HISTOIRE & SOCIÉTÉS.** Le dossier « *Police et ordre public en France et en Angleterre (1750-1850)* » présente de multiples études de cas, de la gendarmerie sous Napoléon au traitement des migrants dans le Londres du XIX<sup>e</sup> siècle, en passant par l'action et le fonctionnement de la police parisienne en 1791 dans le quartier du Louvre. (Vol. 20/1, n° 42, 2016/1, 27,43 euros. – Droz, Genève.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : [www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

\* Titulaire de la chaire de recherche sur l'histoire de l'édition et la sociologie du littéraire à l'université de Sherbrooke (Québec), co-auteur (avec Vincent Laisney) de *L'Âge des cénacles. Confraternités littéraires et artistiques au XIX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, Paris, 2013.

# Direction des Ressources Heureuses

PAR JULIEN BRYGO ET OLIVIER CYRAN \*

LES PATRONS n'exagèrent-ils pas un peu dans leur souci de faire le bonheur de leurs salariés? Aux forçats du travail qui rament pour des queues de cerise et n'auraient peut-être pas songé à se poser pareille question, l'émission « Envoyé spécial », sur la chaîne publique France 2, vient d'administrer une édifiante leçon de rattrapage. Dans un reportage diffusé le 1<sup>er</sup> septembre, elle nous emmène sur les pas de Sophie, *chief happiness officer* dans une start-up parisienne spécialisée dans la vente en ligne d'articles de mode faits main. Inventé aux États-Unis, ce nouveau métier, que l'on pourrait traduire par « chef du service bonheur », consiste à « créer une bonne ambiance au bureau » en égayant le personnel par des repas, des soirées ou des sorties propres à souder le groupe et à galvaniser son ardeur à la tâche. Après le petit déjeuner offert aux salariés, la journée de Sophie « se poursuit à la supérette du coin, où elle fait les courses pour préparer un barbecue que l'équipe va déguster », indiquent les auteurs du reportage, apparemment subjugués, eux aussi, par le bain d'allégresse managériale où trempent les cinquante employés de l'entreprise.

Plus les conditions de travail se délabrent pour la grande masse des travailleurs, plus les médias se passionnent pour la débauche de faveurs réservées aux plus chanceux d'entre eux. Le 4 avril dernier, par exemple, en pleine mobilisation contre la « loi travail », alors que l'exaspération face aux ravages de la précarité et à l'épidémie des « boulots de merde » enflait dans la rue, l'émission « Happy boulot » sur la chaîne BFM Business – « tous nos conseils pour bien démarrer votre journée de travail » – choisissait un traitement décalé de l'actualité sociale en s'inquiétant des excès de générosité auxquels en sont réduits les employeurs.

« Aujourd'hui, on parle de cette mode du bien-être au travail, lance la journaliste de plateau, sourie en façade blanche suspendu aux pommettes. Est-ce que vous connaissez le "chief happiness officer"? Sa mission, c'est d'éclater (sic) les salariés, de s'occuper de leur bonheur au travail. Le nombre d'offres pour ce poste en France a explosé de près de 1 000 % en deux ans sur le site d'annonces Qapa! (...) »

\* Journalistes. Auteurs de *Boulots de merde! Du cirque au trader. Enquête sur l'utilité et la nuisance sociales des métiers*, qui vient de paraître aux éditions La Découverte (Paris).

*Aujourd'hui, un cadre qui a un haut potentiel dans le digital, la finance, la compta, quand il se met sur le marché, il a le choix entre minimum trois offres. Ce qui va lui faire choisir une offre plutôt qu'une autre, eh bien, c'est justement ce qui vient en plus de l'intérêt du job, de son salaire et de ses primes, c'est la cerise sur le gâteau. Et si c'est une pastèque, c'est encore mieux! (...) Le risque, en fait, c'est la surenchère. Souvenez-vous, il y a quelques mois, c'était Facebook, Google et Yahoo qui rivalisaient sur le congé maternité. Il y en a un qui proposait six mois, l'autre qui proposait un an, le dernier qui disait: tout le temps que vous voulez [rire du présentateur sur le plateau, incrédule devant tant de magnificence], et après ils sont passés au congé paternité, alors c'est quoi, l'étape suivante? (...) Les gens s'habituent au confort, même s'il est exceptionnel, ils en demandent toujours plus. Donc le risque, à terme, c'est d'être à court d'idées de gentillesse.* Voilà un angle d'attaque que les syndicalistes utilisent trop rarement: cette tendance lourde du patronat à gâter ses employés.

La mode du bien-être au travail ne profite pas exclusivement aux poulains de course élevés dans les écoles de commerce. Elle ruisselle parfois au compte-gouttes sur les échelons inférieurs de la hiérarchie, comme l'explique M. Christian Barqui, président de l'Association progrès du management (APM) et par ailleurs patron des salades en sachet Florette (1 500 salariés, six usines, 200 millions d'euros de chiffre d'affaires). Dans un récent entretien au *Figaro* (12 septembre 2016), cet adepte du *lean management* – une doctrine d'optimisation du rendement élaborée au Japon par le groupe Toyota et peaufinée ensuite dans les éprouvettes néolibérales du Massachusetts Institute of Technology (MIT) – clame son attachement aux « théories qui encouragent les salariés à travailler avec beaucoup de liberté ». « Il faut tout faire pour que les collaborateurs puissent utiliser leur intelligence et trouver leur équilibre », plaide l'industriel de la laitue pré-lavée, qui tient néanmoins à rappeler que « l'entreprise ne peut pas être une démocratie ». Quand on lui demande s'il a pris des « mesures pour encourager le bien-être au travail dans les usines de Florette », il répond: « Oui. J'ai, par exemple, ouvert une salle de sieste équipée de poufs Fatboy. J'en ai aussi un dans mon bureau. » Aux vingt minutes de sieste quotidienne consenties aux ouvriers en



GASTON CHAISSAC.  
– « Balai », vers 1953

© ADAGP PARIS, 2016 - PHOTO : GALERIE LOUIS CARRÉ / ADAM RZEPKA

De l'autre côté, les millions de sujets d'un marché du travail qu'en toute rigueur l'on ne saurait même plus qualifier de salariat, tant y prolifèrent les statuts au rabais qui amputent le travailleur de sa qualité et de ses droits de salarié: stages, intérim, vacations, auto-entrepreneuriat, contrats de formation en alternance, contrats d'usage, contrats à horaires modulés, contrats à durée déterminée à temps partiel, emplois « d'avenir », service civique, etc. La condition des trimardeurs de l'industrie des services se dégrade au même rythme que celle des salariés « statutaires », en principe mieux lotis mais pour lesquels le « bien-être au travail » se résume souvent à l'espoir de ne pas sortir trop abîmés des techniques managériales mises en place pour les essorer. Dans les entreprises et les services publics qui l'ont adopté, le *lean management* vanté par le patron de Florette s'illustre moins par des massages de pieds que par des burn-out en série. C'est le cas notamment à La Poste et dans les hôpitaux. Au centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse, où le souci de rentabiliser les soins a conduit la direction à se convertir au « toyotisme », quatre membres du personnel infirmier se sont donné la mort au cours de cet été.

La ritournelle du bien-être signale une autre fracture. Dans *La Griffe du chien*, son roman sur l'économie de la cocaïne, l'auteur américain Don Winslow décrit la mise en place, au tournant des années 1980 et 1990, d'une nouvelle organisation du travail au sein d'un puissant cartel de la drogue mexicain. Son chef, double fictionnel de Joaquín Guzmán Loera, dit « El Chapo », leader du cartel de Sinaloa, est présenté dans le livre comme un pionnier du néolibéralisme. Il aurait apporté sa propre touche à la doctrine reaganienne en décidant de transformer son armée de truands rémunérés au mois en un réseau de petits entrepreneurs autonomes, liés à lui par un simple – mais inviolable – serment d'allégeance. « Nous voulons des entrepreneurs, pas des employés. Les employés coûtent de l'argent, les entrepreneurs en font », explique-t-il à l'un de ses lieutenants. On ignore le degré de véracité historique de ce passage (Winslow dit s'être appuyé sur des recherches solides), mais on retient volontiers l'hypothèse que l'un des narcotrafiquants les plus sanguinaires de l'histoire soit aussi l'un des précurseurs de l'autoentrepreneuriat. Le gouvernement français s'abreuve à bonne source, lui qui a favorisé l'extension de ce régime à près d'un million de travailleurs. Tenus de payer eux-mêmes leurs cotisations sociales et livrés au bon vouloir d'employeurs « clients » qui n'ont pas à répondre de leur sort, les autoentrepreneurs se trouvent aux avant-postes d'un salariat de plus en plus fragmenté, atomisé, où chacun cavale pour sa survie. Dans ce modèle, entraide et solidarité ne subsistent plus qu'en contrebande. A contrario, la poignée de « cols blancs » gavés de pilules du bonheur monopolisent, semble-t-il, les valeurs de camaraderie, d'appartenance de classe et d'esprit d'équipe. Peut-être préfigurent-ils un monde où la notion même de collectif de travail n'existerait plus que sous la baguette scintillante des *chief happiness officers*.

échange d'une productivité accrue s'ajoutent des « cours de yoga chaque lundi soir » et, un vendredi sur deux, des séances individuelles de « réflexologie plantaire ». Prestations assurément utiles à l'entretien de la force de travail, mais pas gratuites pour autant – « le salarié paie 75 % de la séance », précise M. Barqui. Ici, pas de « happy » barbecue ni de conciergerie pour les sorties théâtre. On a beau être généreux, les petites mains qui ensachent les feuilles de salade ne sauraient prétendre aux mêmes largesses que les petits génies des start-up.

CETTE SUREXPOSITION médiatique des gâteries patronales ne relève pas seulement d'un aimable dérivatif inspiré de la maxime de M. Pierre Gattaz, « Les chefs d'entreprise sont des héros »: elle consacre aussi la ligne de démarcation qui structure le monde du travail. D'un côté, une aristocratie laborieuse dotée de bons revenus et de menus avantages qui cimentent son esprit de corps. S'y blottit le dernier carré des salariés vraiment protégés: ceux qui jouissent d'un rapport de forces favorable à leurs intérêts et ne connaissent pas la peur du lendemain.

## SOMMAIRE

<b>PAGE 2 :</b>	Une anomalie réconfortante, par <b>SERGE HALIMI</b> . – L'heure du choix. – Courrier des lecteurs.
<b>PAGE 3 :</b>	De l'art d'ignorer le peuple, par <b>ANNE-CÉCILE ROBERT</b> .
<b>PAGES 4 ET 5 :</b>	Au Gabon, la mécanique du népotisme s'enraye, par <b>OLIVIER PIOT</b> . – L'élève modèle de la « Françafrique » ( <b>O. P.</b> ).
<b>PAGE 6 :</b>	Irréductibles Druzes du Golan, par <b>SOPHIA MARCHESIN</b> . – En Israël, une place à part ( <b>S. M.</b> ).
<b>PAGE 7 :</b>	Comment M. Erdoğan a maté l'armée turque, par <b>SÜMBÜL KAYA</b> .
<b>PAGES 8 ET 9 :</b>	Le Maroc pétrifié par son roi, par <b>PIERRE DAUM</b> . – « Enquêteur? Impossible » ( <b>P. D.</b> ).
<b>PAGE 10 :</b>	Israël ou la religion de la sécurité, par <b>GIDEON LEVY</b> .
<b>PAGE 11 :</b>	Les États-Unis tentés par le risque, suite de l'article de <b>SERGE HALIMI</b> .
<b>PAGE 12 :</b>	Les vengeurs masqués de la rue mexicaine, par <b>BENJAMIN FERNANDEZ</b> .
<b>PAGE 13 :</b>	Qui a tué Berta Cáceres?, par <b>CÉCILE RAIMBEAU</b> .
<b>PAGES 14 ET 15 :</b>	Après le « casse du siècle » en Moldavie, par <b>JULIA BEURQ</b> .

## Octobre 2016

<b>PAGES 16 ET 17 :</b>	Des Pirates à l'assaut de l'Islande, suite de l'article de <b>PHILIPPE DESCAMPS</b> . – Le tourisme, une nouvelle bulle? ( <b>PH. D.</b> ). – Réenchanter la politique par la dérision, par <b>GÉRARD LEMARQUIS</b> .
<b>PAGE 18 :</b>	À Gibraltar, dernière colonie d'Europe, par <b>LOLA PARRA CRAVIOTTO</b> .
<b>PAGE 19 :</b>	Appétit chinois, incurie française, par <b>MARTINE BULARD</b> . – De Toulouse aux Champs-Élysées ( <b>M. B.</b> ).
<b>PAGES 20 ET 21 :</b>	Braderie forestière au pays de Colbert, suite de l'article de <b>GUILLAUME PITRON</b> . – Gouffre financier ( <b>G. P.</b> ). – Théorème de la soumission, par <b>HÉLÈNE RICHARD</b> .
<b>PAGES 22 ET 23 :</b>	Perceptions et réalités de l'autoritarisme dans le Sud-Est asiatique, par <b>ÉRIC FRÉCON</b> .
<b>PAGES 24 À 26 :</b>	« Guitel Pourishkevitch et autres héros dépités », de Sholem-Aleikhem, par <b>ARNAUD DE MONTJOYE</b> . – « Frankenstein à Bagdad », d'Ahmed Saadawi, par <b>ÉRIC DUSSERT</b> . – Lumières sur le chaos syrien, par <b>JULES CRÉTOIS</b> . – De Léopold II à Joseph Kabila, par <b>ANICET MOBE</b> . – Une Ève féministe, par <b>MONA CHOLLET</b> . – Fukushima, mon amour, par <b>ÉMILIE GUYONNET</b> . – Le réel, l'exact et le vrai, par <b>PHILIPPE PERSON</b> . – Dans les revues.
<b>PAGE 27 :</b>	Séductions de la bohème, par <b>ANTHONY GLINOER</b> .

Le Monde diplomatique du mois de septembre 2016 a été tiré à 212 143 exemplaires. À ce numéro sont joints deux encarts, destinés aux abonnés: « Missègle » et « Manuel d'économie critique ».

**Manière de voir** 149  
OCTOBRE - NOVEMBRE 2016  
Le Monde diplomatique

**AFFRONTEMENTS AMÉRICAINS**  
ÉLECTIONS, LIBRE-ÉCHANGE, IMMIGRATION, EMPIRE

**Comprendre l'Amérique de Donald Trump**  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX